

LA CONDITION DES PAYSANS ET LES RÉFORMES AGRAIRES EN PRUSSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

le Mardi, 18 Juin 1907, à 3 h. 1/2

PAR

ÉMILE CONGNET

ANCIEN ÉLÈVE DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Jury d'examen :

Président : M. ALLIX, professeur.
Suffragants : { MM. VILLEY, professeur-doyen.
CABOUAT, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA CONDITION DES PAYSANS ET LES RÉFORMES AGRAIRES EN PRUSSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

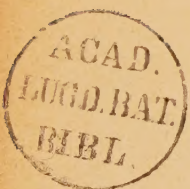
SOUTENUE PUBLIQUEMENT DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

le Mardi, 18 Juin 1907, à 3 h. 1/2

PAR

ÉMILE CONGNET

ANCIEN ÉLÈVE DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES



PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1907

Jury d'examen :

Président : M. ALLIX. professeur.

Suffragants : { MM. VILLEY. professeur-doyen.
CABOUAT, professeur.

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1906-1907

DOYEN :

M. EDMOND VILLEY (*, I. ☞), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

- MM. DANJON (I. ☞), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.
EDMOND VILLEY (*, I. ☞), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Législation financière*.
GUILLOUARD (*, I. ☞, C. ✕, G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. ✕, L. ✕), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.
LEBRET (I. ☞), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.
CABOUAT (I. ☞), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.
BIVILLE (I. ☞), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Eléments de Droit civil*.
DEBRAY (A. ☞), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain*, et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.
LE FUR, (A. ☞), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.
ASTOUL (A. ☞), professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.
DEGOIS (A. ☞), professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.
GÉNESTAL, professeur d'*Histoire du Droit français* et chargé du cours d'*Histoire du Droit public français*.
ALLIX, professeur d'*Economie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.
NÉZARD, docteur en droit, chargé des cours de *Principes de Droit public*, *Droit administratif* *Eléments de Droit public et administratif*. (Capacité).
BINET, docteur en droit, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ☞), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA CONDITION DES PAYSANS

ET LES RÉFORMES AGRAIRES EN PRUSSE

INTRODUCTION

Une étude sur l'agriculture et les classes rurales d'un pays se rattache intimement à l'étude de l'organisation économique générale de ce pays. L'agriculture est, pour reprendre une expression souvent employée, une sorte de baromètre économique : là où l'agriculture est prospère, le pays est ou deviendra riche. De même quand le progrès général augmente, que le commerce se développe, l'agriculture suit toujours le même mouvement ascensionnel. « Deux choses, dit « Hippolyte Passy, déterminent le degré de « puissance et de richesse des nations : l'un, « c'est leur force numérique ; l'autre, l'étendue « des moyens de consommation dont elles jouis- « sent ; or, ces deux choses dépendent de l'état

« plus ou moins prospère de l'agriculture —
« S'il faut, pour que les populations puissent
« augmenter, que leur population rurale les
« suive dans leur marche, il faut davantage que
« leur sort puisse s'améliorer. — Il n'est pas
« d'accroissement aux prospérités sociales qui
« n'ait pour condition indispensable la réalisa-
« tion de quelqu'un des progrès dont l'agricul-
« ture est susceptible ».

L'importance des questions qui touchent de près ou de loin à l'agriculture et aux classes rurales a dans tous les temps et dans tous les pays préoccupé les esprits, et bien vieux est l'adage : « Pauvres paysans, pauvre royaume ;
« pauvre royaume, pauvre roi. »

En Prusse, autant et peut-être plus qu'ailleurs, la condition des paysans et la répartition de la propriété foncière ont souvent nécessité l'intervention de l'Etat subissant l'influence de la puissante aristocratie terrienne, ou croyant bon, pour mieux lutter contre la Social-Démocratie, de prendre les devants et de faire sien le programme de ce redoutable parti.

Mais si, en d'autres domaines, l'action de l'Etat pouvait produire de bons effets, la tâche était ici extrêmement difficile et délicate.

Montesquieu nous dit « que les pays ne sont
« pas cultivés en raison de leur fertilité, mais

« en raison de leur liberté. . que les pays les
« plus riches ne sont pas les plus fertiles,
« mais bien ceux qui possèdent le meilleur
« gouvernement. ».

Mais c'est là une grande exagération de dire que ce sont les gouvernements qui font les bonnes cultures et c'est même dans beaucoup de pays une tendance blâmable de l'agriculture actuelle de tourner sans cesse des regards suppliants vers l'Etat attendant de sa prétendue toute-puissance un soulagement dans sa crise.

Cependant, il n'est pas dépourvu d'intérêt de suivre la politique des gouvernements en ce qui touche les questions rurales, car s'il est difficile à l'Etat, par le seul effet de ses lois, de ramener la prospérité agricole, une mauvaise législation peut au contraire être très funeste aux populations rurales.

Notre étude a précisément pour but d'arriver à la constatation des bons ou mauvais résultats acquis en Prusse par cette législation agraire, ce « monument législatif » comme on l'appelle en Allemagne, qui a paru vers la fin du XVIII^e siècle et vient de se clore au commencement du XX^e siècle.

L'ère de ces réformes agraires peut se diviser en deux grandes phases : l'une s'étend jusqu'au milieu du XIX^e siècle, l'autre est contemporaine.

La première est remarquable par les tendances libérales des hommes d'Etat prussiens et leur sincère préoccupation d'améliorer le sort du paysan, d'en faire un homme libre, presque un propriétaire. Les lois agraires de cette époque (édits de Stein et de Hardenberg, lois du 2 mars 1850) ont aboli d'abord certaines charges foncières injustes ou peu économiques, telles que les corvées dont les services étaient souvent indéterminés, les dîmes, les droits de chasse et beaucoup d'autres vestiges du moyen âge ; puis, elles en arrivent à se préoccuper de la forme de la tenure que l'on désire transformer en petite propriété pour retenir à la campagne les ouvriers agricoles désormais libres, mais contraints d'émigrer s'ils ne veulent pas mourir de faim.

Ces réformes sociales de la première moitié du xix^e siècle ont eu une importance énorme ; on les a souvent considérées comme les causes du développement intérieur de l'Etat prussien. Et même, lorsqu'après ses étonnantes victoires de 1866 et de 1870, la Prusse se fût mise au premier rang des nations européennes, des économistes de l'école historique allemande, comme Droysen, Schmoller, Isaacsohn, etc., ont voulu expliquer cette hégémonie en remontant, suivant leur méthode, aux origines et en suivant

pas à pas le développement social de la Prusse. Ils ont eu certes un peu raison, et, quoiqu'ils aient exagéré la portée des réformes rurales que nous étudions, il est juste de reconnaître qu'elles ont joué un grand rôle dans cette évolution sociale.

Quant au point de départ de ce mouvement social lui-même, qui se produisit, nous le verrons, surtout après la paix de Tilsitt en 1807, l'histoire intérieure de la Prusse ne peut pas nous l'expliquer. Il faut chercher ailleurs les éléments de cette réforme et, quoiqu'en disent les historiens allemands en général pourtant assez impartiaux, l'influence de la Révolution française fut en cette matière importante et décisive.

Quoiqu'il en soit, ces réformes agraires opiniâtrement combattues par la noblesse, n'obtinrent pas les bons résultats qu'en attendaient leurs auteurs et l'exécution en fut même suspendue en 1858.

Cependant, comme l'état lamentable de l'agriculture était aussi préjudiciable au grand propriétaire qu'au petit paysan, une législation nouvelle apparut en 1886, cachant d'abord ses visées économiques et sociales sous le but politique de germaniser la Pologne, puis avouant franchement ses desseins dans les lois de 1890-

1891 qui organisèrent les *Rentengüter* et les institutions de crédit appelées *Rentenbanken* destinées à en faciliter la formation. Puis parallèlement à cet essai de créer la petite propriété rurale, de former une classe saine de paysans *ein gesunder Bauernstand*, le gouvernement a fait voter la loi de 1896 qui tend à la conservation des *Rentengüter* et s'oppose à l'émiettement du sol, en transmettant l'exploitation rurale, le *Hof*, intégralement à un héritier privilégié. C'est la restauration de l'ancien *Anerbenrecht*.

Cette nouvelle législation élaborée dans le but de fortifier et de perpétuer l'organisation des *Rentengüter*, qui même, dans la pensée de ses auteurs, pourrait peut-être un jour être appliquée aux petites propriétés rurales de l'Empire allemand tout entier, a-t-elle réussi ou au contraire n'a-t-elle pas fait sombrer tout à fait la réforme agraire de 1890-91 ? C'est ce que nous verrons.

LIVRE PREMIER

Les paysans prussiens jusqu'à la fin du XVIII^e siècle

CHAPITRE PREMIER

DE L'ESCLAVAGE AU SERVAGE

Le principe de l'égalité naturelle des hommes affirmé par la conscience cessa vite d'être respecté et aussi loin que nous remontons dans l'histoire des temps, nous trouvons l'humanité divisée en deux classes bien distinctes : l'une possédant tous les droits, l'autre supportant toutes les charges, les maîtres et les esclaves.

Nous ne pouvons examiner ici les causes génératrices de l'esclavage, ni même faire l'histoire des esclaves de l'Ancien Monde ; nous voudrions seulement indiquer comment l'an-

tique esclavage transporté en Germanie après la conquête romaine s'est modifié insensiblement pour faire place au servage.

SECTION I

Causes générales de la disparition de l'esclavage

La plus grande révolution qui signale la marche de la civilisation humaine est assurément l'abolition de l'ancien esclavage.

Quelles furent les causes de cet important mouvement social ?

A la tête de cette grande œuvre se mit le christianisme et son influence fut, quoiqu'on en dise, tout à fait prépondérante. C'est en effet sous l'action des idées chrétiennes que les premières lueurs de la liberté commencèrent à poindre. D'une part le principe de l'égalité spirituelle prenant de plus en plus de force mina l'esclavage sans interruption ; d'autre part la simplicité des mœurs augmentant réduisit le nombre des esclaves domestiques, que l'intérêt du maître est maintenant d'attacher à la terre.

Sans doute la guerre et la misère firent encore longtemps des esclaves, mais l'esclavage du chrétien captif diminue et cesse rapidement :

quand des guerres sévissaient, des âmes pieuses rachetaient les prisonniers ; par exemple, en France, sainte Bathilde, saint Berchaire, saint Eloi, l'abbé Smaragdus et tant d'autres se sont distingués dans cette lutte protectrice.

L'influence salubre de l'Eglise est donc indéniable. Sans doute, elle abusa souvent de sa puissance et de son autorité pour étendre ses privilèges et ses domaines, mais il faut cependant reconnaître qu'elle en fit aussi un noble usage pour l'amélioration de la société. On a retrouvé des formules d'affranchissement commençant par ces mots : *In nomine Dei...* — *Pro salute animæ mee...* — *Pro amore Dei...*, etc.

Il est remarquable que cette action fut toute morale. Il n'était pas en effet au pouvoir de l'Eglise de faire une loi abolissant l'esclavage ; mais sa coopération à l'adoucissement des mœurs n'en fut pas moins efficace. Tous les écrivains du xv^e et du xvi^e siècle l'ont reconnu.

On a dit que l'islamisme lui aussi défendait l'esclavage, mais cette interdiction ne s'appliquait que de Musulman à Musulman, il était au contraire méritoire d'asservir un infidèle. Le christianisme était mu par une pensée plus haute et recommandait l'indulgence entre tous les hommes quelle que fût leur religion. Il est

donc difficile d'assimiler l'influence des deux doctrines.

Une autre cause, au moyen âge, hâta la fin de l'esclavage, ce fut la constitution de la féodalité. Comme on l'a dit très bien : « Les fiefs ont « asservi les hommes libres et affranchi les « esclaves » (1). Cette phrase nous montre comment à l'esclavage personnel succéda le servage réel.

L'Histoire nous apprend combien furent faibles et sans autorité les successeurs de Charlemagne. Aussi les grands dignitaires et les grands propriétaires, que ne retenait plus la crainte du monarque, rivalisèrent pour la conquête du pouvoir et cette lutte amena entre eux des guerres continuelles qui durèrent toute la féodalité. Pour être plus forts, les maîtres ou seigneurs durent resserrer autour d'eux tous leurs serviteurs, d'esclaves qu'ils étaient, ils les élevèrent au rang de compagnons d'armes. Cette méthode se généralisa et il est probable que la création des villes produisit le même lien de confraternité militaire entre les bourgeois et leurs serviteurs.

On a dit que ce n'était pas là une raison pour abolir l'esclavage et que les Grecs par exemple

1. Chantereau-Lefebvre, *Traité des fiefs*, t. II.

partaient en guerre avec leurs esclaves sans pour cela les affranchir. Mais deux motifs rendent cette comparaison impossible. D'abord la Grèce antique était un pays fertile, où les moyens de communication ne manquaient pas grâce à la mer, où par conséquent il y avait assez de subsistances pour nourrir une nombreuse population d'esclaves. Transportons-nous maintenant au moyen-âge, dans ces contrées où les terres sont le plus souvent incultes, les routes rudimentaires, il sera facile de nous figurer les difficultés qu'il y avait à entretenir des esclaves. Ceux qui ne servirent pas le seigneur comme gens d'armes furent attachés à la glèbe en qualité d'esclaves-immeubles ou serfs. En second lieu pour avoir beaucoup d'esclaves, il faut pouvoir les renouveler facilement surtout quand les guerres en font une large consommation, et réciproquement quand on est à même de s'en procurer à volonté de nouveaux, on attache beaucoup moins de prix aux êtres humains dont on dispose, et la condition de ceux-ci s'en ressent. C'est ce qui explique en partie pourquoi, dans les pays du moyen-âge qui, comme la Grèce, jouissaient de voies de communication faciles avec l'extérieur, l'esclavage personnel alimenté par de nouvelles recrues du dehors dura plus longtemps que dans des pays

compacts, isolés et continentaux comme l'Allemagne.

Enfin des maux si communs au moyen-âge, comme les famines, la peste, etc., inspirèrent à beaucoup de maîtres la crainte de la fin du monde et ceux-ci dans un but d'expiation affranchirent leurs esclaves.

Telles furent les causes principales et générales qui déterminèrent la suppression de l'esclavage au moyen-âge. Elles exercèrent leur action aussi bien en Allemagne qu'ailleurs. Mais il y eut dans ce dernier pays des causes secondaires et spéciales qui tantôt accélérèrent, tantôt retardèrent les affranchissements.

SECTION II

Causes spéciales à l'Allemagne

Dans l'ancienne Germanie devenue plus tard l'Allemagne où se forma la monarchie prussienne, l'esclavage n'existait pas et fut importé de l'Occident, de la Gaule romaine. L'esclavage domestique était un luxe inconnu des barbares, habitants des forêts; quant à l'esclavage rural, il n'était pas dans leurs habitudes. « Le riche
« barbare était servi par des personnes libres,

« par les fils de ses proches, de ses clients et
« de ses amis ; le penchant de ses mœurs nation-
« nales, contraire à celui des mœurs romaines,
« le portait à reléguer l'esclave hors de sa mai-
« son et à l'établir comme laboureur ou comme
« artisan, sur une portion de terre à laquelle il
« se trouvait fixé... L'imitation des mœurs ger-
« maines par les nobles gallo-romains fit passer
« beaucoup d'esclaves domestiques de la ville
« à la campagne et du service de la maison au
« travail des champs ».

Mais une fois implanté en Allemagne, l'esclavage y fleurit comme ailleurs, y subit les mêmes vicissitudes, enfin y disparut pour les mêmes causes qu'ailleurs, sauf l'influence de quelques faits spéciaux à ce pays que nous allons voir.

Le premier de ces faits est l'invasion des slaves et des Hongrois qui remplit de terreur les habitants de l'Allemagne, terreur superstitieuse qui faisait prendre ces barbares pour des démons apportant avec eux la fin du monde. Aussi, soucieux du salut de leur âme, les maîtres multiplièrent les affranchissements *Mundi termino appropinquante..... pro salute animæ meæ*. Mais ce mouvement fut de courte durée et cessa quand les empereurs victorieux réduisirent en esclavage des milliers de prisonniers barbares. Henri l'Oiseleur, dans une seule victoire, en captura,

dit-on, 800.000. Ce chiffre est certainement exagéré, mais les chroniqueurs Witikind et Hel mold nous dépeignent l'atrocité de ces guerres qui se terminèrent au xii^e siècle par la destruction complète des slaves. Ceux-ci furent vendus et dispersés par toute l'Allemagne et leur nom fut donné à la population servile : *slavus*. Ces nouveaux esclaves furent surtout employés aux champs, c'était en effet le seul genre de travail qui convînt à leurs mœurs grossières.

D'autres causes encore retardèrent la marche vers l'abolition de l'esclavage.

Les successeurs de Charlemagne, dont nous avons constaté la faiblesse en France, surent en Allemagne maintenir plus longtemps leur autorité. Cette circonstance retarda dans ce dernier pays la constitution du système féodal qui n'apparut qu'au xii^e siècle vers le temps de Frédéric I^{er}. Or, nous avons vu qu'il fallait l'existence de la féodalité pour entraîner la disparition complète de l'esclavage. En même temps les « Alleux » ou propriétés indépendantes promptement absorbées en France dans le système féodal, se maintinrent en Allemagne pendant longtemps encore; et il est à remarquer que c'est dans ces petits domaines que subsistèrent les traces les plus sensibles du véritable esclavage rural.

Telles sont les causes particulières qui, en Allemagne, maintinrent l'esclavage plus longtemps qu'en France. Cependant, à l'époque des croisades, ces causes ayant disparu, l'esclavage tend à s'éteindre et se confond de plus en plus avec le servage.

Quant à la date précise de cette transformation, il est impossible de l'établir, aucune loi n'a prescrit un affranchissement général, les seigneurs avaient toute initiative et agissaient comme et quand ils voulaient. Tout au plus pourrait-on avoir quelques renseignements approchés de l'exactitude en consultant les chartes des contrats particuliers. Les mots : *villani*, *casati*, *manati*, désignent plutôt des serfs réels; les mots : *servi*, *ancillæ*, *mancipia* s'appliquent aux esclaves. Or ces dernières expressions cessent d'être employées dans les contrats vers le ^{xiii}^e siècle en Allemagne.

En 1232, nous trouvons une ordonnance de l'empereur Frédéric II défendant de réduire en esclavage les habitants de la Livonie et de la Prusse qui se convertiraient au christianisme. Ces provinces, confiées à l'administration de l'ordre teutonique, furent sévèrement traitées et converties de force à la façon dont Charlemagne avait naguère fait baptiser les Saxons.

En résumé, il résulte de tout ce qui précède

que l'esclavage dut disparaître complètement en Allemagne vers la fin du ^{xiii}^e siècle.

Mais après Frédéric II, l'anarchie régna dans tout l'Empire et les guerres entre seigneurs, si elles n'obligèrent à n'avoir que des serfs, rendit leur condition extrêmement dure et précaire. Longtemps l'état de serf allemand fut dans certaines provinces assez semblable à l'ancien esclavage; certains écrivains ont même soutenu que sa condition était plus dure que celle de l'esclave antique.

CHAPITRE II

LA FÉODALITÉ ET LES CLASSES RURALES EN ALLEMAGNE

Nous avons constaté dans le précédent chapitre que la féodalité est apparue en Allemagne beaucoup plus tard qu'en France et en Angleterre. Montesquieu nous l'explique dans les termes suivants (1) : « La faiblesse d'esprit de Charles le Chauve mit en France une égale faiblesse dans l'Etat ; mais comme Louis le Germanique, son frère, et quelques-uns de ceux qui lui succédèrent, eurent de grandes qualités, la force de leur Etat se soutint plus longtemps. Que dis-je ? Peut-être que l'hommeur flegmatique et, si j'ose le dire, l'immuabilité d'esprit de la grande nation allemande résista plus longtemps que celui de la nation française à cette disposition des choses qui faisait que les fiefs, par une ten-

1. Montesquieu, liv. XXI, ch. XXX.

« dance naturelle, se perpétuaient dans les
« familles. J'ajoute que le royaume d'Allema-
« gne ne fut pas dévasté, et, pour ainsi dire,
« anéanti, comme le fut celui de France, par le
« genre particulier de guerre que lui firent les
« Normands et les Sarrasins. Les princes, qui
« ne virent pas, à chaque instant, l'Etat prêt à
« tomber, eurent moins besoin de leurs vas-
« saux, c'est-à-dire en dépendirent moins, et il
« y a apparence que, si les Empereurs d'Alle-
« magne n'avaient été obligés de s'aller faire
« couronner à Rome et de faire des expéditions
« continuelles en Italie, les fiefs auraient con-
« servé plus longtemps chez eux leur nature
« primitive ». Il est impossible de mieux expo-
ser les raisons qui retardèrent en Allemagne la
constitution du système féodal et les circons-
tances dans lesquelles ce nouvel état social appa-
rut renforcent les paroles de Montesquieu.

La première apparition de la féodalité en Alle-
magne ne remonte en effet qu'aux réformes
militaires d'Henri l'Oiseleur (919-936). C'est à
cette époque qu'eurent lieu, nous avons déjà
eu l'occasion de le voir, les terribles invasions
des Hongrois et des Slaves Polonais. Pour
lutter contre ces envahisseurs, il fallait former
une armée exercée et particulièrement une
cavalerie. A qui demander ce service ? L'em-

L'empereur s'adressa naturellement aux grands dignitaires, aux grands seigneurs laïques et ecclésiastiques qui s'engagèrent à lui fournir le service militaire par eux-mêmes et par leurs vassaux. Quant aux autres hommes libres, ils en étaient dispensés, sauf péril national, moyennant une redevance en argent. Une hiérarchie militaire se forma, la féodalité était constituée : en haut ceux qui, entrés dans la cavalerie, payaient de leur sang ; en bas ceux qui, restés dans une situation inférieure et opprimés par les chevaliers, payaient de leur argent.

Le système se compléta sous Othon le Grand qui exigea le serment féodal afin de créer un lien d'unité pour tout l'Empire.

Quant à l'hérédité des fiefs, elle s'acclimata difficilement en Allemagne : sans doute le capitulaire de Kiersy-sur-Oise qui l'instituait en France ne fut pas sans influence au delà du Rhin, mais on l'interpréta différemment. En s'appuyant sur cette phrase : *Nullus irascatur si eumdem comitatum alteri, cui Nobis placuerit, dederimus quam illi qui eum eatenus prævidit* — on donnait à l'Empereur le droit de remettre le comté, selon son bon plaisir, à un autre qu'au fils qui l'aurait administré jusqu'à la mort de son père. En France on n'appliquait cette disposition que dans le cas où le titulaire mourait

sans enfants, alors le Roi avait le droit de disposer du fief en faveur d'un autre que celui qui l'avait géré par intérim. Cette interprétation un peu subtile, eut elle de grandes conséquences ? Il est difficile de l'affirmer. Tout ce qu'on peut assurer c'est que l'hérédité des fiefs ne fut admise que très tard en Allemagne ; la féodalité existait depuis longtemps et cependant on voyait des fils dépossédés par le suzerain du fief de leur père. Ce régime de possession précaire dura certainement jusqu'à la célèbre constitution de 1037 par laquelle Conrad II établit l'hérédité des fiefs en Lombardie : car il est probable que cette loi s'étendit à tout le Saint-Empire romain germanique.

Dès lors il n'y avait plus rien à ajouter pour que le système féodal fût complet. Malgré tout beaucoup de domaines y échappèrent ; en effet alors qu'en France la règle était à cette époque : Nulle terre sans Seigneur, — en Allemagne les propriétés libres ou « Alleux » se maintinrent toujours et restèrent même assez importantes (1).

1. Un Allemand, Maurer, se glorifie de cet état de choses : « Notre pays, dit-il, a joui d'une plus heureuse destinée (que « d'autres) ; les institutions françaises n'ont pas été sans « influence sur le développement des siennes, mais la libre « propriété et la libre politique n'ont jamais péri chez nous « comme chez nos remuants voisins. De cette libre propriété « sont sorties la libre chevalerie, les constitutions des Etats

Les seigneuries allemandes sont constituées sur le même modèle qu'en France et les autres pays. Cependant, dans leur organisation il subsista toujours certaines dispositions libérales qui sont un souvenir de l'ancienne communauté de village, de la *mark* primitive. C'est ainsi que dans le *fronhof* germanique, dans les *colonges* alsaciennes, les tenanciers ont le droit de siéger à la cour du Seigneur. C'est là sans doute une faveur, mais en échange ils ont de lourdes obligations.

Les tenures sont héréditaires, il est vrai, mais à chaque mutation, l'héritier doit payer un droit élevé appelé *mortuarium*.

Elles sont aliénables, mais le seigneur a sur elle des droits de préemption, de lods et ventes, d'investiture.

Enfin les tenanciers doivent la corvée.

Il faut remarquer que « si la composition de la
« cour dominicale, où les tenanciers rendent la
« sentence, est une garantie efficace de leurs
« droits, cette organisation démocratique dont
« l'origine remonte aux temps qui ont précédé
« la féodalité, n'a pas empêché la servitude per-

« particuliers et l'antique constitution impérale. Ces principes
« si nous savons les garder et les féconder, nous conduiront à
« la grandeur dont l'Allemagne est capable et digne entre tous
« les peuples ».

« sonnelle, les abus de pouvoir et les vexations
« qui en résultaient » (1).

L'Allemagne en effet connaissait l'institution du servage, la loi elle-même la consacrait et même faisait entre les serfs une distinction qu'on voit pour la première fois au commencement du xii^e siècle dans l'Urbarium de l'abbaye de Marmoutiers.

Nous trouvons les *Hærigen* qui sont des serfs attachés à la glèbe, *an der Scholle gebunden*, qui ne peuvent quitter la tenure sans l'autorisation du seigneur, l'aliéner ou la transmettre par héritage, « à moins qu'une coutume plus favorable n'existe dans la seigneurie ou qu'ils appartiennent à l'Eglise. Celle-ci promet à ses *hærigen* un traitement plus doux et le leur assure quelquefois perpétuellement en s'engageant à ne pas les aliéner : ils peuvent disposer librement de leur bien et ne paient qu'un cens peu élevé. Dans tous les cas l'*Hærigkeit* confère la fixité de la tenure, car si l'*hærige* ne peut quitter la terre, elle ne peut lui être enlevée » (2).

A côté de l'*hærige* existait une classe de serfs très nombreuse, d'une condition infé-

1. Garsonnet, *Hist. des locations perpétuelles*, p. 433.

2. Garsonnet, *op. cit.*, p. 501.

rieure : les *Leibeigenen* ou serfs de corps. Le « *Leibeigene* (1) n'est pas esclave, car le droit « germanique répudie l'esclavage, mais il appartient en propriété à son seigneur qui le « transmet par succession, le vend et l'échange, « le revendique s'il s'enfuit et le châtie comme « il veut. Il n'a rien à lui et, quoi qu'il possède, « son seigneur en peut disposer à son gré ou le « recueillir par droit de déshérence. Il n'y a pas « pour lui de wehrgeld et l'affranchissement qui « peut seul le tirer de cette condition misérable « ne rompt pas tous les liens qui l'attachent au « seigneur, car le serf allemand émancipé « retombe dans le servage comme l'affranchi « romain s'il paie par l'ingratitude le bienfait « qu'il a reçu ».

Cependant entre ces deux classes de serfs, il se produisit une sorte de nivellement, le *Leibeigene* et l'*hœrige* ne firent bientôt plus qu'un. L'un et l'autre ne purent être aliénés qu'avec la tenure dont ils devinrent propriétaires.

Outre les serfs dont nous venons de parler, la population rurale en Allemagne comprenait au temps de la féodalité : des tenanciers libres et des paysans propriétaires.

1. Garsonnet, *op cit.*, p 501.

Les tenanciers libres étaient propriétaires de leur tenure moyennant une redevance foncière qu'ils payaient au seigneur et qu'on appelait *Zins* ou *Freizins*. Comme l'indique cette dernière expression, ils étaient libres et presque aussi indépendants que les propriétaires d'alleux. Les baux étaient souvent héréditaires ou tout au moins viagers.

Quant aux paysans propriétaires, c'étaient les possesseurs des biens allodiaux dont nous avons signalé l'importance en Allemagne. Cependant ils étaient destinés à disparaître peu à peu et leurs terres passèrent en grande partie aux seigneurs et au clergé.

Dans les propriétés soumises au régime féodal, les classes de serfs et de tenanciers libres finirent par se confondre : les obligations diverses auxquelles chacun était tenu vis-à-vis du seigneur se ressemblaient trop pour que leurs différences plus sensibles en théorie qu'en fait, ne tardassent pas à s'effacer. Que va-t-il alors se passer ? Les serfs vont-ils s'élever au rang de tenanciers libres comme en France ou au contraire ceux-ci vont-ils descendre à la condition de serfs ? Cette dernière alternative se réalisa en Allemagne. « Il y
« avait si peu de différence, en fait, entre le
« tenancier libre, l'homme à demi-libre et le
« serf qu'on exigeait souvent de l'un ce qui

« n'était dû régulièrement que par l'autre.
« L'absence de limites précises entre le servage
« et la liberté profita aux serfs dans quelques
« principautés où, mis pendant de longues
« années sur le même pied que les hommes
« libres, ils avaient fini au xii^e siècle par se con-
« fondre avec eux ; mais ce fut l'exception. Dans
« la plupart des Etats allemands les paysans
« étaient descendus au rang de serfs au com-
« mencement du xvi^e siècle, au moment où le
« servage s'éteignait en France et en Angle-
« gleterre » (1).

D'après M. Blondel (2) tous ces paysans aux xv^e et xvi^e siècles n'étaient cependant pas aussi malheureux qu'on se le figurerait par ce qui précède. Le bonheur étant quelque chose de relatif, ce qui est une privation pour les uns n'en est pas une pour les autres. C'est la civilisation moderne qui a développé dans le peuple une foule de besoins inassouvis ; au moyen âge les privations étaient moins pénibles. On ne peut contester la justesse de cette remarque, il est bien évident qu'on ne peut souffrir du manque d'un bien quand rien ne vous révèle l'existence de ce bien.

1. Garsonnet, *op. cit.*, p. 502.

2. Blondel, *Réforme sociale*, 1^{er} juillet 1891, p. 69.

Mais une autre institution plus importante rendit un peu moins pénible la situation des paysans de cette époque. C'était l'*Anerbenrecht*, mode de succession suivant lequel l'aîné des enfants héritait seul du domaine entier à condition de nourrir chez lui ses frères et sœurs. Dans cette sorte de régime patriarcal, une famille ainsi groupée et bien unie avait plus de force pour lutter contre la misère et en tous cas donnait une plus grande stabilité à la population rurale.

Le paysan vivait ainsi dans une demi-félicité, il était certainement plus heureux qu'il ne le sera plus tard au xvii^e siècle. Les rapports entre seigneurs et tenanciers étaient assez doux et sagement déterminés par des règlements appelés *Weisthümer*. De plus, l'Allemagne fut au moyen âge un pays très commerçant, les villes s'y multiplièrent et ce développement urbain eut une heureuse influence sur l'amélioration du sort des classes rurales. Ces villes en effet appréciaient beaucoup l'agriculture et, à mesure qu'elles s'enrichissaient, elles achetaient des terres. Or les paysans de ces domaines acquis, en changeant de maître, se trouvaient placés sous un joug moins lourd. Cet exemple s'étendit aux domaines avoisinants par une sorte de rayonnement.

Enfin il est bon de signaler que sous les efforts persévérants de plusieurs générations de cultivateurs, la terre devenait plus fertile, acquérait de la valeur et par conséquent produisait beaucoup plus. Cette plus value rendait moins lourdes les redevances fixées originairement.

Mais cette situation favorable du ^{xv}^e siècle ne dura pas toujours, les paysans se retrouvèrent bientôt placés dans l'état le plus misérable.

De cette transformation, M. Blondel donne deux causes : les guerres et l'introduction du droit romain en Allemagne.

Les guerres qui désolèrent alors l'Empire, surtout les guerres privées, ravagèrent et détruisirent les récoltes et les villages. De plus, par suite du perfectionnement des armes, elles devinrent beaucoup plus coûteuses et il fallut augmenter les charges et redevances foncières : ce fut une nouvelle cause de ruine pour les paysans.

On connaît aussi ces histoires terribles des lansquenets, véritables fléaux des campagnes, des chevaliers-brigands (*Raubritter*) qui enlevaient et détruisaient ce qui se trouvait sur leur passage. Le paysan sans protection, à la merci de ces bandes pillardes, resta bientôt dénué de tout, dans une situation intolérable et ces gens autrefois heureux et prospères n'en sentirent que

plus lourdement le poids de la misère et de la servitude.

Désespérés les paysans se révoltèrent au commencement du xvi^e siècle, c'est-à-dire à une époque où presque tous les paysans de France et d'Angleterre étaient affranchis. C'était aussi le moment où naissait la réforme et les paysans se firent ce raisonnement : Luther s'est bien révolté contre le Pape, pourquoi ne se révolteraient-ils pas contre leurs seigneurs ? Ils réclamaient la réduction des dîmes, l'abolition du servage « le sang de Jésus-Christ ayant racheté tous les hommes », la modération des corvées et quelques autres adoucissements. Ces revendications étaient légitimes, malheureusement leurs principaux arguments étaient l'incendie et le pillage et sous la conduite du fameux Goetz de Berlichingen, que le génie de Goethe a immortalisé, l'insurrection devint tellement menaçante que Luther lui-même s'en épouvanta. Et l'on vit ce réformateur renier les paysans et même appeler contre eux les princes et les nobles de toute l'Allemagne. « Qu'on traite les rebelles, disait-il, « comme des chiens enragés ». Les paysans battus et écrasés subirent une répression terrible, et il en périt, dit-on, 100.000 dans cette jacquerie. Par la suite, Luther se montra toujours l'adversaire des paysans et il exorta les seigneurs

à ne pas les exonérer de la corvée. Il prit sur lui toute la responsabilité de cette épouvantable répression et il écrivit ce mot terrible : « Moi, « Martin Luther, j'ai versé le sang des paysans « rebelles, car j'ai commandé qu'on les tuât. « Leur sang est vraiment sur ma tête ».

L'introduction du droit romain entraîna aussi, selon M. Blondel (1) de fâcheuses conséquences pour l'état des paysans à la fin du xv^e siècle. Et voici comment il explique cette funeste influence.

Nous sommes à l'époque de la renaissance des études de droit romain, les juristes enthousiasmés, fascinés par la beauté de cette législation croient pouvoir l'appliquer partout, à n'importe quelle organisation sociale. Le droit romain est certes une très belle législation, mais il ne convient pas en toutes circonstances, on en eut la preuve en Allemagne.

Les coutumes germaniques élaborées lentement pendant des siècles, se modifiant sans cesse au gré des événements avaient introduit des nuances diverses de demi-liberté que le droit romain ne connaissait pas. Or, pour faire entrer le code de Justinien dans la pratique, on appliqua à tous ces serfs, à tous ces demi-libres de

1. Blondel, *Réforme sociale*, 1^{er} juillet 1891.

la coutume germanique les dispositions concernant les esclaves du droit romain. Que l'on parcoure ce qui concerne l'esclavage antique et l'on pourra juger si cette adaptation était favorable aux paysans allemands.

« L'oppression des paysans, dit Knapp, date
« du xvi^e siècle. C'est vers le milieu du xvii^e siècle
« après la guerre de Trente ans qu'elle
« s'est accentuée pour atteindre son apogée au
« xviii^e siècle après la guerre de Sept ans... et
« c'est du milieu du xvi^e que date le droit pour le
« propriétaire foncier, indépendamment des cor-
« vées, de contraindre les enfants de ses tenan-
« ciers à des services personnels de domesticité
« (*Zwangsdienste*) ».

Le xvii^e siècle fut pour les paysans une période d'immenses malheurs. Abandonnés par la Réforme qui avait surexcité leurs espérances, ils se trouvèrent désormais livrés sans défense aux représailles des seigneurs. La spoliation que subit l'Eglise catholique dans tout le nord de l'Allemagne, aggrava, par la sécularisation des domaines ecclésiastiques, la condition de ceux qui jusque-là, comme on disait, avaient « doucement vécu sous la crosse ».

Dans le Mecklembourg, à dater de 1552, l'ordre des prélats était supprimé et les paysans furent privés de tout appui vis-à-vis des cheva-

liers. Dans la même principauté, en 1607, 1621 et 1660 on édicta toutes sortes de dispositions extrêmement dures pour les paysans : la peine de mort fut prononcée contre ceux qui s'échappaient.

Dans la Poméranie, en 1616, les paysans furent déclarés serfs et privés de tout droit.

Dans le Brandebourg, la situation était tellement intolérable que des paysans s'enfuirent et se firent voleurs de grand chemin : 12.000 domaines, dit-on, demeurèrent abandonnés.

« Tel était, dit l'historien allemand Boll, la
« chaîne que nos paysans ont traînée... Leur sort
« était à peu près celui des nègres, sauf qu'on
« ne les vendait pas isolément, comme des bêtes
« de somme, aux plus forts enchérisseurs,
« quoique, sous main, on en trafiquât parfaite-
« ment comme du reste du bétail ».

CHAPITRE III

LES CLASSES RURALES EN PRUSSE AU XVIII^e SIÈCLE

Avec ce nouveau chapitre, nous abordons le XVIII^e siècle. A cette époque apparaît un nouvel Etat qui, d'abord réduit aux sables de Brandebourg, va s'étendre peu à peu et englober bientôt la plus grande partie de l'Allemagne du Nord et de l'Est sous l'administration énergique de ses rois. C'est la monarchie prussienne.

En s'annexant les provinces allemandes, la Prusse du XVIII^e siècle ne modifia pas leur organisation sociale et nous retrouvons toujours la même aristocratie toute-puissante, maintenant les populations rurales dans une étroite servitude.

La noblesse était seule propriétaire du sol. Le *Rittergut* (1) comprenait le domaine propre du seigneur qu'il exploitait lui-même (2) et les

1. V. Knapp, *Die Bauernbefreiung*, I, pp. 4 et s.

2. *Unter seinem pflug genommen.*

terres occupées par les paysans qui cultivaient le sol moyennant des redevances et des charges excessives.

M. Cavaignac (1) explique cet état des personnes par l'état des biens. La répartition du sol en Prusse selon lui, à elle seule, imposait des servitudes de tout genre aux populations rurales.

L'un des principaux caractères de cette propriété est qu'elle n'était pas individuelle, comme nous avons l'habitude de nous la figurer aujourd'hui. Le type était la propriété collective et dans certaines régions l'étendue des terres communes dépassait le 1/3 de la surface totale. Ce régime était universel en Prusse aussi bien à l'ouest qu'à l'est de l'Elbe et même là où on avait fait une sorte de répartition des terres entre les habitants, cette répartition était plus théorique que réelle.

Tout ce territoire rural était enserré, comprimé par le bien noble que le seigneur exploitait lui-même. Ce domaine était disposé de telle manière qu'il lui fût plus facile d'opprimer les tenures rurales.

A l'ouest de l'Elbe, c'étaient des parcelles disséminées, éparpillées au milieu de celles des paysans.

1. Cavaignac, *Formation de la Prusse contemporaine*, I.

Congnet

Mais à l'est de l'Elbe l'enchevêtrement était encore plus compliqué et cette confusion donnait occasion au seigneur de dominer les tenures rurales. En effet on ne pouvait cultiver une parcelle, enlever les récoltes sans passer par dessus celles des autres et alors forcément dans l'intérêt de tous il fallait réglementer la culture. Le « Flurzwang » n'a pas d'autre origine (1).

Le caractère dominant de cette tenure paysanne était qu'elle était possédée à titre précaire : le paysan cultivait sa terre en vertu d'une sorte de concession du seigneur qui conservait sur elle un droit de copropriété. En compensation le tenancier devait au noble des services et des corvées de toute espèce afin d'assurer à celui-ci une main-d'œuvre gratuite pour l'exploitation de son propre domaine.

Quant à sa transmission, la tenure était tantôt héréditaire — et c'était le cas le plus rare — avec certaines obligations comme le droit pour les seigneurs de désigner celui des héritiers qui succéderait ; tantôt — et le plus souvent — la tenure n'était pas héréditaire et en droit le hobe-

1. On entend par cette expression une série de prescriptions pour déterminer la nature, l'époque, l'heure même de chaque travail. Chaque soir, le chef de la communauté rurale, le *schulze*, réunissait tous les paysans et leur indiquait la tâche du lendemain. Et tous partaient le matin pour faire le même travail avec les mêmes outils.

reau pouvait expulser les tenanciers en les prévenant six mois à l'avance, mais en fait il laissait toujours les membres de la même famille sur la même tenure.

En dehors de cette propriété féodale, il y avait encore en Prusse au XVIII^e siècle, comme dans le reste de l'Allemagne, des propriétés indépendantes et libres appelées « Alleux ». Les tenanciers de ces propriétés ou *Kaelmer* étaient particulièrement nombreux dans la Prusse orientale. M. Cavaignac explique leur origine en les faisant descendre d'anciens colons attirés dans le pays moyennant certains avantages qu'ils avaient légués à leurs descendants.

Mais c'était là une exception, la propriété rurale était presque partout asservie.

Tel était l'état des biens dans la Prusse du XVIII^e siècle. Il est aisé de constater que la féodalité avait laissé là des traces profondes de son passage.

L'état des personnes n'était pas moins compliqué.

Le paysan était non seulement le tenancier du seigneur, il était son serf. En dehors de l'assujettissement de la tenure rurale au bien noble, existait la dépendance personnelle du paysan vis-à-vis du seigneur. C'était même là le seul lien qui existait entre eux quand le paysan

n'avait pas de tenure et était simple journalier agricole. Cette dépendance personnelle se désigne en allemand par les mots : *Erbunterthänigkeit*, *Leibeigenschaft* — *Eigenbehörigkeit* — etc., ce que l'on traduit habituellement en français par l'expression : sujétion héréditaire.

En quoi consistait cette sujétion héréditaire ? Il nous sera répondu par le rapport que fit la commission de législation le 16 décembre 1799 au roi Frédéric-Guillaume III à la suite d'une enquête que celui-ci avait ordonnée. Ce rapport en effet définit la sujétion héréditaire qui était la forme générale du servage prussien à la fin du XVIII^e siècle.

D'abord le serf était attaché à la terre du seigneur (*an der Scholle gebunden*, *adscriptus glebæ*), vendu ou donné avec elle. Si par hasard il obtenait l'autorisation de s'en aller, il devait payer à son seigneur un droit appelé *Loskaufgeld*.

Cette obligation de ne pas quitter la terre se traduisait sous la forme suivante. Si l'assujetti était tenancier, il devait cultiver la tenure qu'on lui avait désignée et pas une autre. S'il n'avait pas de tenure, s'il était journalier rural, il devait offrir son travail à son seigneur et pas à un autre (1).

1. Knapp, *op. cit.*, I, p. 42.

De cette obligation principale en dérivait quelques autres : pour se marier il lui fallait l'autorisation du seigneur (1), ses enfants ne pouvaient exercer d'autre profession que la profession agricole, s'ils voulaient une autre *Lebens-art* il leur fallait solliciter l'autorisation du maître ; enfin, conséquence la plus dure de la sujétion héréditaire, ses enfants devaient, soit jusqu'à leur établissement, soit pendant un temps déterminé, servir de domestiques au seigneur pour un salaire très minime (*Gesinde-dienst*).

Krug (2) dans son livre résume ainsi les droits de l'aristocratie foncière :

« Le paysan n'a point de droit héréditaire au
« sol qu'il cultive, il dépend du seigneur de l'en
« expulser, de le réduire à la condition de sim-
« ple journalier, de le transporter sur une tenure
« plus ou moins étendue, de lui prendre ses
« enfants pour les affecter à sa domesticité, à
« son service personnel, de les faire fouetter.

« En Poméranie, s'il voit les paysans prospé-
« rer, il a le droit d'accroître leurs charges déjà
« accablantes, de sa propre autorité, en vertu
« d'un pouvoir discrétionnaire. »

1. Knapp, *id.*, I, p. 67.

2. Krug, *Ueber Leibeigenschaft oder Erbunterthänigkeit der Landwohner in den preussischen Staaten*, Halle, 1798, p. 55.

En somme la sujétion héréditaire entraînait deux obligations principales : 1^o obligation de rester attaché à la terre ; 2^o domesticité obligatoire des enfants. Telle était la règle générale en Prusse à la fin du xvm^e siècle.

M. Cavaignac estime la population de la Prusse à cette époque à environ 10 millions d'habitants. Dans ce total il y avait 7 millions de paysans, c'est-à-dire de serfs, car ceux qui n'étaient pas serfs de nom avaient certaines obligations qui les rapprochaient fort de la servitude.

Cette population rurale de 7 millions d'individus se répartissait ainsi :

Prusse orientale (ancien duché de Prusse)	770 000
Prusse occidentale (acquisition du premier partage de Frédéric II)	540.000
Prusse méridionale (acquisition plus récente de Frédéric-Guillaume II)	1.040.000
Nouvelle Prusse orientale (acquisition plus récente de Frédéric-Guillaume II)	770.000
Silésie	1.660.000
Poméranie	390.000
Les Marches { La Marche électorale	440.000
{ La nouvelle Marche	230.000

Au total, la population rurale de ces régions montait à 5.840.000. Le surplus se trouvait dans la Province du Rhin et la Westphalie et nous atteignons ainsi le chiffre de 7 millions pour toute la Prusse, soit la proportion énorme

de 70 0/0 par rapport à la population totale.

Ces 7 millions de paysans étaient en grande partie dans la dépendance du bien noble ; ceux qui n'appartenaient pas à un bien noble appartenaient au domaine royal, ou à une ville, mais toujours le paysan prussien dépendait de quelqu'un.

Et le Roi ? Que pouvait faire le pouvoir monarchique ? Rien. L'administration des campagnes appartenait sans partage aux grands propriétaires. Sans doute les rois de Prusse avaient peu à peu enlevé le gouvernement des provinces à l'aristocratie, mis la main sur l'administration du cercle (Kreis) ; mais là s'arrêtait leur pouvoir. Comme on l'a dit : l'Etat prussien finissait au Landrath, et en effet au-dessous de cet agent il n'y avait plus de fonctionnaires royaux. La seule autorité reconnue était le seigneur qui exerçait la police, rendait la justice, véritables attributs de la féodalité. « L'habitant (1) était le sujet du « seigneur et non celui de l'Etat ; au dernier « degré, là où l'individu entre sous toutes les « formes en contact direct avec la puissance « publique, il ne la connaissait, en dehors des « grandes villes, que sous la forme et par l'intermédiaire obligé du seigneur, du grand pro-

1. Cavaignac, *op. cit.*, I, p. 98.

« propriétaire foncier, propriétaire noble du bien noble ».

Il n'y avait qu'en la seule matière de la répartition et de la perception de l'impôt où l'Etat supprimait l'intermédiaire du seigneur et entraînait en contact direct avec le paysan.

La protection du Roi était donc bien lointaine et inefficace. D'ailleurs le monarque se préoccupait peu des paysans. Son but principal était d'enlever à l'aristocratie sa puissance politique ; or, comme il lui était difficile de recourir à la force, il usa de diplomatie et proposa à la noblesse de transiger. En échange de quelques concessions, il lui abandonnait le sort des paysans, il les livrait complètement à son oppression. C'est ce qui explique pourquoi le Roi ne soutint jamais énergiquement les populations rurales, tant qu'il disputa aux nobles le pouvoir politique. On trouva même assez fréquemment des actes du souverain tendant à légaliser cet état de choses et à consacrer l'institution du servage.

Cependant à partir du XVIII^e siècle, les Rois de Prusse ont essayé d'intervenir en ce qui concerne la *condition* des paysans, s'ils n'ont pas supprimé l'*État* du moyen âge.

Ce sont ces tentatives de réforme au XVIII^e siècle dont nous allons mesurer l'importance dans

le chapitre suivant, en constatant la transformation qui en résulta jusqu'au moment où les idées de la Révolution française pénétrèrent en Allemagne avec nos armées.

CHAPITRE IV

TENTATIVES DE RÉFORMES AU XVIII^e SIÈCLE

Le régime d'asservissement que nous venons d'examiner entraînait des conséquences funestes pour la nation toute entière.

D'abord le manque de liberté fit naître chez les paysans une dépendance lamentable et beaucoup d'insouciance.

« Le seigneur prélève une part de tous leurs
« produits (1), denrées ou bestiaux, et, à leur
« mort, une portion de leur héritage : s'ils s'en
« vont, leur bien lui revient. Ses domestiques
« sont châtiés comme des moujiks et, dans
« chaque remise, il y a un chevalet à cet usage,
« *sans préjudice de peines plus graves*, probable-
« ment la bastonnade et le reste. Mais *jamais*
« *il n'est venu au condamné la moindre idée de*
« *réclamation, ni d'appel*. Car si le seigneur le

1. Des paysans des environs de Münster.

« frappe en *père de famille*, il les protège en
« *père de famille*, il accourt quand il y a un mal-
« heur à réparer, il les soigne dans leurs mala-
« dies, il leur fournit un asile dans leur vieil-
« lesse, il pourvoit leurs veuves, et se réjouit
« quand ils ont beaucoup d'enfants; il est en
« communauté de sympathies avec eux, ils ne
« sont ni misérables, ni inquiets, ils savent que
« dans leurs besoins extrêmes ou imprévus, il
« sera leur refuge. Dans les Etats prussiens, et
« suivant le code du grand Frédéric, une servi-
« tude plus douce encore est compensée par des
« obligations égales. Sans la permission du sei-
« gneur, les paysans ne peuvent aliéner leur
« champ, l'hypothéquer, le cultiver autrement,
« changer de métier, se marier. S'ils quittent la
« seigneurie, il peut les poursuivre en tout lieu
« et les ramener de force. Il a droit de surveil-
« lance sur leur vie privée et les châtie s'ils sont
« ivrognes et paresseux. Adolescents, ils sont
« pendant plusieurs années domestiques dans
« son manoir; cultivateurs, ils lui doivent des
« corvées, en certains lieux trois par semaine.
« Mais de par l'usage et la loi, il doit *veiller*
« *à ce qu'ils reçoivent l'éducation, les secourir*
« *dans l'indigence, leur procurer autant que*
« *possible, les moyens de vivre.* Il a donc les
« charges du gouvernement dont il a les profits

« et, sous la lourde main qui les courbe, mais
« qui les soutient, on ne voit pas que les sujets
« regimbent » (1).

Dans le passage que nous venons de citer, Taine semble se réjouir de cette dépendance dont « les bienfaits contrepèsent les charges ». Mais elle n'en était pas moins un lourd fardeau et en outre elle avait l'inconvénient d'annihiler la volonté des paysans, de supprimer toute initiative de leur part; ils se laissaient vivre comptant sur l'assistance obligatoire que leur devait le seigneur en cas de maladie ou de vieillesse. Il pouvait résulter de cette situation pour l'intérêt général des conséquences très graves qui nécessitaient l'intervention des pouvoirs publics.

D'un autre côté, comme la possession du sol n'était pas héréditaire, qu'ils ne pouvaient compter laisser leur *Hof* à leurs fils, les paysans cultivaient la terre avec beaucoup moins d'amour et se souciaient peu de l'améliorer.

Par les corvées et les services domestiques, ils se sentaient d'une essence inférieure à celle des seigneurs.

Enfin le travail fait dans des conditions pareilles était peu productif et même cette habitude

1. Taine, *L'ancien régime*, I, ch. III, p. 43.

de négliger le travail d'autrui fit que les paysans en arrivèrent à prendre peu de soin de leur propre ménage.

Aussi dès le xviii^e siècle, d'éminents esprits s'émurent de cette situation et sentirent le besoin de réformes. Les philosophes au nom du principe de la liberté humaine, les économistes, les publicistes du temps créèrent un courant d'opinion en faveur d'un adoucissement du sort des classes paysannes. Comme les physiocrates en France à la même époque, ils montraient que la richesse nationale, la prospérité générale résultaient de la productivité de la terre, qu'il y avait donc pour l'Etat un intérêt primordial à voir les cultivateurs dans l'aisance.

Ces raisons frappèrent d'autant plus l'esprit des gouvernants qu'en ce moment l'Etat avait grand besoin d'argent; les dépenses augmentaient sans cesse par suite de l'armement, des guerres, des travaux publics, etc. Or, à qui l'Etat pouvait-il s'adresser pour obtenir des subsides? A une époque où, d'une part l'aristocratie ne payait pas d'impôt, où, d'autre part l'industrie n'existait pas encore, tout le fardeau des dépenses publiques retombait fatalement sur le paysan. Le gouvernement avait donc intérêt à protéger ses uniques bailleurs de fonds, s'il ne voulait voir tarir la source de ses revenus. D'où

ses efforts multipliés pour réaliser les projets généreux qui circulaient alors, pour soustraire la classe des paysans à l'oppression excessive des seigneurs.

Mais cette tâche ne put être menée à bien que le jour où les rois se sentirent assez forts vis-à-vis des seigneurs fonciers. C'est ce qui explique pourquoi les réformes concernèrent tout d'abord les paysans du domaine royal.

SECTION I

Paysans du domaine royal

Les domaines royaux constituaient un champ d'expériences tout indiqué pour faire des essais de réformes. Et ces tentatives devaient être d'autant plus efficaces que ces domaines étaient très considérables à la fin du XVIII^e siècle (environ 10 0/0 du territoire de la Prusse) et que le nombre de ses petits tenanciers était très important.

Dès le commencement du XVIII^e siècle, un certain Lüben de Wüllfen avait préparé un projet de réforme de l'administration du domaine royal. Le but apparent de ce projet était d'augmenter les revenus du roi par un remaniement

administratif; mais au fond, il avait l'importance d'une véritable réforme sociale, puisqu'il transformait les petits fermiers provisoires en petits fermiers héréditaires, c'est à-dire presque en propriétaires. Le roi, qui était alors Frédéric I^{er}, approuva pleinement le projet; mais quand il fallut mettre la réforme à exécution, on rencontra de tels obstacles qu'il fallut tout abandonner et que finalement Lüben de Wüllfen, rendu responsable de cet insuccès, fut mis en prison.

La première tentative réelle fut effectuée par Frédéric-Guillaume I^{er} qui, en 1718 pour la Prusse orientale et en 1719 pour la Poméranie, voulut supprimer le servage sur le domaine royal. Mais par cette expression : *supprimer le servage*, le souverain n'entendait pas affranchir le paysan. Celui-ci restera attaché à la glèbe, ne pourra la quitter sans autorisation, il obtiendra seulement la possession héréditaire de sa parcelle, afin de lui donner quelque sécurité légale.

C'était une réforme assez modeste; néanmoins, Frédéric-Guillaume I^{er} échoua pour deux motifs :

- 1° L'opposition de l'administration ;
- 2° L'inertie des paysans.

Avec Frédéric II, prince plus énergique, très

minutieux, la réforme atteignit presque son but. Le monarque se montra toujours plein de sollicitude pour les paysans de ses domaines, mais sa protection fut peu efficace jusqu'au moment où il mourut, *fatigué de régner sur une nation d'esclaves*.

Un pas beaucoup plus décisif fut fait sous Frédéric-Guillaume II, successeur de Frédéric le Grand. Par une ordonnance du 25 mars 1790, les tenures furent déclarées héréditaires ; mais le tenancier ne put encore en disposer par testament, c'était l'administration qui désignait l'héritier conformément à l'ordonnance de 1790. L'ordre de succession était ainsi dressé : la tenure et le matériel d'exploitation étaient attribués à l'un des fils du dernier tenancier, à défaut de fils à la veuve, à défaut de veuve à l'un des frères ou sœurs. Telle fut, à partir de 1790, la règle générale de l'hérédité des tenures sur les domaines royaux

Dans cette même période, de la mort du Grand Electeur à la fin du siècle, on tenta de porter des améliorations sur un autre point : sur la condition matérielle des serfs royaux, en restreignant les corvées et charges foncières, en adoucissant les mauvais traitements qu'ils enduraient. Frédéric-Guillaume I^{er} fut encore le premier qui se préoccupa de cette question. Il

aurait voulu en quelque sorte soumettre les corvées à des règles fixes, assigner aux serfs royaux une tâche déterminée, après quoi on les aurait laissés tranquilles. — Il tenta aussi d'arrêter un trafic honteux auquel avaient l'habitude de se livrer les fonctionnaires du domaine : ceux-ci vendaient aux seigneurs voisins, non pas les serfs eux-mêmes, c'eût été le rétablissement de l'ancien esclavage, mais le travail que ces paysans devaient à titre gratuit.

Tous les efforts du Roi furent inutiles ; ils ne furent un peu efficaces que lorsqu'ils portèrent sur les mauvais traitements. Une lettre-patente du même Frédéric-Guillaume I^{er} du 9 avril 1739 interdit l'usage du fouet et des coups de bâton. Toutefois, on fit exception pour certaines provinces, comme la Lithuanie, où les paysans, paresseux et grossiers, ne marchaient que par ce procédé. De plus, en cas d'insuffisance de travail, l'ordonnance autorisait à revêtir le serf du manteau espagnol (1) et si cette punition ne donnait pas d'assez bons résultats à lui infliger un certain temps de travail de forteresse.

Frédéric II aussi usa de son autorité pour adoucir les mauvais traitements. Puis il essaya

1. Le manteau espagnol était une profonde et lourde cuve que le patient portait sur les épaules et à travers le fond de laquelle il passait la tête.

de déterminer les jours de corvée dont le maximum, dans les baux nouveaux, fut fixé à 4, puis à 3 par semaine. Enfin, en 1763 et en 1767, il supprima la domesticité obligatoire, mais dans la Prusse orientale seulement. Cette suppression de l'une des conséquences les plus dures de la sujétion héréditaire était tellement importante que, depuis ce moment, on a l'habitude de considérer comme libres les paysans du Domaine dans la Prusse orientale (1),

SECTION II

Paysans des domaines particuliers

Dans les domaines privés des seigneurs, la tâche du Roi était infiniment plus délicate et son action bien souvent impuissante. Aussi ne voyons-nous commencer l'ère des réformes qu'au jour où le pouvoir royal fut assez fort pour faire respecter ses décisions par l'aristocratie jusque dans les domaines propres de celle-ci. Longtemps, il fallut lutter, quelquefois sans succès, contre la puissance du grand propriétaire, véritable souverain sur son domaine.

1. Knapp, *op. cit.*, p. 181 et s.

Malgré tous les obstacles, la Royauté se décida à intervenir dans les biens nobles ? Était-ce un but humanitaire qu'elle poursuivait ? C'est peu probable. Elle agissait parce qu'elle croyait l'intérêt de l'Etat en jeu.

L'une des principales inquiétudes du gouvernement était de voir les seigneurs expulser les paysans de leurs tenures sans le plus léger motif. Cette spoliation (1) avait le grave inconvénient de réduire le chiffre de la population rurale et de restreindre ainsi le contingent de l'armée.

Des tentatives furent faites dès 1709 et 1714 pour mettre fin à ces expulsions. Le roi Frédéric-Guillaume I^{er}, par un édit du 14 mars 1739, menaça de peines sévères « ceux qui oseront « évincer, sans de bonnes raisons légales, un « paysan de son fief, ou permettre qu'un fief de « paysan reste inoccupé quand la mort, la « guerre, ou toute autre cause l'ont rendu « vacant, ou incorporer de tels fiefs à leurs « domaines ». Plusieurs autres ordonnances suivirent cet édit, s'efforçant de lutter contre ces expulsions arbitraires.

Ces mesures entraînent quelques bons

1. (*Bauernlegen — Auskaufen der Bauern — Einziehung der Bauern*).

résultats : elles réussirent à maintenir le bien noble dans les limites qu'il avait atteintes au milieu du xviii^e siècle. Cependant, ces conséquences profitèrent surtout à l'intérêt général, car, au point de vue individuel, la transformation ne fut guère sensible : le seigneur conserve toujours le droit d'éviction dans son intégralité, on ne lui demande que de remplacer le tenancier par un autre et de ne pas réunir la tenure à son domaine propre.

Toute autre espèce de réforme pour améliorer le sort des paysans aboutit à un échec complet. On est étonné de l'opiniâtreté avec laquelle les nobles résistaient pour défendre leurs privilèges, de l'indifférence que leur causait le bien-être des paysans. C'est qu'ils ne pouvaient se résigner à abandonner une situation si commode, qui, en vertu de la domesticité obligatoire des enfants de leurs tenanciers, leur assurait une main-d'œuvre presque gratuite, rémunérée seulement par une mauvaise nourriture — qui mettait à leur entière disposition les attelages (*Spanndienste*) de leurs gros tenanciers (1), à tel point que les seigneurs n'avaient même pas d'écuries pour les chevaux de trait —, enfin, qui leur conférait un nombre indéterminé et arbi-

1. Ceux qui exploitaient une tenure de 15 hectares environ.

traire de jours de corvées. Cependant, de leur côté, les serfs commençaient à élever la voix et ils se plaignaient que « contrairement aux privilèges anciens, on augmentât d'année en année leurs charges ». Ces plaintes étaient adressées à Frédéric II qui s'émut, mais, malgré toute son autorité, ce monarque ne put rien obtenir ; il ne put même pas réduire à trois par semaine le nombre de jours de corvée obligatoires, ainsi qu'il l'avait fait sur le domaine royal. Pour apporter un peu d'ordre dans ce chaos, il tenta, vers la fin de son règne, d'établir des règles déterminées, et, dans ce but, il ordonna dans tout son royaume la revision des titres et conventions qui fixaient les charges des paysans. Mais, à sa mort, l'œuvre fut abandonnée.

Toutefois, si Frédéric II ne réussit pas à rendre un peu moins précaires les droits du paysan dans la possession du sol, il prit quelques mesures de police dont les effets furent plus sensibles. Son but principal était d'empêcher le dépeuplement des villages, et, pour y arriver, reprenant le système des ordonnances de Frédéric-Guillaume I^{er}, il interdit qu'une terre de paysans (*Bauernstelle*) soit réunie à un domaine noble ; en cas de vacance, il fallait la faire occuper de nouveau par un paysan. Mais ce qui constitue la nouveauté de cette tentative, c'est

que le Roi punissait d'une amende de 1.000 thalers tout seigneur qui laisserait une tenure de paysans non occupée ; de plus, les agents du Roi pouvaient saisir les revenus de ce seigneur jusqu'à concurrence des sommes nécessaires à la réparation des immeubles paysans qu'il laisserait ainsi dépérir.

Malgré toutes ces mesures énergiques, Frédéric ne put constituer un ensemble de réformes vraiment satisfaisant. Cependant il eut le mérite de dresser le plan, d'indiquer la marche, les procédés que ses successeurs, dans des temps plus opportuns, allaient pouvoir suivre dans leurs réformes du xix^e siècle.

Les paysans purent-ils du moins en tirer quelque profit ? M. de Tocqueville (1) a résumé dans les termes suivants la condition des serfs allemands à la fin du xvm^e siècle :

« Dans aucune partie de l'Allemagne, le ser-
« vage n'était encore complètement aboli et,
« dans la plupart, le peuple demeurerait positive-
« ment attaché à la glèbe comme au moyen âge.
« Les soldats qui composaient les armées de
« Frédéric II et de Marie-Louise ont été de véri-
« tables serfs.

1. A. de Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution*, liv. II, ch. I, pp. 53-55.

« Dans la plupart des Etats de l'Allemagne,
« en 1788, le paysan ne peut quitter la seigneurie et, s'il la quitte, on peut le poursuivre partout où il se trouve et l'y ramener de force. Il ne peut, ni s'élever dans sa position, ni changer de profession, ni se marier sans le bon plaisir du maître. Une grande partie de son temps doit être consacrée au service de celui-ci. Plusieurs années de sa jeunesse doivent s'écouler dans la domesticité du manoir. La corvée seigneuriale existe dans toute sa force et peut s'étendre, dans certains pays, jusqu'à trois jours par semaine. C'est le paysan qui rebâtit et entretient les bâtiments du seigneur, mène ses denrées au marché, le conduit lui-même et est chargé de porter ses messages. Le serf peut cependant devenir propriétaire foncier, mais sa propriété reste toujours très imparfaite. Il est obligé de cultiver son champ d'une certaine manière sous l'œil du seigneur; il ne peut ni l'aliéner, ni l'hypothéquer à sa volonté. Dans certains cas, on le force d'en vendre les produits; dans d'autres cas, on l'empêche de les vendre; pour lui la culture est toujours obligatoire. Sa succession même ne passe pas toute entière à ses enfants : une partie est d'ordinaire retenue par la seigneurie.

« Je ne recherche pas ces dispositions dans
« des lois surannées, je les rencontre jusque
« dans le Code préparé par le grand Frédéric et
« promulgué par son successeur (1).

« Rien de semblable n'existait plus en France
« depuis longtemps ; le paysan allait, venait,
« achetait, vendait, traitait, travaillait à sa guise.
« Les derniers vestiges du servage ne se faisaient
« plus voir que dans une ou deux provinces de
« l'Est, provinces conquises ; partout ailleurs il
« avait entièrement disparu, et même son abo-
« lition remontait à une époque si éloignée que
« la date en était déjà oubliée ».

« Mais il s'était fait, dans les conditions du
« peuple », ajoute M. de Tocqueville, « une bien
« autre révolution encore : le paysan n'avait pas
« seulement cessé d'être serf, il était devenu
« propriétaire foncier...

« On a cru longtemps que la division de la
« propriété foncière datait de la Révolution et
« n'avait été produite que par elle ; le contraire
« est prouvé par toutes sortes de témoignages...
« La Révolution a, il est vrai, vendu toutes les
« terres du clergé et une partie de celles des
« nobles ; mais si l'on veut consulter les procès-
« verbaux mêmes de ces ventes, comme j'ai eu

1. Voir plus loin, page 61.

« quelquefois la patience de le faire, on verra
« que la plupart de ces terres ont été achetées
« par des gens qui en possédaient déjà d'autres ;
« de sorte que si la propriété a changé de
« mains, le nombre des propriétaires s'est bien
« moins accru qu'on ne se l' imagine...

« L'effet de la Révolution n'a pas été de diviser
« le sol, mais le libérer pour un moment. Tous
« ces petits propriétaires étaient en effet fort
« gênés dans l'exploitation de leurs terres et
« supportaient beaucoup de servitudes dont il
« ne leur était pas permis de se délivrer ».

Ce long passage nous édifie sur la condition du paysan prussien à la fin du xviii^e siècle, obligé s'il voulait labourer son champ de profiter des nuits où il faisait clair de lune ; il nous montre que malgré sa protection apparente, la royauté l'avait livré aux nobles sans réserves à l'unique condition de ne pas les expulser pour augmenter leurs domaines de ses dépouilles.

En outre M. Tocqueville met en regard la situation du paysan français et cette comparaison, à l'avantage de la France, nous explique les victoires sans précédent que notre pays remporta sur l'Europe pendant 25 ans. Si nos paysans étaient capables de beaucoup de vigueur, d'énergie et de dévouement, on ne peut en dire autant du paysan prussien à la fin du xviii^e siècle ;

il était indolent, apathique et se souciait fort peu du sort de l'Etat. Que lui importait après tout ? Ce fut là certainement la principale cause de la décadence de la Prusse en 1806. Il faudra les réformes sociales de Stein et de Hardenberg pour relever les forces des paysans et de l'Etat.

Mais avant d'aborder l'étude de ces importantes réformes, nous voudrions, pour terminer ce chapitre, dire quelques mots de la classe oppressive, de l'aristocratie foncière.

A la fin du XVIII^e siècle d'après l'ouvrage de M. Cavaignac, cette classe des nobles était très peu nombreuse ; il y avait environ 9.000 biens nobles en Prusse sur 10 millions d'habitants, soit une proportion de 0,09 0/0. Les nobles ont donc des biens immenses et, au nombre de quelques milliers, ils oppriment des millions de paysans. Cependant, malgré cette supériorité écrasante, les nobles ont peu d'argent disponible. En Pologne, l'aristocratie était extrêmement pauvre, elle vivait en haillons, tellement orgueilleuse qu'elle préférait aller nu-pieds que de mettre les chaussures du paysan.

Comment expliquer cette situation ? D'abord les biens nobles sont à très bas prix, car l'Etat défendant au paysan de les acheter, le marché en était très restreint et longtemps la monar-

chie se montra impitoyable dans l'application de cette règle.

Mais, dira-t-on, le hobereau avait la main-d'œuvre gratuite ! Sans doute, mais la corvée causait beaucoup plus de mal au serf qu'elle ne rapportait de profit au seigneur. Puis, si la guerre éclatait, le noble allait à l'armée, souvent son domaine était dévasté pendant son absence. Quand il revenait, la terre était toujours là, mais improductive, il avait besoin d'argent et ne pouvait en trouver.

Cette situation était même à certains moments si critique, que le Roi est souvent venu en aide à l'aristocratie besogneuse. Frédéric II prit sur sa caisse plusieurs millions qu'il lui prêta au taux de 4 0/0, et ce système de prêts dura jusqu'à ce que Frédéric II, puis Frédéric Guillaume II imaginèrent un autre moyen de secours, considéré comme l'origine du crédit agricole en Allemagne.

Un ministre de Silésie, du nom de Carmer, avait, en 1769, fondé dans cette province des associations de propriétaires (1) nobles, afin de constituer des banques de crédit agricole ou *Landschaften*. Ces banques prêtaient aux nobles

1. L'idée première de ce système appartient, dit-on, à un un négociant de Berlin, appelé Bühring.

à 4 3/4 0/0 et se procuraient leurs fonds au moyen d'émissions d'obligations à 4 0/0 gagées sur l'ensemble des biens nobles de la province constituant l'association. Le succès de cette institution fut énorme, son avenir était destiné à être brillant. Les nobles se félicitèrent de trouver l'argent à si bon compte, au lieu de le payer 10 0/0 aux usuriers comme auparavant.

Aussi le système se généralisa et s'étendit dans toute la Prusse, mais toujours conservant son caractère aristocratique. Il plut beaucoup à Frédéric II qui lui prodigua ses encouragements.

A l'armée, les nobles occupaient toujours la même situation prépondérante. Seuls, ils pouvaient être officiers ; les fils de paysans, confondus avec les mercenaires, retrouvaient là le même oppresseur, et souvent même les mauvais traitements se trouvaient aggravés par le poids de la discipline

En résumé, l'organisation sociale de la Prusse à la fin du XVIII^e siècle comprenait trois classes profondément distinctes :

1^o La noblesse, classe privilégiée ;

2^o La bourgeoisie, commerçants et industriels, dont nous n'avons pas à nous occuper dans cette étude.

3^o Les paysans, serfs et tenanciers.

Les Rois de Prusse, à part quelques mesures

de détail, n'avaient rien fait pour modifier cette organisation ; bien plus, ils en avaient consacré l'existence par un monument législatif appelé : Code général pour les Etats prussiens (Allgemeines Landrecht). L'auteur principal de cette œuvre fut ce Carmer dont nous avons parlé plus haut. Commencé sous Frédéric II, le Code général ne fut publié que sous Frédéric Guillaume II après qu'on eût demandé une consultation générale à la nation. Il contient tout ce que nous avons vu sur la situation des classes rurales en Prusse au xviii^e siècle.

Voici l'une des dispositions de ce code : « Les
« sujets des nobles, en dehors des rapports
« qu'ils ont avec le bien auquel ils sont attachés,
« sont considérés pour leurs affaires et leurs
« contrats comme des citoyens libres de l'Etat.
« Par conséquent l'ancien servage, qui était une
« sorte d'esclavage personnel, n'existe plus,
« même chez les sujets habitants la campagne.
« Les paysans sont capables d'acquérir de la
« propriété et des droits, et de les défendre con-
« tre tout le monde, même devant les tribunaux.
« Ils ne peuvent pas quitter le bien auquel ils
« sont attachés sans l'autorisation du proprié-
« taire ou seigneur de ce bien, mais le dit sei-
« gneur ne peut pas les vendre sans le bien
« auquel ils appartiennent, ni les échanger, ni

« les céder à quelqu'un sans leur volonté ».

Comment pourrait-on soutenir d'après cela que le servage n'existait pas en Prusse et n'était pas consacré par la législation, quoiqu'elle commence par dire qu'il n'existait plus ?

De plus, ce code a un autre intérêt pour nous. Il nous donne la mesure de l'intervention de l'Etat à cette époque ; quelques prescriptions sont même très rigoureuses : obligation de ne vendre le bien noble qu'à un noble — interdiction au noble de sortir du royaume sans autorisation, etc. On força même les fils de nobles à se faire officiers malgré eux. Certainement l'aristocratie se serait bien passée de pareille intervention.

Mais par contre l'Etat maintenait la hiérarchie féodale, laissait au seigneur le droit de police (*patrimoniales Polizei*), c'est-à-dire l'administration locale (car le mot *Polizei* doit être pris dans un sens très large) (1).

Les rois de Prusse de cette époque se préoccupaient uniquement d'agrandir leur Etat par des conquêtes, il ne leur restait plus assez de temps pour en reformer l'organisation sociale, ils se

1. Une ordonnance de Frédéric-Guillaume I^{er} du 12 juillet 1732 réduisit la compétence des juridictions royales au profit des juridictions seigneuriales en la limitant aux questions purement civiles.

contentaient de l'accepter telle qu'elle était. Une telle négligence coutera cher à la Prusse. Heureusement dans ses désastres, elle trouvera à sa tête une phalange d'hommes distingués qui, par des réformes administratives, militaires, financières et sociales, feront de la Prusse un grand Etat moderne.

LIVRE II

Réformes agraires du commencement du XIX^e siècle

CHAPITRE PREMIER

ESSAIS DE RÉFORMES AVANT LE DÉSASTRE D'IÉNA

Avec le xix^e siècle, nous arrivons à l'époque où de l'Occident vont surgir les armées de la Révolution française et leurs victoires vont donner un peu d'espoir aux faibles et aux opprimés, en propageant de tous côtés les théories du droit naturel.

Dans tout ce qui va suivre nous trouverons l'influence de ces nouvelles idées, dont le gouvernement prussien ne suivra tout d'abord que bien timidement l'impulsion.

Comme dans le chapitre précédent, nous dis-

tinguerons les réformes selon qu'elles s'appliquent : 1° au domaine royal ; 2° aux biens nobles.

SECTION I

Réformes concernant le domaine royal

L'œuvre de Frédéric II et de ses successeurs que nous avons étudiée plus haut peut se résumer comme il suit : 1° Constitution de tenures en un certain sens héréditaires ; 2° suppression de la domesticité obligatoire dans les provinces orientales de la Prusse (1).

Mais nous avons constaté aussi combien le résultat de cette réforme fut maigre. Le principe de l'hérédité des tenures avait subi toutes sortes de restrictions et la suppression de la domesticité obligatoire ne s'étendait qu'à deux provinces.

Il y avait donc encore beaucoup à faire pour les paysans du domaine royal.

Une œuvre d'une portée plus grande fut entreprise en 1799 et prolongée jusqu'à la débâcle de 1806 ; elle apporta un premier soulagement.

1. Ordonnances de 1763 et de 1767.

Ces réformes passèrent longtemps inaperçues, elles étaient éclipsées par la grande réorganisation qui suivit la paix de Tilsitt. C'est Knapp le premier qui en montra l'importance dans son livre paru en 1887.

Frédéric-Guillaume III et ses ministres partirent d'un point de vue autre que leurs prédécesseurs ; ils tentèrent une réforme beaucoup mieux inspirée et qui servit de modèle aux législations suivantes : *on voulut délivrer les paysans du poids accablant des corvées et services fonciers.*

En 1799, le roi accorda aux paysans la possibilité de racheter leurs charges foncières moyennant une indemnité en argent versée à l'administration. Le baron von Schrœtter fut chargé de s'entendre avec les paysans sur le prix du rachat. On excepta de cette faveur les journaliers *Insleute*, qui n'avaient pas d'exploitation rurale et même, dans la Poméranie, les *Kossæte* bien qu'ils eussent une petite exploitation. Dans cette dernière province, les paysans du domaine libérés de leurs charges, devaient accepter le bien *lassite* en propriété et, pour l'acquisition de ce droit, payer au fisc royal un prix d'achat variant de 100 à 200 thalers. Seulement les tenanciers se souciaient peu de devenir propriétaires, ils étaient heureux de se débarrasser des corvées

et autres services, mais ils l'étaient beaucoup moins de prendre toutes les charges de la propriété. L'administration du domaine au contraire ne demandait qu'à se défaire de certaines obligations : réparation des bâtiments, entretien du matériel d'exploitation, dommages résultant d'incendies, etc. Son but était donc plus économique qu'humanitaire. Enfin, les paysans étaient souvent trop pauvres pour payer l'indemnité exigée.

En résumé, dans les Marches et la Poméranie, le paysan du domaine royal était affranchi des corvées et autres services et, en outre, il était devenu propriétaire. Dans les provinces prussiennes, il avait racheté les charges féodales, mais sans devenir propriétaire. Enfin en Silésie, il n'y avait rien de fait.

Cette réforme eut un résultat appréciable quoiqu'elle n'atteignît pas les petits tenanciers possédant moins de 15 hectares.

Ajoutons que dans cette transformation, le seigneur, c'est-à-dire l'administration royale, ne força jamais les paysans à abandonner une partie du sol pour payer l'indemnité nécessaire, ceux-ci acquirent la propriété intégrale de leur parcelle. Nous verrons plus loin que les nobles propriétaires se comportèrent autrement à l'égard de leurs tenanciers.

SECTION II

Réformes concernant les biens nobles

Sur son domaine propre, le roi agissait comme propriétaire ; sur les biens nobles il lui fallait agir comme souverain et la tâche était plus difficile. Rien n'était plus simple en effet que de remanier ses baux, quand il voulait faire exécuter une réforme ; sur les domaines privés, il lui fallait employer une procédure plus compliquée, il procédait par dispositions législatives. De plus l'aristocratie résistait avec la plus grande opiniâtreté et souvent les rois avaient peur de cette résistance.

Cette crainte d'atteindre la noblesse dans ses privilèges était très vive à cette époque ; il semblait qu'on touchait par là à la constitution même de la société prussienne. Cette organisation sociale était tellement vieille, tellement passée dans les mœurs, qu'y porter remède était considéré comme le commencement d'une révolution et le pouvoir royal avait en horreur ce qui s'était passé en France dans la nuit du 4 août 1789.

Mais le monarque sut trouver un biais subtil.

Il admit que les seigneurs avaient en propriété la sujétion héréditaire sur leurs serfs actuels, mais il prétendit qu'ils n'avaient pas de droits acquis sur leurs descendants. Ainsi les serfs adultes et leurs enfants âgés de plus de 15 ans étaient censés avoir accepté le contrat d'asservissement. Mais les autres individus et la descendance future n'étaient pas liés par la même obligation.

Tel fut l'avis émis par le roi. Mais ses ministres effrayés de cette audace lui conseillèrent doucement de faire étudier la question avant d'exécuter ce projet. Cette étude fut ordonnée par l'arrêté du 25 juillet 1798.

De nombreux mémoires furent déposés. Le plus intéressant fut certainement celui du baron von Schrötter, administrateur de la province de *Westpreussen*. Il reconnaissait sans doute que l'état social actuel demandait des réformes urgentes, mais dont l'application était bien difficile. La sujétion héréditaire constituait un droit acquis à la noblesse, on ne pouvait la lui enlever sans spoliation. La voie des ententes, des contrats n'était guère plus praticable : les parties étaient trop inégales et les paysans trop ignorants et trop misérables. D'ailleurs, mieux valait conserver la sujétion héréditaire ; si on la supprimait, les paysans auraient profité de cette

liberté pour s'enfuir et laisser leurs champs incultes (1).

Des tribunaux, des chambres provinciales déposèrent aussi des mémoires. Parmi ces dernières, il faut mentionner la chambre de Minden-Rovensberg dont le mémoire est daté du 22 février 1799, car le président de cette chambre était Stein, le futur réformateur. Elle concluait à l'abolition du servage par autorité, moyennant une indemnité payable par annuités.

Le rapport de la commission de législation remis au Roi le 16 décembre 1799 concluait dans le même sens et était d'avis de rendre la liberté aux fils de serfs à la mort de leurs parents.

Enfin un dernier rapport, celui de l'administration prussienne, daté du 16 mars 1800, était tout opposé à ces idées, ce qui a d'autant plus lieu de nous surprendre qu'il était signé du futur ministre, Hardenberg. Celui-ci était à cette époque hostile à l'abolition du servage, il craignait de léser la noblesse dans ses droits acquis ; il préconisait simplement quelques mesures pour améliorer le sort des paysans. Bien plus, il crut bon de blâmer ce qui avait été fait pour les serfs

1. Schrotter voulait reconstruire les maisons, reconstituer les troupeaux, etc., au moyen d'aumônes faites par l'Etat. Ce n'était qu'un palliatif.

du domaine royal, alléguant que ces réformes étaient d'un mauvais exemple pour les serfs des domaines particuliers et augmentaient leur mécontentement.

Par l'analyse rapide de ces projets, on constate que Frédéric Guillaume III avait des idées plus avancées que ses compatriotes. Quelle conduite allait-il tenir ? Il résolut d'agir à sa guise, malgré l'opposition de ses ministres ; mais ses efforts restèrent sans résultat et l'organisation sociale de la Prusse devait rester telle jusqu'en 1806.

Cependant les paysans dont nous avons à maintes reprises signalé l'indolence et l'apathie, commençaient à s'inquiéter, protestant contre toute réforme nouvelle, même en leur faveur. L'influence des idées de la Révolution française se faisait sentir. Quelques soulèvements de paysans éclatèrent en Saxe et en Silésie, mais n'eurent pas de suites très graves. Néanmoins, ce mouvement effraya le gouvernement qui croyait naïvement que les populations rurales de la Prusse allaient émigrer en France et qui se rendit compte de la nécessité de les enchaîner de plus en plus étroitement au sol.

Au surplus, les paysans commençaient à importuner le Roi de leurs plaintes et doléances qu'ils multipliaient à l'excès depuis qu'ils le savaient bien disposé en leur faveur. Ces requê-

tes rédigées par les conseillers-avocats des paysans ou *Winkelschriststeller* furent bientôt mal accueillies. Personne n'appuyait ces revendications. C'est qu'il n'y avait pas en Prusse cette bourgeoisie, cette classe intermédiaire correspondant à notre Tiers-Etat ; deux ordres restaient face à face l'aristocratie puissante et les paysans faibles et ignorants. Quelques nobles supprimèrent bien le servage sur leurs terres spontanément, mais cet exemple fut peu suivi. Il fallait attendre le jour où une phalange de réformateurs allait jouer le rôle qu'avait joué notre Tiers-Etat.

Cette période des premières années du xix^e siècle est donc une période où percent les bonnes intentions, mais l'enfer, dit-on, en est pavé ; après quelques tentatives, il n'y eut, somme toute, aucune œuvre utilement élaborée. Aussi, tout en reconnaissant que cette époque contenait le germe des réformes qui suivirent, il ne faut pas conclure avec quelques historiens prussiens que la Prusse était en train de se réorganiser quand Napoléon avec ses armées est venu tout bouleverser. En réalité, la France ayant, par ses victoires, révélé à la Prusse le secret de sa force, celle-ci pour se réorganiser crut bon d'appliquer chez elle les théories mêmes de ses vainqueurs.

Malheureusement, en implantant à l'étranger

de si nobles idées, la France par les horreurs de la guerre y fit exécrer son nom et les vaincus d'hier régénérés par l'esprit de la Révolution retournèrent contre elle ses propres armes.

CHAPITRE II

LA RÉFORME AGRAIRE APRÈS LA PAIX TILSITT

La décadence de la Prusse au commencement du xix^e siècle s'explique par son histoire intérieure.

Avec Frédéric le Grand, la Prusse était devenue une nation de premier ordre. Pourquoi? C'est qu'elle a su sortir de la guerre de Trente ans jeune et fortement constituée, en face des vieilles monarchies européennes « vermoulues et branlantes ». Plus tard un revirement se produisit et la Prusse devient elle-même une nation d'ancien régime, le premier rang appartient à la France rajeunie par la Révolution. Il y a là un argument historique de grande valeur contre les idées des conservateurs et des réactionnaires.

Il fallut le désastre d'Iéna, Napoléon bouleversant de fond en comble l'état social de la Prusse,

ne laissant aux Hohenzollern que quelques provinces en aumône sur la prière du tzar Alexandre, pour tirer la Prusse de sa somnolence. Le réveil fut terrible, mais il faut reconnaître que dans ces circonstances dramatiques la Prusse fit preuve d'une vitalité extraordinaire ; elle travailla avec la plus grande ardeur à sa réorganisation militaire, financière et sociale. « Ce que la Prusse a perdu en étendue, elle doit essayer de le regagner en intensité » disait Stein. La tâche était difficile, car la Prusse était tombée bien bas. Le Roi et la cour s'étaient retirés à Memer, le territoire était occupé par les Français, il n'y avait pas un thaler dans les coffres de l'Etat et l'armée était réduite aux trois quarts. C'était à désespérer du présent et de l'avenir.

Une transformation sociale était nécessaire. Mais personne ne se sentait le courage de l'entreprendre, car elle semblait à tous être de celles qu'on ne pouvait mener à bien qu'après plusieurs siècles de travail ou qu'au moyen d'une violente révolution. Un homme cependant était désigné comme seul capable de prendre la direction du gouvernement, c'était le baron Karl von Stein. Mais celui-ci avait des griefs envers le roi Frédéric Guillaume III, allait-il les oublier ? Après quelques hésitations, il céda devant l'insistance

générale et il accepta le poste si dangereux qu'on lui offrait. Napoléon accueillerait favorablement son élévation. « Prenez Stein, avait-il dit, c'est un homme d'esprit ». Mais cette recommandation résultait de ce fait que le nouveau ministre n'était pas prussien.

Le baron de Stein était né en effet dans le duché de Nassau le 8 mai 1757. Sa famille étant de noblesse fort ancienne, son nom lui permit d'épouser une riche héritière prussienne et par ce mariage il obtint une place dans l'administration du pays de sa femme. Ses brillantes qualités lui valurent un avancement rapide.

Au cours de sa carrière, il fit, pour compléter son instruction, un voyage en Angleterre. Il put ainsi étudier sur place les effets merveilleux d'une organisation libérale comparée à l'inertie résultant du servage; il comprit alors la cause principale des maux dont souffrait la monarchie prussienne. Et depuis ce moment, il résolut d'employer toute son énergie à améliorer le sort des populations rurales de son pays.

Quand Stein fut appelé au pouvoir, il était dans le Nassau, retenu par la maladie et il ne put regagner son poste que trois mois plus tard, le 3 septembre 1807.

Mais dans cet intervalle de temps, il fallait de toute nécessité prendre des mesures provisoires.

Son prédécesseur au ministère, Hardenberg, écarté par Napoléon, demanda au roi de constituer pour la direction des affaires intérieures une « Commission immédiate » (1) composée d'hommes d'élite, tels que Schœn, Altenstein, Niebuhr célèbre pour avoir réhabilité les Gracques après vingt siècles de réprobation imméritée, Schrœtter, etc.

Cette « Commission immédiate » se mit à l'œuvre et proposa quelques projets. Dès le 16 juillet, un commissaire proposait purement et simplement de supprimer le servage. Mais on ne pouvait aller si vite en besogne. Le 20 juillet, Schrœtter, ému de la situation lamentable des paysans à la suite des désastres de la dernière guerre : maisons détruites, troupeaux dispersés, récoltes ravagées, proposait des secours matériels. Ce n'était là qu'un palliatif. Schœn combattit ce projet et émit son avis de faire une réforme générale et radicale. Ce furent les idées de Schœn qui l'emportèrent et le 17 août la « Commission immédiate » proposa un projet de véritables réformes sociales, mais applicables seulement à la Prusse orientale.

En même temps Schrœtter jaloux d'être

1. C'est-à-dire dont les membres étaient nommés directement par le roi.

devancé, modifia son idée première et présenta un projet peu différent de celui de la « Commission », mais plus précis.

Le point caractéristique de ces deux projets était :

- 1° La suppression de la sujétion héréditaire ;
- 2° La suppression de toutes les restrictions anciennes au régime de la propriété.

Cette dernière réforme ne pouvait être accomplie tout d'un coup, c'était une œuvre de longue haleine et il fallait beaucoup d'années pour établir véritablement le libre commerce des terres.

Quant à la suppression de la sujétion héréditaire, elle effraya quelques hommes timorés qui croyaient que les paysans désormais libérés iraient se réfugier dans le duché de Varsovie où Napoléon venait de proclamer l'abolition du servage. Ces craintes aboutirent à une transaction : on supprimerait la domesticité obligatoire des enfants, mais le paysan resterait comme par le passé attaché à la terre, soumis aux mêmes corvées.

Le projet se trouvait ainsi bien réduit et l'on se bornait à supprimer la servitude personnelle et l'une des obligations de la sujétion héréditaire : la domesticité obligatoire. Qu'étaient ces modestes réformes à côté de ce qu'il aurait fallu faire ? En France, la Constituante avait trouvé une

organisation sociale moins défectueuse et cependant elle avait fait beaucoup plus.

Frédéric Guillaume III, dont les tendances étaient plus libérales, finit par donner son adhésion à ce projet ; mais il déclara qu'il voulait appliquer à tout le royaume ces réformes projetées seulement pour la Prusse orientale.

Mais il restait à convaincre l'aristocratie foncière. Celle-ci aurait volontiers consenti à la suppression de la sujétion, mais à une double condition : 1° les enfants des paysans resteraient cinq années dans la domesticité obligatoire ; 2° elle exigeait la suppression de la *Bauernschutz* qui l'empêchait d'expulser les paysans de leurs tenures et d'étendre ainsi son domaine propre.

Dans ces conditions, le marché aurait été avantageux à la noblesse. Mais le Roi et ses conseillers voulaient à tout prix supprimer la domesticité obligatoire.

Quant à la fixité des tenures, les circonstances présentes la rendaient impossible ; la guerre avait ravagé les terres des paysans, détruit leurs maisons et bâtiments, on ne pouvait obliger les propriétaires à les remettre en état.

Devant ces obstacles, la « Commission immédiate » hésita, puis résolut de ne rien entreprendre avant l'arrivée de Stein.

Stein, arrivé à Berlin, se fit donner par un arrêté du 4 octobre 1807 les pouvoirs les plus étendus et il réunit sous sa direction l'administration intérieure, les finances, la police, etc.

Après avoir examiné les projets de la « Commission immédiate » le nouveau ministre n'hésita pas à supprimer la sujétion héréditaire dans tout le royaume et à limiter le droit des grands propriétaires d'adjoindre à leur domaine propre les tenures rurales. Peu de jours après il soumit à la signature de Frédéric Guillaume III l'édit du 9 octobre 1807 (1).

Quel était le but de cette première réforme ? Il était inspiré des nécessités du moment, de la situation lamentable de la Prusse dont les provinces, occupées par l'armée française, avaient été saccagées et forcées de payer des contributions de guerre énormes atteignant jusqu'à vingt fois le montant de l'impôt direct. Il n'y avait plus qu'une tête de bétail sur vingt, un cheval sur cinquante. Pour la perception de ces contributions, Napoléon avait organisé des « Comités de recouvrement », assemblées formées exclusivement de représentants des villes et de la noblesse. La composition de ces comités nous

1. « *Edikt den erleichterten Besitz und den freien Gebrauch
« des Grund-Eigenthums sowie die persönlichen Verhältnisse
« der Landbewohner betreffend* »

indique suffisamment qui subissait le fardeau de la contribution. La situation politique n'était pas moins déplorable, le gouvernement était sans forces, incertain de l'avenir, pressé d'une part par les idées féodales et conservatrices, d'autre part par les aspirations de ceux que les événements avaient brusquement éveillés à la vie politique.

Le but de Stein fut précisément de donner un peu d'espoir à ceux qui demandaient des réformes sociales, mais l'espoir seulement d'une réalisation prochaine : la manifestation restait théorique.

En apparence, la réforme fut inspirée des sentiments les plus généreux. Voici en effet ce que disait Stein dans le préambule de l'édit :

« Nous voulons que tous les habitants du
« royaume puissent devenir propriétaires et
« soient capables d'hypothéquer les biens
« immobiliers de toutes sortes. Le noble pourra
« être propriétaire de biens nobles et de biens
« qui ne le seront pas. Les bourgeois et les
« paysans pourront acquérir non seulement des
« biens roturiers ou paysans mais aussi des
« biens nobles. Toute dépendance domaniale
« (*Gutsunterthoenigkeit*) devra prendre fin le
« jour de la Saint-Martin 1810; et à partir de ce
« moment il n'y aura plus que des hommes

« libres qui ne seront astreints à d'autres obligations qu'à celles découlant de leur propriété ou de conventions particulières ».

L'édit supprimait la distinction entre les biens, il supprimait aussi les ordres, les castes : « Tout noble peut exercer désormais une profession considérée comme bourgeoise ; tout paysan peut entrer dans la classe de la bourgeoisie ; tout bourgeois dans celle des paysans ».

Mais la partie la plus importante de l'édit, ce fut *l'abolition du servage*. « Désormais le lien de servage ne pourra plus se former ni par naissance, ni par mariage, ni par prise de possession d'une terre servile, ni par contrat » (§ 10) — Pour les paysans dont les droits sur la terre étaient déjà héréditaires (c'étaient les moins nombreux), la suppression était immédiate — pour les autres, elle ne devait dater que du 12 novembre 1810. « A partir de la Saint-Martin 1810, il n'y aura plus que des hommes libres ».

Mais l'édit n'indiquait pas les conséquences de cet affranchissement ; et des difficultés tellement grandes devaient surgir dans l'application qu'on ne pouvait compter sur des résultats sérieux tant que cette question ne serait pas tranchée. Nous verrons plus loin les suites qu'entraîna cette réforme.

Telle fut l'œuvre de cet édit du 9 octobre 1807 trop vanté par les uns, trop critiqué par les autres.

Stein eut en tous cas le mérite de trancher le différent et d'agir avec fermeté. Avant lui, on avait beaucoup parlé, beaucoup discuté, beaucoup écrit; mais aucune réforme n'avait eu de résultat. Stein fut l'homme d'action que réclamait la situation. *Tu es Petrus et super hanc petram ædificabo ecclesiam meam*, comme disait Niebuhr en jouant sur le mot Stein, qui signifie pierre. Mais en général, les Allemands ont exagéré le rôle de Stein pour abaisser celui de Hardenberg. Celui-ci en effet personnifiait les idées de la Révolution française et la Prusse susceptible aurait voulu faire d'elle-même ses réformes sociales et ne pas les recevoir de la main de la France. Il n'y a donc rien d'étonnant à la préférence marquée des historiens allemands pour le ministre Stein.

Mais pour juger l'œuvre de Stein, il ne faut pas s'en tenir à l'édit inapplicable du 9 octobre 1807, il faut étudier les transformations qui le suivirent : 1° sur les domaines royaux; 2° sur les biens nobles.

SECTION I

Domaines royaux

Sur les domaines royaux, où le gouvernement pouvait agir sans crainte d'avoir à lutter contre la résistance de l'aristocratie foncière, la réforme fut assez radicale.

Une ordonnance du 28 octobre 1807 y supprima complètement la sujétion héréditaire et, de plus, détermina nettement les conséquences de cette suppression : abolition de la domesticité obligatoire, des redevances à payer quand le serf quittait sa tenure, quand il sollicitait l'autorisation de se marier, etc. Cependant si la réforme entraînait complètement en vigueur le 1^{er} juin 1808, la domesticité obligatoire fut maintenue encore pendant un an.

Cette ordonnance du 28 octobre 1807, sauf pour la Silésie où elle constituait une innovation, ne faisait en somme que consacrer législativement les mesures prises, nous l'avons vu, dans les premières années du règne de Frédéric Guillaume III. C'était certes encore un progrès. Mais il y avait encore un pas à faire, car le paysan tenait sa tenure d'une façon toujours

aussi précaire, il était encore accablé des mêmes charges réelles, des mêmes services fonciers.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que la réforme sur les domaines royaux avait été poussée plus loin dans les Marches et en Poméranie que dans le reste du royaume. Dans ces deux provinces en effet, on avait imposé au paysan l'acquisition de sa tenure comme condition du rachat des services fonciers. C'était la création du paysan propriétaire. Cette réforme était presque réalisée dans les Marches et en Poméranie quand survinrent les désastres de 1806 ; les autres provinces étant restés beaucoup plus en retard, on se proposa d'étendre la mesure à l'ensemble du royaume.

Mais pour généraliser cette réforme, il fallait s'attendre à de graves difficultés d'exécution. Dans les Marches et en Poméranie, on avait usé d'un stratagème : on avait employé le rachat des charges foncières, auquel les paysans tenaient beaucoup, comme moyen de leur faire acquérir la propriété de la tenure, ce qui leur plaisait moins. Maintenant on ne pouvait user du même procédé, puisqu'aux termes de l'ordonnance du 28 octobre 1807 les charges réelles n'étaient pas supprimées. Comment donc imposer l'acquisition de la propriété au paysans ? On recourut directement et franchement à une dis-

position législative. C'est l'ordonnance du 27 juillet 1808, due à l'initiative du *Kriegsrath* Wlœmer, par laquelle on donnait aux paysans du domaine le droit de propriété sur leur tenure. Seulement, comme il aurait été inhumain à la suite des désastres de la guerre de leur imposer toutes les charges que leur conférait leur nouvelle qualité de propriétaires, il fut décidé qu'on leur distribuerait des secours pendant deux ans.

Cependant malgré cette clause humanitaire, la mesure ne fut pas acceptée de bon cœur, du moins au début, mais par la suite les paysans l'accueillirent si bien qu'en 1812 on comptait 30.000 propriétaires libres dans les domaines royaux.

Grâce à cette ordonnance, le Domaine avait donc pris une avance considérable sur les biens nobles, quoique, prétendent quelques-uns, ce fût là encore une politique économique, de bonne administration et non la reconnaissance d'un droit des paysans à la propriété du sol qu'ils cultivaient.

SECTION II

Les biens nobles

Sur les biens nobles, tout était à réorganiser : il aurait fallu refaire le cadastre qui enchevê-

trait bien nobles et biens ruraux de la façon que nous l'avons constaté — transformer le droit précaire que les paysans avaient sur leurs tenures en véritable droit de propriété — supprimer les corvées et services fonciers, etc.

Mais pour mener à bien ce vaste programme, il eût fallu l'imposer à toute la puissante aristocratie foncière. Or celle-ci était décidée à résister avec la plus grande opiniâtreté ; bien plus, elle aurait voulu profiter de l'occasion où l'on mettait en discussion les droits des paysans pour étendre ses prérogatives. C'est ainsi qu'elle vit dans le principe de libre commerce des terres, proclamé par l'édit du 9 octobre 1807, la possibilité d'augmenter son domaine au détriment des terres paysannes. Cette idée avait toujours été chère à la noblesse et nous avons vu qu'elle avait essayé de profiter des hésitations de la « Commission immédiate » pour la faire accepter. Mais l'Etat s'était toujours refusé à lui faire cette concession, quoique les seigneurs invoquassent à l'appui de leur thèse les arguments les plus judicieux. Si on leur accordait le droit d'expulsion, cette faveur ne serait nullement dommageable aux tenanciers. Ceux-ci n'étaient-ils pas à l'heure actuelle aussi malheureux que les simples journaliers, qui du moins ne possédant rien, vivaient de leur travail sans souci des

charges d'une propriété foncière. D'ailleurs qu'y perdrait l'Etat ? Absolument rien, puisque sa principale préoccupation était d'éviter le dépeuplement des campagnes ; or, le seigneur retiendrait sur sa terre ces paysans comme journaliers.

Les philanthropes eux-mêmes partageaient cette façon de voir, car ils considéraient les tenanciers comme beaucoup plus malheureux que les simples journaliers. Etaient aussi de cet avis, les partisans des nouvelles doctrines économiques du laisser faire (Schoen, par exemple).

Enfin au point de vue pratique, la noblesse avait de son côté l'administration prussienne.

Aussi, avant la mise à exécution de l'édit, dès le lendemain même du 9 octobre, Stein fut sollicité de toutes parts d'interpréter cet édit d'une façon favorable aux intérêts de l'aristocratie. Une disposition donnait justement lieu à contestations, elle était ainsi conçue :

« La noblesse ne pourra accaparer la tenure
« rurale que dans le cas où elle serait dans l'im-
« puissance de remettre en exploitation les tenu-
« res dévastées par la guerre ».

Une interprétation précise était évidemment nécessaire. Schroetter soumit son avis à Stein, mais celui-ci ne l'approuvant pas pria la « Commission immédiate » d'en délibérer.

Sur les conclusions de cette assemblée fut édictée l'instruction du 14 février 1808 qui résolut la question au moyen d'une distinction.

On considéra d'une part les anciennes tenures, d'autre part les nouvelles, en prenant comme ligne de partage le milieu du XVIII^e siècle. Les dernières étaient abandonnées sans réserves à la noblesse. Quant aux autres, il fut permis au seigneur de les réunir à son domaine, mais à condition d'ériger en propriété libre une parcelle égale à celle qu'il prenait.

Ainsi l'édit du 9 octobre 1807 accordait aux paysans la liberté personnelle, mais l'interprétation qu'on venait d'en donner leur enlevait toute espèce de garantie dans la possession de leur tenure.

On pourrait appliquer ici les paroles de saint Jean Chrysostome : « Qu'est-ce que le maître
« promet à ses serviteurs ? La liberté, mais une
« liberté souvent plus amère que la servitude,
« car ils deviennent aussitôt la proie de la faim ». C'est ce qui arriva en Prusse, on donnait la liberté au serf, mais on lui enlevait les moyens de vivre, c'était la liberté de mourir de faim dans cette société si fortement hiérarchisée. D'où il résulta que le paysan resta sur le bien noble à la

1. Cavaignac, *op. cit.*, I, pp. 421 et s.

merci du seigneur et qu'ainsi la réforme de Stein fut sans grande portée pratique bien que le peuple ait décerné à son auteur le titre glorieux de *Libérateur des paysans*.

Sous le même ministère de Stein, on mit à l'étude une autre question qui intéressait fort les paysans, c'était la question des droits de police et de justice des seigneurs. Ceux-ci ayant entre leurs mains toute l'administration locale, exerçaient de véritables droits de souveraineté sur les populations rurales.

La « Commission immédiate » consultée sur ce point était favorable à la suppression de ces privilèges.

Divers projets furent présentés au gouvernement, entre autres le projet de Vincke, inspiré de la constitution anglaise. Ce projet confiait l'exercice de la justice à des *Landræthe*, fonctionnaires royaux, qui se substitueraient aux justices seigneuriales. La police appartiendrait au maire *Schulze* actuellement agent du seigneur, dorénavant nommé par le *Landrath*.

Ce projet examiné par Stein n'eut pas l'heur de le satisfaire.

Schrøtter, désigné pour étudier la question, présenta un nouveau projet le 13 octobre 1808 : le seigneur conservait la police dans le canton (Kreis) qu'il possédait en entier; dans les autres

cantons qui contenaient plusieurs domaines, la police appartenait à un conseil *Schulzenamt* composé du maire et de deux jurés, et encore, quand un seigneur y possédait la majorité des terres, il avait le droit de présentation, la nomination étant faite par le *Landrath*.

Schœn combattit vivement ce projet, le trouva compliqué et réactionnaire et y répondit par un contre-projet du 14 novembre 1808 dans lequel il se déclarait partisan de la suppression complète des droits de justice et de police du seigneur sans même lui laisser le droit de présentation.

Peu de temps après, Stein, ayant eu le tort de déplaire à Napoléon, dut quitter le ministère le 24 novembre 1808 sans qu'une solution fût intervenue.

Pour résumer l'œuvre sociale de son ministère, on peut dire que :

1° Sur les domaines royaux, le servage était aboli, et qu'il s'était formé une classe de paysans propriétaires, assez peu nombreuse, il est vrai ;

2° Sur les biens nobles, la liberté personnelle avait été donnée aux paysans ; mais, par une interprétation de l'édit du 9 octobre 1807, la noblesse sut rendre cette mesure toute théorique et même retirer de grands avantages de cette législation.

Trois points importants restaient à étudier :

1° La précarité des droits du tenancier ; 2° les charges réelles ; 3° la confusion du cadastre.

CHAPITRE III

LA RÉFORME AGRAIRE DU MINISTÈRE DE HARDENBERG

De novembre 1808 à juin 1810 vécut un ministère, qui passe presque inaperçu dans l'histoire, mais qui eut cependant le mérite de préparer la réforme d'Hardenberg, c'est le ministère Altenstein-Dohna. La question des droits de police et de justice des seigneurs fut remise en discussion, on étudia les moyens de rendre le paysan propriétaire ; le ministre von Dohna s'intéressait beaucoup à ces réformes et se proposait d'y donner suite quand il fut remplacé par Hardenberg,

Le nouveau ministre, chancelier d'Etat, Hardenberg, était imbu des idées de la Révolution et résolu d'en faire en Prusse une sage et salutaire application. Son but immédiat fut de compléter l'œuvre de Stein, en étendant aux paysans des domaines privés la réforme que

celui-ci avait faite en transformant, sur les domaines royaux, un grand nombre de tenanciers en petits propriétaires libres.

Hardenberg rendit les plus grands services, mais sa légèreté d'esprit qui lui fit tant de torts dans sa vie privée, ses complaisances mondaines qui dégénéraient souvent en faiblesse, compromirent le succès de ses meilleures combinaisons.

Peu après son arrivée, une Commission de législation fut constituée et un projet de nouvelles réformes fut émis par ses membres : Borsche, Beuth, Lavenberg (1). Ce projet très radical accomplissait une véritable révolution. En voici la teneur :

Tous les tenanciers sans exception devenaient propriétaires de leurs tenures (la noblesse reconnaissait là « le souffle empoisonné de la « législation française »). Quant au droit de copropriété des seigneurs, on l'annulait sans indemnité et même un conseiller, Scharnweber, voulait aller plus loin et faire du simple fermier un propriétaire. Le projet donnait aussi une solution à la question du rachat des corvées et charges foncières. Sur un registre foncier, créé à cet effet, on devait inscrire : d'une part, les

1. Knapp, *op. cit.*, I, p. 162.

corvées et charges réelles du paysan ; d'autre part, les obligations du seigneur en secours ordinaires et extraordinaires. Le règlement devait s'en faire à l'amiable dans le délai d'un an ; sinon, l'Etat intervenait et obligeait le débiteur à payer à la partie, en faveur de laquelle le compte se soldait, la différence évaluée en terre ou en argent. En résumé, c'était l'abolition des charges féodales avec indemnité (1).

Une fois le règlement fait, le commerce des terres devenait libre (2).

Une dernière clause concernait les fermiers temporaires. En abandonnant à son fermier en toute propriété la moitié des terres affermées, le seigneur pouvait se libérer de son obligation de tenir toujours en bon état d'exploitation les tenures qu'il affermait : cette charge était en effet devenue écrasante à la suite des désastres de la guerre.

Tel était le projet de la Commission de législation. Mis à exécution, il aurait eu certainement une portée énorme, surtout dans la partie orientale de la Prusse où les petites tenures étaient particulièrement nombreuses. M. Cavaignac estime qu'une semblable révolution, trans-

1. Knapp, *op. cit.*, I, p. 163.

2. Knapp, *op. cit.*, II, p. 235.

formant tous ces petits tenanciers en propriétaires libres sans indemnité et liquidant toutes les corvées et charges féodales, aurait été un événement aussi grave que ce qui s'était passé chez nous en 1789.

Qu'allait faire le chancelier Hardenberg ? Ce ministre aux idées libérales ne pouvait manquer d'approuver le projet, mais sa volonté était trop faible pour le faire réaliser. Cependant il est juste de reconnaître qu'il n'avait aucun moyen d'action à sa disposition et que l'aristocratie usa de sa puissance pour faire échouer la réforme. Enfin le projet ayant été désapprouvé par les « députés du pays » (1), Hardenberg dut s'incliner.

Tout fut à recommencer et la question soumise à l'examen d'une nouvelle Commission composée mi-partie de fonctionnaires, mi-partie de membres choisis parmi les députés ; c'est-à-dire tous fonctionnaires ou nobles.

La réforme allait donc prendre une nouvelle orientation. Cependant, au sein de cette nouvelle Commission, il y avait un homme très compétent en ces matières, c'était Scharnweber, « l'*alter ego* du chancelier pour les questions se rapportant à la réforme agraire » (2). Mais ce

1. Premier essai du régime parlementaire en Prusse.

2. Knapp, *op. cit.*, I, p. 164.

commissaire, trop libéral au gré de l'aristocratie, ne tarda pas à être éliminé. Celle-ci redoublait d'ardeur pour défendre ses intérêts, l'institution de la propriété libre surtout l'exaspérait ; le *Landrath* Dewitz disait : « Si le possesseur de
« biens nobles n'a plus le droit d'expulser ses
« tenanciers, tout le charme du séjour sur ses
« terres sera perdu pour lui ». D'autres ajoutaient : « Du jour où nous aurons pour voisins
« des propriétaires ruraux indépendants, nos
« biens deviendront pour nous un enfer » (1).

Cependant, la noblesse continuait à jouir d'un privilège qu'on retrouve universellement dans l'ancien régime, c'était l'exemption de l'impôt foncier. Au début sans doute, il y avait une compensation à ce privilège, c'était le service militaire que le seigneur devait au Roi. Cette obligation était si bien la représentation de l'impôt que l'exemption de la taxe foncière était limitée à une certaine étendue de terres ; pour le surplus le seigneur devait l'impôt. Mais peu à peu le privilège devint exorbitant, tout le domaine fut exempt. Enfin des troupes mercenaires ayant remplacé les chevaliers, la légitimité même de l'exemption disparut.

Même dans les régions où le Roi réussit à

1. Knapp, *op. cit.*, I, p. 172.

établir le principe de l'égalité devant l'impôt foncier, la répartition était si défectueuse qu'elle favorisait outrageusement la noblesse (1).

Avant toute autre réforme, Hardenberg résolut de faire cesser ces inégalités. L'édit du 27 octobre 1810 annonçait l'abolition du privilège. Il y était déclaré « qu'à partir de ce jour, « toute exemption de la taxe immobilière cessera -- un tel privilège étant incompatible « avec la justice naturelle ou avec l'esprit de « l'administration des Etats voisins — et que « les domaines royaux seront eux-mêmes soumis à la loi commune ».

Le roi promettait « un nouvel et meilleur système d'impôts, la liberté entière de l'industrie, « l'abolition d'une foule de restrictions, la création d'un système bien organisé de représentation générale et provinciale » et il s'engageait « envers cette classe de ses sujets qui n'ont pas « joui jusqu'à ce jour de la propriété des terres « qu'ils occupent, à la leur concéder et à la leur assurer; ainsi qu'à abolir entièrement une « foule de coutumes oppressives et d'impôts « onéreux ».

Malheureusement ces concessions n'étaient que des promesses et encore des promesses

1. Cavaignac, *op. cit.*, II, p. 56.

assez vagues, l'édit se gardait bien de trop les déterminer de peur de trop s'engager. La noblesse continua à jouir de ses privilèges fiscaux sauf en ce qui concerne quelques impôts comme les droits de douane et de consommation ; les inégalités de la *Grundsteuer* subsistèrent. Cependant Hardenberg réussit à abolir les banalités des seigneurs, le monopole de la mouture, de la distillerie et de la fabrication de la bière.

Mais la noblesse avait en tête d'autres soucis. Ce n'était pas surtout son droit de copropriété sur les tenures, ce droit était assez théorique pour qu'elle n'y attachât pas une importance primordiale. Une autre réforme lui apparaissait plus grave, plus tangible, car elle atteignait ses intérêts matériels : c'était la suppression des corvées et charges féodales dues par les petits tenanciers. Les nobles acceptaient assez volontiers la suppression des servitudes d'attelage (*Spanndienste*) dues par les gros tenanciers (1) ; ils pourraient facilement s'en passer, ils achèteraient des chevaux et construiraient des écuries. Mais remplacer la main-d'œuvre humaine était une question presque insoluble. Où trouver des ouvriers agricoles quand le petit tenancier

1. On désignait ainsi ceux qui occupaient plus de 15 hectares.

devenu propriétaire libre consacrerait tout son temps à la culture de son champ ? Les biens nobles resteraient-ils incultes ?

La tâche de Hardenberg était donc énorme, c'était une profonde révolution dans l'ordre de choses existant : exproprier de force les seigneurs, libérer les paysans des charges réelles et les ériger en petits propriétaires indépendants. On a quelquefois comparé cette réforme aux célèbres « Lois agraires » de Rome qui retirèrent aux patriciens une partie des terres usurpées sur *l'ager publicus* pour les distribuer aux citoyens pauvres.

Aussi n'est-il pas étonnant que l'assemblée des députés du pays (1) composée sans doute de nobles, bourgeois et paysans, mais cependant à la discrétion de la noblesse, ait grandement modifié le projet de la Commission de législation.

Ces dispositions nouvelles débutaient par une concession de la noblesse, mais une concession bien faible en réalité. Contre l'abandon de ses droits de copropriété sur les tenures, le seigneur recevrait une juste indemnité. De plus, comme elle se considérait encore lésée, l'aristocratie demandait à l'Etat de lever l'interdiction faite au

1. Cavaignac, *op. cit.*, II, p. 86.

propriétaire d'expulser le tenancier sans motifs et de réunir la tenure au bien noble (1).

Quant aux corvées et charges féodales, l'assemblée décida leur suppression, mais avec indemnité ; et sur la proposition du député von Goldbeck, elle stipula un mode de rachat bien fait pour lui plaire : c'était la libération du paysan moyennant l'abandon d'une partie de sa terre au seigneur. Nous verrons plus loin les conséquences fâcheuses de cette clause insérée dans le projet afin d'agrandir le domaine noble.

L'aristocratie réussit à faire accepter ces idées qui prirent corps dans deux édits publiés le 14 septembre 1811.

Le premier de ces édits était intitulé : *Edit concernant le règlement des rapports des seigneurs et des paysans*.

Il déclare : « Que tous les fiefs de paysans
« réunissant certaines conditions, ci-dessous
« spécifiées, deviendront la propriété absolue
« de ceux qui les occuperont à la date de sa
« promulgation ».

Voici ces conditions :

1° « Qu'ils (les fiefs de paysans) eussent été

1. Décidément la noblesse tenait beaucoup à cette suppression de la *Bauernschutz*.

2. *Edikt die Regulierung der gutsherrlichen und bäuerlichen Verhältnisse betreffend*.

« créés dans le but primitif de maintenir les
« occupants dans la qualité de fermiers indé-
« pendants ;

2° « Qu'ils fussent enregistrés sur les rôles
« des contributions de la province comme fiefs
« paysans ;

3° « Qu'ils eussent été occupés durant les
« années normales de la monarchie par des fer-
« miers-paysans distincts ;

4° « Qu'ils imposassent au seigneur l'obliga-
« tion de les maintenir toujours occupés de la
« même manière ;

5° « Que le seigneur fût responsable des paie-
« ments des taxes ».

Enfin l'édit concluait :

« La relation qui a jusqu'à ce jour subsisté
« dans ces cas, est telle que le propriétaire réel
« n'exerce aucune influence directe sur l'explo-
« tation ou la culture de la ferme, et dans les
« cas où la transmission par l'héritage n'a pas
« lieu, les paysans qui se succèdent sur une
« terre n'ont aucun intérêt durable à l'amélio-
« rer. Nous ne pouvons donc pas tolérer plus
« longtemps un état de choses si nuisible à
« l'agriculture ».

Ainsi les fiefs de paysans deviendraient la propriété de ceux-ci, mais contre le versement d'une indemnité.

Comment déterminer cette indemnité ? Il fallait limiter les exigences du seigneur et laisser au paysan de quoi vivre et on crut atteindre le but en assurant à celui-ci au moins un tiers des produits nets de sa terre. L'édit posa en principe général que la réunion d'un tiers des terres des paysans au seigneur devait contenter les uns et les autres, cet abandon représenterait l'indemnité due à ce dernier. Toutefois, on admit que cette indemnité pourrait se régler par une rente annuelle quand la remise de la terre aurait eu pour conséquence de laisser le fief trop petit pour entretenir un attelage.

Quant à l'indemnité pour suppression des services personnels dus au seigneur, elle devait être calculée en tenant compte de l'augmentation de dépenses que cette abolition allait causer pour l'exploitation du bien noble. Cette disposition était assez obscure et assez vague.

Le second édit du 14 septembre 1811 a pour titre : *Edit pour l'amélioration de l'agriculture*.

En voici le préambule :

« Nous Frédéric-Guillaume, par la grâce de Dieu, etc..., déclarons :

« Que la population rurale de notre royaume
« a été jusqu'à ce jour placée dans les condi-
« tions les plus défavorables. Dans l'intention
« d'améliorer son bien-être, nous avons aboli

« le servage et les obligations excessives de
« fournir des chevaux et des fourrages à l'ar-
« mée : mais ces réformes sont insuffisantes
« pour rendre son bien-être complet et durable.
« A l'exception de la Basse-Silésie, la grande
« majorité des paysans ne possède pas de terre
« et celles qui leur appartiennent sont soumises
« à de nombreuses redevances. La promesse
« faite dans les édits du 9 octobre 1807 et
« 27 octobre 1810 relativement à une conces-
« sion générale de propriété est tenue aujour-
« d'hui par l'édit réglant les rapports des sei-
« gneurs et des paysans. Cet édit et d'autres
« qui le suivront de près, établissent ou établi-
« ront l'indépendance des paysans possesseurs
« de terres et aboliront les servitudes nuisibles
« à l'agriculture. Toutefois dans le but d'écarter
« tous les obstacles, de donner à nos sujets
« toute latitude pour leurs entreprises et de les
« mettre en état de retirer les plus grands pro-
« fits possibles du sol, nous ordonnons que
« toutes les entraves que les lois ou coutumes
« existantes apportaient à la libre disposition
« des terres par vente, donation ou testament
« seraient désormais abolies. Si nous accordons
« aux propriétaires fonciers ce droit de dispo-
« ser de leurs terres, c'est pour faire tomber
« ces terres entre les mains des capitalistes et

« les débarrasser des charges qui les grèvent.
« Le morcellement plus grand du sol produira
« les effets les plus utiles dont notre cœur
« paternel sera satisfait. Il fournira aux petites
« gens (*Kleine Leute*), c'est-à-dire aux jar-
« diniers, journaliers et autres, les moyens d'ac-
« quérir des propriétés immobilières et de les
« augmenter peu à peu. Une telle espérance
« donnera à cette classe nombreuse et utile de
« nos sujets des idées et des habitudes d'ordre
« et d'économie ; car on ne peut acquérir des
« terres qu'à l'aide de telles qualités. Beaucoup
« d'entre eux s'enrichiront et parviendront à
« s'élever par leur fortune et par leur indus-
« trie. De cette manière, l'Etat gagnera une
« nouvelle et précieuse classe de propriétaires
« et d'industriels ; le nombre des agriculteurs
« augmentera et l'industrie se perfectionnera
« en se développant ».

Après ce préambule plein de promesses, il est facile de comprendre avec quel enthousiasme fut saluée l'apparition de cet édit par les réformateurs théoriques qui entouraient Hardenberg.
« Vous avez fait, disait Hæse à celui-ci, ce que
« Frédéric l'unique n'a pu réaliser. Vous avez
« assuré aux paysans la propriété de leurs tenu-
« res. C'est un événement européen. Bien des
« millions d'hommes béniront encore dans plu-

« sieurs siècles les noms de Frédéric-Guillaume
« et de Hardenberg » (1).

Mais le préambule promettait beaucoup plus qu'on n'accordait en réalité. Ce second édit se bornait en effet à quelques modifications du premier. Par exemple, il obligeait le seigneur à accepter un capital au lieu d'une rente 4 0/0 et même à accepter le paiement de ce capital par fractions. Puis, il traitait de la suppression de certains droits de communauté et de certaines servitudes qui, à cette époque, constituaient vraiment une gêne pour l'agriculture. Enfin pour terminer, Frédéric-Guillaume III annonçait son intention de créer à Berlin un conseil d'agriculture. Cette promesse ne fut réalisée que trente ou quarante ans plus tard.

Cependant, malgré la timidité de leurs dispositions, ces deux édits auraient pu accomplir une réforme profonde, s'ils avaient été mis en vigueur sans modifications. Mais nous verrons quel sort les attendait.

Avant d'aller plus loin dans l'examen des conséquences de ces édits, nous voudrions placer ici quelques mots sur les tentatives faites en 1812 en vue de la suppression des pouvoirs politiques des seigneurs. L'édit du 30 juillet 1812

1. Knapp, *op. cit.*, I, p. 171.

connu en Allemagne sous le nom de *Gendarmerie-Edikt* était destiné à accomplir cette réforme. Aux termes de cette loi, le pays serait divisé en cercles (*Kreise*) ayant à leur tête des *Kreisdirectoren* qui remplaceraient les *Landræthe*. Ces *Kreisdirectoren* étaient nommés librement par l'Etat, tandis qu'autrefois le seigneur avait le droit de présenter le *Landrath* à la nomination du Roi. Ces nouveaux *Kreisdirectoren* étaient des administrateurs dont la circonscription était assez semblable à nos arrondissements. Au-dessous de lui, le *Schulze* administrait le village enlevé à l'autorité du seigneur. On accordait cependant à celui-ci un certain droit de contrôle. Mais malgré ces concessions, l'édit rencontra de vives résistances et on ne chercha d'ailleurs jamais à l'appliquer sérieusement.

Un ordre de cabinet daté de Paris en 1814 décida la revision de cette réforme. Et depuis, il n'en fut plus question.

Ce premier danger écarté, l'aristocratie se retourna contre les édits de 1811 et fit tout son possible pour en détruire les effets. Ses arguments reposaient sur des réclamations de droit et des réclamations de fait. Elle protestait contre ce qu'elle appelait une violation de ses droits acquis ; propriétaire depuis si longtemps de

tenures rurales, elle pouvait invoquer la prescription ; si donc on lui prenait la moitié ou les deux tiers de ces tenures, on la dépouillait de ce qui lui appartenait.

Elle se plaignait aussi d'être privée du travail gratuit de ses serfs, et d'être obligée de les remplacer par des ouvriers agricoles qui lui coûtaient cher en salaire et en nourriture. D'ailleurs, prétendait-elle, la question se simplifiera : quand le paysan ne sera plus attaché à la terre, il émigrera vers les villes ou vers l'étranger et personne ne restera pour cultiver la terre.

Elle ajoutait qu'il était impossible de s'entendre avec les paysans, que le règlement des rapports de seigneur à tenancier était plein de difficultés.

Enfin, outre ces arguments de droit, elle invoquait des arguments de fait. Par une tactique très habile, elle montrait que l'édit était obscur et vague. Par exemple, à quelle catégorie s'appliquait-il ? On ne pouvait le dire expressément. Il fallait de toute nécessité éclaircir ses dispositions par des interprétations, des déclarations dont la noblesse entendait bien profiter pour obtenir des adoucissements, entre autres une indemnité générale pour tout le dommage que lui causait la réforme.

Voici ce que le gouvernement répondit :

« Il ne peut être question d'indemnité parce
« que les réformes profiteront également au
« seigneur et au paysan ; — les droits féodaux
« dont les seigneurs ont joui jusqu'alors ne leur
« avaient été délégués que dans un but de
« police ; — si l'affranchissement des paysans
« leur procure une nourriture meilleure et fait
« monter le taux de leurs salaires, cela prouve
« seulement que la rétribution n'avait jamais
« été ce qu'elle aurait du être ; — l'amélioration
« supposée de la condition du travailleur assu-
« rera l'offre désirée de travail ; — les seigneurs
« ne peuvent pas espérer se soustraire à l'obli-
« gation de subvenir aux besoins de leurs vas-
« saux estropiés ou infirmes, car cette responsa-
« bilité découle de leur juridiction territoriale ;
« — enfin toutes les fois qu'il y aura lutte entre
« eux, les intérêts généraux de l'Etat passent
« avant les intérêts particuliers des seigneurs ».

C'était une réponse fière ; mais, pour la mettre à exécution, il fallait une énergie qu'Hardenberg ne possédait pas. Entre la puissante aristocratie foncière qui était bien la classe dirigeante de la nation prussienne et le chancelier d'Etat au caractère trop faible, la victoire ne pouvait être douteuse.

Aussi dès les premiers mois de l'année 1812 furent élaborés de nouveaux projets dont le but

avoué était de compléter l'édit du 14 septembre 1811. Mais on devine ce qu'ici compléter veut dire.

Le premier de ces projets accordait largement à l'aristocratie ce qu'elle demandait (1). On ne modifia pas la clause par laquelle le sujet héréditaire abandonnait au seigneur le tiers ou la moitié de sa tenure; cette cession plaisait beaucoup à la noblesse, car elle lui permettait d'augmenter ses domaines. Mais cela ne suffisait pas à son gré, elle s'inquiétait des conséquences de la suppression de la main-d'œuvre gratuite : les biens nobles resteraient certainement incultes. La noblesse montra tant d'opiniâtreté sur ce point qu'Hardenberg dut céder et consentir à la destruction d'une partie de sa réforme. Nous avons dit que l'édit de 1811 précisait d'une façon assez vague la catégorie de tenanciers auxquels il s'adressait. Le nouveau projet trouva le moyen d'être plus clair : la réforme ne concernera que les gros tenanciers exploitant avec un personnel et un attelage à eux des tenures variant de 15 à 30 hectares. Jusqu'ici le seigneur se servait de leur attelage de labour, désormais il devra entretenir lui-même des chevaux de trait puisqu'il perd ces *spanndienste*. Mais par contre,

1. Knapp, *op. cit.*, II, p. 287.

et c'était pour lui la chose la plus importante, il conservait la main-d'œuvre gratuite de la plus grande partie de la population rurale dont la situation restait tout aussi précaire qu'auparavant.

Quelques partisans des réformes agraires, tels que Scharnweber, essayèrent de s'opposer à ces prétentions et élaborèrent un projet ayant la couleur d'un compromis, qui acceptait la limitation de l'édit de 1811 aux gros tenanciers, mais à condition que ceux-ci puissent au moins profiter de la réforme immédiatement et sans délai. L'édit de 1811, en effet, accordait un délai de deux ans pour le règlement des rapports entre seigneurs et tenanciers. Au bout de ce terme, assez mal déterminé d'ailleurs, l'Etat intervenait d'office.

Ainsi chacun tirait de son côté à qui emporterait le morceau.

Le projet de Scharnweber soumis à l'examen des *Landesrepresentanten* fut repoussé, bien que, semble-t-il, il était plutôt avantageux à la noblesse. Mais celle-ci espérait plus, montrant dans toute cette lutte un égoïsme outré et une grande insouciance pour tout ce qui touchait au bien-être des paysans. Elle s'appuya sur l'entourage d'Hardenberg pour faire retarder l'exécution de l'édit, ce qui était facile, car cet

entourage était entièrement réactionnaire. La manœuvre réussit d'autant mieux que bientôt le chancelier d'Etat se trouva occupé de tout autre chose, son attention fut détournée de la réforme agraire par la situation diplomatique et extérieure de l'Europe. Après la fameuse retraite de Russie, la guerre éclata et arrêta la marche des réformes avant que les paysans en eussent tiré un grand profit.

La noblesse avait réussi dans son plan de retarder l'exécution de l'édit de 1811. Quand vint la paix de 1815, le désir de régénérer la Prusse par des réformes était moins vif. La noblesse obtint facilement la revision de l'édit, qui, après des modifications, devint la déclaration du 29 mai 1816. Par l'édit, tous les paysans pouvaient se libérer ; la déclaration limita cette faculté aux gros tenanciers possédant un attelage. La noblesse conservait ainsi, ce qui lui tenait tant à cœur, la main-d'œuvre gratuite.

Malgré ces profondes modifications, l'édit s'étendait encore à 70.000 gros tenanciers, désormais affranchis et transformés en propriétaires libres.

Avant la réforme, ces cultivateurs possédaient, à titre précaire, il est vrai, 2 à 3 millions d'hectares de terre ; les dispositions de l'édit leur en attribuèrent en toute propriété 1 à 1 1/2 million,

soit environ la moitié. La différence revint à l'aristocratie foncière qui augmenta d'autant ses propres domaines. Et encore, ces biens que les tenanciers avaient acquis en toute propriété, leurs nouveaux propriétaires, mal protégés par la loi et le gouvernement, et bientôt ruinés, furent obligés de les vendre à la noblesse.

De sorte que les bénéfices les plus clairs de la réforme furent pour l'aristocratie foncière. Que sacrifiait-elle en effet ? Un droit de copropriété — et encore tout théorique — sur quelques grosses tenures. En compensation, dans la période qui s'étend de 1816 à 1850, elle doubla son domaine.

Bientôt, donc, on retomba dans l'ancien état de choses. L'extension des nouveaux domaines nobles nécessitait de nouveaux bras pour les cultiver ; les seigneurs les trouvèrent chez les propriétaires paysans ruinés et obligés de louer leurs services en échange d'un maigre salaire en nature. Ces nouveaux travailleurs furent les ancêtres de la classe des journaliers ruraux d'aujourd'hui et appelés *Insleute*.

Ainsi l'idée de Hardenberg était loin de s'être réalisée comme l'aurait désiré son auteur. Le chancelier pensait que le paysan s'affranchirait des corvées et autres services en payant une indemnité — qu'il abandonnerait une partie de

la tenure qu'il possédait à titre précaire, pour garder le reste à titre de propriétaire libre. Mais deux obstacles étaient venus arrêter ce plan hardi : d'une part la résistance de la noblesse, d'autre part la faiblesse de caractère d'Hardenberg. A quoi sert d'avoir des vues larges et pénétrantes, si on n'a pas le courage de les faire adopter et appliquer ? Cependant il est juste de reconnaître que la volonté d'un seul homme, fût-il chancelier d'Etat, ne pouvait avoir une grande autorité sur l'aristocratie foncière. Elle aurait eu besoin d'être fermement soutenue pour triompher de la résistance de la puissante caste des propriétaires fonciers. Or, ce soutien, qui pouvait le lui fournir ? Ce n'était pas le Roi, ce n'étaient même pas les paysans intéressés, ils en étaient incapables. Dans ces circonstances, il fallait bien s'incliner.

LIVRE III

L'affranchissement des paysans prussiens

CHAPITRE PREMIER

LA RÉFORME DE 1850

Ce régime de servitude dura, à la plus grande satisfaction de la noblesse jusqu'en 1848. A cette époque survint la grande crise politique qui fut en même temps une crise sociale et une crise agraire. Les paysans, au contact des lumières de la civilisation de plus en plus brillantes, sentirent plus lourdement le poids de l'oppression qui les écrasait, ils s'unirent (*Rustikalvereine*) et même parfois se révoltèrent. Le mouvement fut sans doute assez rapidement arrêté, mais il est plus facile de réprimer une révolte que de détruire une idée. De graves inquiétudes sub-

sistèrent et elles décidèrent en 1850 le roi Frédéric-Guillaume IV et son ministre Manteuffel, presque malgré eux, à compléter la réforme de Hardenberg.

De longues et nombreuses délibérations occupèrent les Chambres prussiennes (1). On cherchait un procédé plus logique et plus politique qu'en France pour affranchir la terre et les paysans.

On sait qu'en France, l'Assemblée constituante avait fait une distinction subtile entre les droits des seigneurs : il y avait les droits qui étaient censés avoir été imposés, procédant de ce qu'on appelait la « féodalité dominante » et les droits qui semblaient provenir d'un contrat intervenu entre le propriétaire et le tenancier, procédant de ce qu'on appelait la « féodalité contractante ». Les premiers furent déclarés abolis sans indemnité ; quant aux seconds, ils devaient être rachetés par le tenancier. Mais la classification de ces droits était assez délicate ; néanmoins on parvint à ranger dans les droits procédant de la « féodalité dominante » : le servage ; la main-morte ; les droits de chasse, de colombier, de déshérence, de bâtardise, d'aubaine, d'épaves ;

1. La constitution parlementaire de la Prusse date du 31 janvier 1850.

la corvée et la taille seigneuriale, les banalités, les péages, etc.

Dans la seconde catégorie, on plaça : les cens et rentes, les lods et ventes, les autres droits de mutation et quelques autres banalités que l'on présumait être, sauf preuve contraire, le prix d'une ancienne concession (1).

Mais dans la pratique, le rachat de ces dernières charges se trouva être très lourd pour les paysans et au contraire trop avantageux pour la noblesse. L'Assemblée législative s'émut de ces conséquences, modifia le système de la Constituante et déclara rachetables avec indemnité les cens et rentes seulement; de plus, au lieu d'admettre en principe que ces droits provenaient d'un contrat sauf preuve contraire, ce fut désormais au seigneur d'établir que ces droits avaient une origine contractuelle (2). Or cette preuve était le plus souvent impossible, de sorte que la suppression des rentes avait lieu sans indemnité.

Les paysans auraient dû maintenant être satisfaits. Pourtant la Convention alla plus loin encore : elle fit table rase de tout ce qui provenait de l'ancien régime (3). C'était un procédé

1. Décret du 11 août 1789. Rapport du 8 février 1790.

2. Décrets du 18 juin et du 16 juillet 1792.

3. Décret du 17 juillet 1793.

radical, mais peut-être aussi un peu injuste que d'annuler tous les contrats intervenus entre le propriétaire et le tenancier. Pour empêcher tout retour sur cette décision, la Convention ordonna en outre de brûler tous les titres féodaux afin de détruire toute preuve de contrat.

La Convention avait donc libéré gratuitement les tenures des paysans français au détriment des derniers propriétaires qui payaient pour leurs prédécesseurs.

On ne pouvait songer à appliquer le même système en Prusse, les circonstances et le régime politique n'étaient pas les mêmes. Il y eut beaucoup d'hésitations, beaucoup de discussions. Enfin les deux Chambres réussirent à se mettre d'accord pour voter les célèbres lois sociales promulguées le 2 mars 1850.

Ces lois sont au nombre de trois :

La première concernant le rachat des charges foncières (*die Ablösung der Reallasten*) et le règlement des rapports entre seigneurs et paysans.

La seconde concernant la création de banques à rentes (*über die Errichtung der Rentenbanken*) destinées à faciliter le rachat.

La troisième complétant sur certains points et modifiant les règlements relatifs à l'indivision (*Gemeinheit*). Nous laisserons cette dernière loi

de côté pour nous occuper uniquement des deux premières dont l'une formera la matière du présent chapitre et l'autre du chapitre suivant.

Deux idées fondamentales se dégagent de la première loi du 2 mars 1850 :

1° Toutes les prestations, toutes les servitudes sont déclarées *rachetables*. Tel est le principe ;

2° Le paysan n'indemniserà plus le seigneur en lui abandonnant le tiers de sa terre, il s'acquittera maintenant au moyen d'une rente en argent.

Ainsi la loi ne s'occupe pas si les charges foncières ont une origine contractuelle ou non. « Toutes les redevances et prestations constantes qui dépendent de biens-fonds occupés jusqu'ici par un emphytéote (fermier héréditaire) ou qui dépendent d'immunités (telles que charges réelles, *Reallasten*) sont abolies suivant les dispositions de la présente section » (§ 6).

A ce principe, il y eut pourtant quelques exceptions : comme les charges publiques et communales, les contributions et prestations fournies pour la construction et l'entretien des églises, presbytères, écoles, etc. Encore actuellement, en Prusse, le droit de chasse n'appartient qu'aux propriétaires de 400 morgen (environ 100 hectares).

Par contre la loi supprime sans indemnité 24 droits seigneuriaux encore existants (1). C'était une sorte de nuit du 4 août, a dit M. Block. Mais en somme ces charges étaient peu importantes, la loi en fit table rase.

L'emphytéose est supprimée et tout contrat de ce genre est nul.

Mais d'autres prestations furent rachetées moyennant le paiement d'une indemnité transformée en rentes-argent (*Geldrenten*) fixes et annuelles.

Pour évaluer la somme due par le paysan, la loi distinguait : 1° les corvées et services fonciers ; 2° les droits que le paysan payait au seigneur en argent.

Les corvées et services fonciers sont considérés comme une rente annuelle payée au seigneur ; on les évalue en argent sans qu'elles puissent dépasser les deux tiers du revenu net de l'exploitation.

Sur quelles bases se fondait-on pour évaluer en argent ces corvées et services fonciers ? La méthode varie suivant les différentes charges. Par exemple les services sont calculés par journées et selon les prix normaux du district ; pour l'évaluation des services manuels aussi bien que

1. Par exemple, suppression des corvées de chasse, du droit pour le seigneur de réclamer le duvet des oies du paysan, etc.

des services d'attelage, on prend en considération la durée du temps du travail, les saisons dans lesquelles ce travail doit être effectué, etc. De même la loi règle la façon dont seront évaluées les redevances fixes en grains, les redevances fixes en nature autres que les rentes en grains, les dîmes payées en produits naturels.

La loi s'occupe ensuite des redevances en argent qu'elle distingue en redevances payées périodiquement au seigneur et redevances payées au moment d'une mutation. Ces dernières sont supprimées purement et simplement sans aucun dédommagement pour le créancier. Quant aux redevances périodiques, si elles sont annuelles, elles sont calculées d'après leur montant annuel ; si elles sont établies sur un certain nombre d'années, leur montant est divisé par le nombre de ces années et le quotient représente la valeur annuelle de la redevance.

Telles étaient les anciennes obligations du paysan. Mais il y avait une contre-partie, c'est-à-dire que si le paysan avait des obligations envers le seigneur, celui-ci en avait envers le paysan, c'étaient les *Gegenleistungen*. Ces *Gegenleistungen* sont évaluées d'après la même méthode que les charges des paysans.

Puis, *Leistungen* et *Gegenleistungen* forment les deux termes d'une soustraction dont le

le reste indiquera la somme nette à payer par le débiteur.

« A l'actif du seigneur, on mettra (§ 80) :

« 1° Son droit de propriété sur la tenure ;

« 2° La *Hofwehr* ;

« 3° Le droit aux services, aux redevances en argent ou en nature, et aux charges de toute sorte, abolis aux termes de la présente loi ;

« 4° Les servitudes sur les biens des paysans, abolies par la loi.

« A l'actif du tenancier :

« 1° Le droit de se placer sous la protection du seigneur dans les cas critiques ;

« 2° L'obligation pour le seigneur de prendre la place du tenancier, si celui-ci ne le peut, pour s'acquitter des contributions et charges publiques ;

« 3° L'obligation pour le seigneur de rebâtir ou réparer les bâtiments, ainsi que de remettre au paysan le bois de construction ;

« 4° Toutes les charges du seigneur abolies par la présente loi ;

« 5° Tous les droits sur les fonds de terre de la noblesse, abolis par la loi, tels que droits de pacage, de bois à brûler, de litière, etc. ».

Tous ces droits évalués en rentes-argent annuelles sont totalisés pour chacune des deux parties ; puis, de la somme convenue pour le

rachat de tous les *Reallasten* est soustraite la somme représentant les obligations du seigneur. Le reste de la soustraction forme le montant en argent que l'une des parties devra payer à l'autre. Cependant d'après le § 63, le tenancier est autorisé à exiger lors de l'établissement de l'indemnité à verser pour le rachat des *Real-lasten* qu'un tiers au moins du revenu net de la tenure lui soit conservé ; l'indemnité peut en être diminuée d'autant. Cette disposition est un léger palliatif opposé au dépouillement complet du paysan par l'aristocratie.

Enfin aux termes du § 64 le débiteur avait le choix entre le paiement du capital correspondant à la vente stipulée, ou la faculté d'user de l'intermédiaire des *Rentenbanken* pour opérer le rachat des rentes-argent. Nous étudierons plus loin ces dispositions en parlant des *Rentenbanken*.

Il nous reste à voir quelle institution fut chargée de surveiller et d'exécuter les opérations de rachat. Cette fonction fut confiée suivant les régions soit à des fonctionnaires du gouvernement, soit plutôt à des « Commissions générales ».

Ces « Commissions générales » ont des attributions très étendues : non seulement elles sont chargées de l'application des mesures prescrites par la loi du 2 mars 1850, mais encore elles

ont le droit de statuer sur les difficultés nées à l'occasion de cette application. C'est pourquoi elles relèvent à la fois du ministère de l'Agriculture et du ministère de la Justice.

C'est par les soins de ces « Commissions » que les charges de toute espèce étaient évaluées en rentes-argent. La somme ainsi obtenue était multipliée par 18 et le produit donnait le montant du capital par le versement duquel le tenancier serait libéré. Soit une rente annuelle évaluée à 800 francs, le paysan aura à payer $800 \times 18 = 14.400$ francs pour devenir propriétaire libre.

Or, il est facile de comprendre que bien peu de paysans, étaient en mesure de verser une pareille somme. La réforme serait illusoire si l'on ne pouvait trouver un mode de libération plus commode. C'est ce que voulut faire la seconde loi du 2 mars 1850 qui instituait les *Rentenbanken*.

CHAPITRE II

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES « RENTENBANKEN »

SECTION I

Rôle et historique des « Rentenbanken »

Nous avons, à la fin du précédent chapitre, constaté la nécessité d'établir un mode de paiement satisfaisant pour les deux parties. Il fallait arriver à contenter deux désirs : d'une part le seigneur avait besoin d'argent, le versement intégral du capital dû pouvait seul le tirer d'embarras, le paiement par annuités était loin de lui présenter la même utilité ; d'autre part, le tenancier se trouvait dans l'incapacité absolue de réaliser le capital exigé ; vendre une partie de sa tenure, il n'y fallait pas compter, une grande quantité de terres se serait trouvée sur le marché, et quand même le paysan aurait

trouvé acquéreur, il n'aurait pu vendre qu'à vil prix.

Le gouvernement jugea tout de suite la situation, et pour fortifier son œuvre, pour la rendre praticable même, il institua les banques à rente ou *Rentenbanken*. Ces établissements placés sous la garantie de l'Etat devaient servir d'intermédiaires entre le seigneur et le tenancier pour faciliter le rachat des rentes dues par celui-ci à celui-là.

Lorsque les charges rachetables sont transformées en rentes-argent fixes (*Geldrenten*), la Banque vient se placer entre le débiteur et le créancier. A celui-ci elle verse immédiatement le capital qui lui est dû sous la forme de lettres à rente (*Rentenbriefe*) portant intérêt et amortissables. Le noble en possession de ces lettres à rente peut les réaliser de suite et toucher la somme entière en une seule fois en les négociant à la Bourse. Dès lors la dette est éteinte, le créancier est payé.

Il ne reste plus maintenant en présence que la *Rentenbank* et le tenancier. Comment celui-ci va-t-il se libérer ? Le règlement sera plus long. Le débiteur versera chaque année une annuité calculée de façon à payer les intérêts des *Rentenbriefe* et à les amortir au bout d'un certain temps. Quand cet amortisse-

ment est terminé, le tenancier est libéré de toute obligation et peut exploiter sa terre sans aucune entrave.

Cette combinaison a donc le double avantage de libérer immédiatement le débiteur de ses charges foncières par le paiement plus pratique d'une simple annuité, et de remettre de suite entre les mains du créancier le capital exigible. C'était l'unique moyen de donner quelque chance de réussite à la réforme du 2 mars 1850.

Ce système de remboursement par amortissement n'était pas fort ancien. La première application en avait été faite en 1770 après la guerre de Sept ans. Comme nous l'avons déjà dit, la propriété foncière se trouvait dans une grande détresse par suite des désastres de la guerre et du bas prix des produits agricoles. Emprunter de l'argent n'était pas une bonne opération, car le taux de l'intérêt était 10 0/0 et plus, et les frais de commission montaient à 2 ou 3 0/0. La noblesse de la province de Silésie obtint de Frédéric II un sursis de trois mois pour payer ses dettes ; nous avons même vu que le Roi prit sur sa caisse particulière pour prêter de l'argent aux grands propriétaires.

Ce fâcheux état de choses inspira à un négociant de Berlin du nom de Bühring l'idée du crédit foncier par association de propriétaires.

Quand un propriétaire avait besoin d'argent, il s'adressait à une banque par actions (*Land-schaft*) qui lui prêtait jusqu'à concurrence du tiers ou de la moitié de la valeur de son immeuble, en billets (*Pfandbriefe*) payables au porteur et portant intérêt de jour en jour. La banque prélevait 1 0/0 pour ses bénéfices. Sur le billet, on n'inscrivait ni le nom de l'emprunteur, ni le bien hypothéqué ; c'était inutile, puisque tous les propriétaires de la province étaient solidairement responsables. Mais si l'un des débiteurs ne payait pas ses intérêts, ses biens étaient immédiatement mis en vente. C'est l'origine du crédit foncier.

Cette association silésienne, d'abord imparfaite, s'améliora par la réforme la plus importante : l'extinction de la dette par amortissement.

L'exemple de la Silésie fut suivi par toute l'Allemagne, des banques analogues se fondèrent rapidement, plusieurs souverains encouragèrent même leurs débuts par des subventions ; dans certaines contrées, l'Etat ou l'autorité provinciale en prirent la direction.

Mais deux faits nuisirent généralement au crédit de ces banques : 1° l'estimation des propriétés était souvent trop élevée ; 2° il avait bien été décidé qu'une partie des bénéfices de la

banque constituerait un fonds d'amortissement destiné au rachat graduel des propriétés hypothéquées, mais cette clause prudente ne reçut aucune exécution.

Néanmoins le crédit de ces établissements s'est bien tenu, même au milieu des crises les plus graves.

Par exemple :

On sait qu'il y eut en 1848 un fléchissement du taux de toutes les valeurs ; malgré cela, le cours des lettres de gage $3\frac{1}{2}$ 0/0 (*Pfandbriefe*) était en 1848 :

Pour la Silésie et la Poméranie, de 93 0/0 ;

Pour la Prusse occidentale, de 83 0/0 ;

Pour la Prusse orientale, de 96 0/0 ;

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes, surtout si on les compare au cours des autres valeurs en 1848 :

La rente prussienne était à 69 0/0 ;

Les actions de la Banque de Prusse à 63 0/0 ;

Les actions des chemins de fer variaient de 30 à 90 0/0.

En 1850, les lettres de gage de Posen 4 0/0 étaient cotées 102 ;

Celles de Mecklembourg, 103.

La solidité des *Pfandbriefe* était donc incontestable.

Aussi, fort de ce résultat, le législateur prus-

sien n'hésita pas à instituer des établissements de crédit pour faciliter le rachat des *Reallasten*.

Ces banques furent créées en Prusse en 1842, mais leur organisation repose sur la loi du 2 mars 1850.

D'autres institutions analogues se créèrent en dehors de la Prusse dans presque tous les Etats allemands. Ainsi en Bavière, créées par les lois du 4 juin 1848 et du 28 avril 1872, on les appelle *Ablösungskassen* en Saxe, ce sont les *Landesrentenbanken*, organisées par la loi du 17 mars 1832, mais fermées le 1^{er} octobre 1859 ; de même en Wurtemberg, Bade, etc.

En Prusse, les *Rentenbanken* ne fonctionnèrent que jusqu'à la loi du 26 avril 1858, qui ordonna leur fermeture. Réouvertes par la loi du 11 janvier 1881, elles subsistèrent jusqu'aux dernières opérations du rachat qui se terminèrent le 31 décembre 1883.

Récemment, la loi du 7 juillet 1891 fit revivre l'institution des *Rentenbanken* pour faciliter la création des *Rentengüter*, non seulement par le service des rentes de ventes stipulées, mais encore par le consentement de prêts au *Rentengutsnehmer* en lettres à rente pour la construction de bâtiments d'habitation et d'exploitation. Enfin une loi du 8 juin 1896

charge les *Rentenbanken* du service de la soulte que l'unique héritier du *Rentengut* ou *Anerbe* paie à ses cohéritiers » (1).

Tel est l'historique des *Rentenbanken*. Nous allons maintenant entrer dans quelques détails au sujet de leur organisation et de leur fonctionnement, tels qu'ils résultent de la loi du 2 mars 1850. Nous verrons plus loin, en étudiant le système des *Rentengüter*, ce que la loi du 7 juillet 1891 y changea.

SECTION II

Organisation des « *Rentenbanken* ».

Leur fonctionnement

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 2 mars 1850, — applicable à toute la monarchie sauf les pays situés sur la rive gauche du Rhin — « pour hâter le rachat des *Reallasten* et la

1. Aujourd'hui il y a des *Rentenbanken* à :

Königsberg, pour la Prusse occidentale et orientale ;

Berlin, pour le Brandebourg ;

Stettin, pour la Pomeranie, le Schleswig-Holstein et le duché de Lauenbourg ;

Posen, pour la province de Posen ;

Breslau, pour la Silésie ;

Magdebourg, pour la province de Saxe et le Hanovre ;

Münster, pour la Westphalie, la province du Rhin et la Hesse-Nassau.

« solution complète des rapports juridiques
« entre les ci-devant bénéficiaires de ces charges
« et les ci-devant assujettis, une *Rentenbank* doit
« être créée dans chaque province ».

Nous avons énuméré (V. note p. 132) les villes qui en furent pourvues.

Ces banques portent le titre officiel de :
Direction de la Rentenbank pour la province de.....

Cette *Direction de la Rentenbank* a à sa tête un directeur aidé dans sa tâche par un personnel subalterne (*Hülffs und Subalternpersonal*) et elle est soumise à différents contrôles. Le contrôle supérieur est exercé par le ministère. De plus la banque est rattachée aux gouvernements de provinces et aux commissions de rachat ; enfin la représentation provinciale (*Provinzialvertretung*) a le droit d'y envoyer des délégués dont la présence est même nécessaire à l'accomplissement de certaines formalités : c'est ainsi, comme nous le verrons plus loin, que le tirage au sort des *Rentenbriefe* et leur destruction quand ils ont été remboursés se font publiquement sous la direction de la *Rentenbank* en présence de deux délégués de la diète provinciale et d'un notaire (§ 47 de la loi du 2 mars 1850).

Ainsi constituées, les *Rentenbanken* vont prê-

prêter leur concours au seigneur et au tenancier. Nous avons vu dans le chapitre précédent comment les *Reallasten* appartenant à un immeuble et susceptibles de rachat ont été évalués et transformés en rentes-argent fixes, comment ensuite, en multipliant leur montant par 18, on obtenait le capital exigible par le créancier ; nous avons vu aussi que le débiteur pouvait, s'il le pouvait, (mais le cas était rare), opérer immédiatement le versement intégral du capital sans user de l'intermédiaire de la *Rentenbank* — ou bien demander le transport de la rente à la *Rentenbank*.

Cette transmission des rentes-argent à la banque va être effectuée par les soins de la « Commission générale » au moyen d'un recès ou procès-verbal. Ce recès constitue la régularisation du rachat, et il mentionne la cession par le débiteur ou le créancier de la rente à la *Rentenbank* ; de plus, il examine ce rachat dans ses conséquences vis-à-vis de la banque et chacune des deux parties (§ 12).

Quant aux *Reallasten* d'un bien fonds, qui ont déjà été transformés en rentes-argent avant la publication de la loi du 2 mars 1850, on dressera à leur sujet un recès particulier, dans le cas où ces rentes doivent être rachetées par la *Rentenbank* (§ 13).

Les recès sont toujours ratifiés par la commission et expédition en est délivrée par elle à la *Rentenbank*.

A partir de ce moment, c'est cet établissement qui va agir (§ 14). Sa direction déterminera le jour de la transmission de la rente à la banque, ainsi que le jour du premier versement de l'annuité (§ 15). Cette transmission ne peut avoir lieu que le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre : il y a choix entre ces deux seules dates. Et une fois opérée, le créancier et le débiteur n'ont plus aucune espèce de rapports entre eux, chacun d'eux ne connaît plus que la *Rentenbank* soit comme créancier, soit comme débiteur.

Pour désintéresser le créancier, la *Rentenbank* va lui remettre 20 fois le montant de la rente totale (1) en lettres à rente ou *Rentenbriefe* d'après leur valeur nominale et si la somme ne correspond pas à une coupure exacte de *Rentenbrief* le surplus est versé en espèces.

Le crédi-rentier touchera cette indemnité le jour même où la rente est transmise à la *Rentenbank*, sur l'autorisation de la « Commission générale ».

1. Quand le créancier reçoit son indemnité en argent comptant, il n'a droit qu'à 18 fois le montant de cette rente (v. plus haut, page 125).

Nous allons maintenant dire quelques mots des *Rentenbriefe*, de leur émission, et de leur extinction.

Les *Rentenbriefe* sont des obligations émises par la Direction de la *Rentenbank* négociables en Bourse, garanties par les rentes que doivent les débi-rentiers, divisées en coupures de 1.000, 500, 100, 25 et 10 thalers et rapportant un intérêt annuel de 4 0/0 payable en deux termes : 1^{er} avril et 1^{er} octobre (§ 32).

Un modèle de *Rentenbrief* est annexé à la loi du 2 mars 1850 sous la lettre C :

Lettre A

(Armes royales)

N^o.....

MILLE THALERS

Mille thalers en *preuss. courant* seront payés comptant au porteur de ce *Rentenbrief*, par la *Rentenbank*, de la province de....., érigée conformément à la loi du..... sous la garantie de l'Etat — après tirage au sort effectué d'après la loi citée. Jusqu'à ce remboursement ils rapportent un intérêt de 4 0/0 payable en deux termes : 1^{er} avril et 1^{er} octobre.

La valeur est confiée en rente à la *Rentenbank*
le.....

Direction de la *Rentenbank* de la province de.....

En même temps que les *Rentenbriefe* la direction de la *Rentenbank* émet des coupons à intérêt (*Zinscoupons*) pour une période de 8 années. Cette période écoulée, elle renouvelle le titre avec des coupons pour 8 autres

années. La première émission de coupons datait du 1^{er} octobre 1850.

Il est annexé à la loi du 2 mars 1850 un modèle de coupon à intérêt.

Ces coupons sont présentés et payés à la caisse de la *Rentenbank* le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre de chaque année. Mais la loi ordonne à toutes les caisses royales d'accepter en paiement ces coupons même avant l'échéance.

Les coupons à intérêt se prescrivent au bout de quatre ans au profit de la *Rentenbank* à partir du 31 décembre qui suit l'échéance (§ 96).

Une fois émis les *Rentenbriefe* sont des titres essentiellement négociables, ils peuvent être donnés en gage, être acceptés en dépôt judiciaire, en caution de tutelle, etc. (§ 97). Cette disposition est très importante, car c'est elle qui permet au seigneur de réaliser son capital quand et dans la proportion qu'il veut.

Nous venons de voir que les *Rentenbriefe* rapportent un intérêt de 4 0/0; or le débiteur verse, selon les cas que nous distinguerons, une rente calculée à raison de 4 1/2 ou de 5 0/0 sur le montant du capital exigible. Il y a donc un excédent de 1/2 ou de 1 0/0 au profit de la *Rentenbank*. Que deviendra cet excédent ? Aux termes du § 38 de la loi, il sera destiné à assurer le service de l'amortissement des lettres de rente.

La *Rentenbank* doit en effet chaque semestre procéder au tirage au sort d'un certain nombre de *Rentenbriefe*, remboursés selon leur valeur nominale. Ce nombre est déterminé proportionnellement aux sommes disponibles à la fin du semestre, au fonds d'amortissement créé comme l'indique le § 38 ainsi qu'aux sommes qui sont payées ou censées payées comme capitaux de rachat à la fin du semestre.

Ce tirage a lieu aux mois de mai et de novembre ; il s'effectue publiquement sous la direction de la *Rentenbank* en présence de deux députés de la diète provinciale et d'un notaire.

« Après le tirage au sort, les *Rentenbriefe* « sortis doivent être portés à la connaissance « du public (par les journaux) avec la désignation de leur lettre, numéro et de leur montant » (§ 42). Le porteur est en même temps invité à se présenter au paiement au terme fixé dans cette publication ; et les intérêts cessent de courir à partir du tirage.

Les *Rentenbriefe* remboursables sont prescrits au bout de 10 ans à partir du 31 décembre qui suit le terme d'échéance (§ 44).

Quand les *Rentenbriefe* ont été remboursés, ils sont détruits et leur destruction se fait publiquement comme le tirage au sort (§§ 46 et 47) ; le compte rendu de cette opération est

publié dans les journaux officiels de la province.

Dans le cas de perte d'un *Rentenbrief*, le porteur doit en aviser la *Rentenbank* en indiquant les circonstances de l'événement ; puis après avoir suivi une procédure très compliquée et très minutieuse qui varie selon les cas, un nouveau titre pourra lui être délivré.

Quand la lettre à rente aura été détruite, il suffira au porteur de convaincre la *Rentenbank* de la réalité de cette destruction ; quand elle a été perdue, il faudra qu'elle ait été annulée par arrêt du tribunal.

Il y a encore d'autres cas dans lequel le porteur de *Rentenbrief* peut être privé de son titre, c'est quand les droits des tiers sont en jeu. Ces tiers sont d'abord des institutions de crédit foncier comme le Crédit royal de Silésie, qui avant le rachat des charges foncières ont prêté de l'argent au seigneur et émis en contre-partie des lettres à gage ou *Pfandbriefe*. Ces établissements de crédit peuvent réclamer le dépôt dans leurs caisses, d'un certain nombre de *Rentenbriefe* correspondant au montant dont la garantie des *Pfandbriefe* a été diminuée par suite de l'extinction des charges réelles (al. 2, § 49).

En outre, les créanciers hypothécaires peuvent également dans le même cas demander le rétablissement de la garantie qu'ils possédaient

auparavant, c'est-à-dire de faire mettre le nombre de *Rentenbriefe* nécessaire en dépôt judiciaire.

Revenons maintenant au tenancier, c'est-à-dire au débiteur. Celui-ci devra au moyen d'une annuité payer les intérêts et l'amortissement au bout d'un certain temps des *Rentenbriefe* donnés à son créancier. La libération du tenancier est ainsi grandement facilitée et sa satisfaction est d'autant plus complète que la radiation des *Reallasten* antérieurement inscrits sur le registre des hypothèques est faite sans frais par un agent de la « Commission générale » aussitôt que la transmission de la rente est faite à la *Rentenbank*. Le tenancier profitait ainsi d'un double avantage pécuniaire et moral quand il empruntait l'intermédiaire de ces institutions de crédit.

Bien entendu, l'inscription hypothécaire disparaissant, la *Rentenbank* a besoin de certaines garanties pour assurer le recouvrement des annuités : la loi lui donne un privilège analogue à celui des impôts d'Etat, et, au point de vue de la perception, elle lui accorde les mêmes droits et autorisations que possède l'administration pour la perception des contributions publiques ; enfin la banque peut exiger que les bâtiments du tenancier soient assurés à une compagnie d'assurance qu'elle désignera.

L'annuité versée chaque année par le débiteur comprendra les intérêts à 4 0/0 des *Rentenbriefe* qui ont servi à indemniser le créancier, plus une prime destinée à amortir ces obligations dans un certain nombre d'années.

Quelle sera la durée de cette période d'amortissement? En principe le débiteur sera complètement libéré au bout de 41 1/12 ans, soit 493 mois; mais s'il craint que la charge ne soit trop lourde, il peut demander que l'annuité soit diminuée d'un dixième et la période d'amortissement se trouvera portée à 56 1/12 ans ou 673 mois; le taux sera de 4 1/2 au lieu de 5 0/0.

Il est annexé à la loi du 2 mars 1850, deux tableaux A et B représentant la marche de l'amortissement, l'un pendant 56 1/12 ans, l'autre pendant 41 1/12 ans.

Quand l'amortissement se fait en 56 1/12 ans, l'annuité est de 4 1/20/0 et comprend 4 0/0 pour les intérêts et 1/20/0 pour le fonds d'amortissement.

Quand l'amortissement se fait en 41 1/12 ans, l'annuité est de 5 0/0 et comprend 4 0/0 pour les intérêts et 1 0/0 pour le fonds d'amortissement.

Ces tableaux A et B présentent une autre utilité. Au cours de la période d'amortissement, le

débi-rentier a la faculté d'amortir la rente en tout ou partie par le paiement du capital. Une seule condition lui est imposée c'est d'avertir de son intention le directeur de la *Rentenbank* au moins six mois à l'avance et le paiement a lieu le 31 mars ou le 30 septembre. Cependant le capital ne peut être versé que si le débi-rentier a acquitté toutes les rentes échues. La tâche des agents de la banque est singulièrement facilitée par la loi, ils n'ont qu'à se reporter aux tableaux A et B qui donnent pour chaque année des deux périodes d'amortissement (41 $\frac{1}{12}$ et 56 $\frac{1}{12}$ ans) le capital qui reste dû ; les exemples donnés par les tableaux ont été choisis de façon à pouvoir facilement et rapidement calculer toute espèce de rente.

Si par exemple le débi-rentier veut racheter une annuité de 10 thalers calculée à raison de 5 0/0, au bout de 30 ans une des colonnes du tableau nous indiquera qu'il aura à verser 94 thalers 2 silbergr. Mais au lieu de racheter intégralement l'annuité de 10 thalers, il peut ne racheter que 6 thalers, le même examen nous indiquera à la 30^e année 56 th. 13 silb. 2.

Quand le paiement est effectué, la Direction de la *Rentenbank* délivre à la partie versante une quittance. Cette quittance indique : 1^o à combien l'annuité ainsi réduite se montera dans

l'avenir ; 2° à quel terme cette nouvelle annuité devra être payée pour la première fois. C'est seulement par cette quittance que le débi-rentier est libéré.

Nous avons vu que la *Rentenbank* émettait des *Rentenbriefe* et que ces obligations étaient exactement couvertes par les annuités que devaient les tenanciers. Mais quoique leurs totaux atteignent finalement le même chiffre, ces deux opérations ne concordent pas toujours absolument à certaines époques. D'où la nécessité pour la banque d'avoir un fonds de roulement, qui lui a été accordé par l'Etat. De plus les sommes que les *Rentenbanken* gagnent par l'emploi rapportant intérêt de leurs existences de caisse ou encore par la prescription des coupons à intérêt ou des *Rentenbriefe* sortis au tirage, conformément aux §§ 36 et 44, sont destinés à fournir un fonds de réserve (§ 52). Ce fonds de réserve qui atteignait au 1^{er} décembre 1899 15.947.500 M., a pour but de couvrir les pertes d'annuités qui pourraient se produire et même dans le cas où il ne suffirait pas, la différence serait comblée par l'Etat. C'est encore une nouvelle charge pour ce dernier. Aussi en compensation, la loi a décidé qu'à la fin des opérations de rachat par la *Rentenbank* les existences restant dans le fonds de réserve

à ce moment-là seraient acquises à l'Etat.

L'avoir de la *Rentenbank* comprend donc :

1° Un fonds de roulement ;

2° Un fonds de réserve.

Ces ressources sont très suffisantes, car la *Rentenbank* a peu de frais. En effet, aux termes du § 54 de la loi du 2 mars 1850, l'Etat se charge des frais occasionnés par la création et l'administration des *Rentenbanken* ; de plus les opérations qui leur incombent jouissent de l'exemption de timbre et de la franchise postale (*Stempel-und Portofreiheit*).

De toute cette étude, il résulte bien que les *Rentenbanken* avaient pour trait caractéristique d'être des établissements créés, dotés et administrés par l'Etat. Les avantages concédés soit au seigneur, soit au tenancier par leur intermédiaire ne coûtaient ainsi absolument aucun frais. Les résultats promettaient donc d'être excellents. Malheureusement cette législation libérale fut très combattue, et une loi du 16 mars 1857 décida que la loi du 2 mars 1850 sur l'institution des *Rentenbanken* cesserait de s'appliquer le 31 décembre 1858. Les demandes de régularisation qui ne seraient pas intervenues à cette date seraient forcloses, et obligées d'affronter toutes les difficultés d'un arrangement à l'amiable.

CHAPITRE III

RÉSULTATS DE CETTE LÉGISLATION

Quelles furent les conséquences de ces lois de 1850 ? Nous avons vu que leur but était de faire pour les petits tenanciers ce que les lois de 1811 et 1816 avaient fait pour les gros. De même qu'en 1811 et 1816, moyennant l'abandon d'une partie de leur tenure (moyennant un capital en argent depuis 1851) au lieu du titre précaire qu'ils avaient auparavant, les petits tenanciers acquirent le droit de propriété ; en second lieu, les corvées et autres services gratuits furent déclarés rachetables.

Cette réforme aurait dû avoir une répercussion énorme, plus grave qu'en 1816 ; car les petits tenanciers qui n'étaient pas encore libérés étaient beaucoup plus nombreux que les gros. Or nous sommes surpris de constater que les lois de 1850 ont entraîné beaucoup moins d'affranchissements : 12.000 environ au lieu de 3 à 400.000 qui auraient dû se produire.

Cet insuccès vient de l'opiniâtreté que l'aristocratie mit à défendre ses privilèges ; quant au bien-être des paysans, elle n'en avait cure.

Prévoyant cette réforme, les nobles, en effet, avaient pris des mesures à l'avance : ils avaient réussi à chasser beaucoup de petits tenanciers de leur tenure ou du moins à soumettre la possession de la terre à d'autres formes, de sorte que, lorsque fut publiée la loi de 1850, il était beaucoup trop tard, parce que l'objet sur lequel elle devait porter avait disparu.

Sans doute, depuis lors, la propriété rurale est entièrement libérée en Prusse. Les anciens *Rittergüter* peuvent être possédés par tous sans distinction de classe ni de religion. Voilà certes des réformes inspirées par les sentiments les plus généreux. Mais leur application rencontra beaucoup d'obstacles : il n'était pas facile de faire disparaître en un jour des entraves réelles et personnelles qui étaient si profondément enracinées dans le passé.

De plus, la libération des charges foncières ne se fit pas toujours en argent, il était impossible au tenancier, surtout depuis la suppression des *Rentenbanken* en 1858, de se libérer par le versement d'un capital ; bon gré mal gré il dut abandonner une partie de sa tenure comme après 1811. En ajoutant à cette cession

l'abandon d'un autre morceau de terre pour obtenir le titre de propriétaire, que resta-t-il au tenancier ? Les *Bauernstellen* furent réduites à rien et les paysans ne purent plus y vivre. La liberté ne leur fut donc que peu profitable. Vivant uniquement de quelques pommes de terre dont le grand propriétaire leur faisait l'aumône, leur condition n'est pas encore beaucoup plus douce que celle des serfs d'antan. Aussi dès qu'ils ont pu amasser un petit pécule, ils émigrent, les campagnes se dépeuplent, les villages disparaissent.

En résumé, si le nombre des propriétaires depuis 1850 a augmenté d'environ 12.000, il y a au moins 100.000 petits paysans dont la situation est moins bonne qu'à la fin du XVIII^e siècle. Cependant, il convient d'ajouter, en faveur de la législation, que le paysan n'avait ni l'intelligence, ni l'esprit d'initiative, ni la force de volonté nécessaires pour tirer parti de l'indépendance qu'on lui accordait. La responsabilité qu'on lui donnait dépassait ses capacités.

En ce qui concerne le grand propriétaire, il s'enrichit ou du moins il augmenta son domaine des biens ruraux abandonnés par les paysans. Et quoique le mot de Pline : *Latifundia perdere Italiam*, ne soit pas absolument applicable à la Prusse, la grande propriété y prit néan-

moins des proportions de plus en plus inquiétantes. « Les *Rittergüter* étaient en 1837 au « nombre de 12.015, comprenant 25.046.936 « morgen (1). En 1858, on en comptait 12.827 « avec une étendue totale de 27.550.000 morgen. Les *Rittergüter* avaient donc gagné en « 20 ans 2.053.064 morgen ou plus de 600.000 « hectares. L'étendue moyenne de ces domaines s'était élevée de 2.085 à 2.148 morgen. Le « plus petit mesurait 1 morgen ou 25 ares, le « plus grand 72.904 morgen.

« La libre disposition de la propriété foncière, loin de nuire aux grands domaines, « leur avait donc été favorable. Il est vrai « qu'une circonstance particulière était venue « contribuer à l'extension des grands biens. « Même après les réformes de Stein, les domaines roturiers étaient restés grevés de beaucoup de servitudes au profit du domaine seigneurial : vaine pâture, corvées, etc. Les « paysans, pour se libérer, eurent à verser des « sommes assez importantes. Une commission « spéciale fut même établie (*Auseinandersetzungskommission*) pour présider à cette œuvre de libération du sol. Un chiffre suffira « pour donner l'importance de ses travaux :

1. Un morgen vaut $2.550 \text{ m}^2 = 25 \text{ ares } 1/2$.

« 1.500.000 propriétaires et 14 millions d'hectares ont été affranchis par son intervention. Afin de payer, le payeur emprunte. Jusque vers 1840, les produits agricoles étaient à un bon marché extrême, les voies de communication manquaient, le débouché extérieur était nul. Beaucoup de petits propriétaires, ne pouvant faire face à leurs engagements, furent obligés de vendre. L'offre excéda la demande, les terres tombèrent à vil prix. Ce fut une crise longue et cruelle. Les propriétaires aisés se rendirent alors adjudicataires des terres des paysans au moyen du produit du rachat des servitudes féodales. Plus d'un cultivateur préféra transiger et abandonner une partie de sa propriété pour affranchir le reste. C'est ainsi que les *Rittergüter* gagnèrent du terrain malgré le mouvement naturel en raison duquel la propriété se divise à mesure que la population augmente » (1).

Un tableau de répartition des propriétés rurales par contenances reproduit par M. de Foville (2) nous donne une idée de ce qu'était devenue la propriété dans l'est de la Prusse

1. De Laveleye, *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1862.

2. De Foville, *Le Morcellement*.

comparée à celle de l'ouest où règne un régime .
assez semblable à celui de la France :

		Nombre des propriétés dans les districts de	
Désignation des catégories		Aix-la- Chapelle	Dantzig
De	0 à 10 ares . . .	1.214	182
	10 à 20. . . .	2.500	419
	20 à 50. . . .	5.870	1.552
	50 à 1 hectare .	6.034	1.636
	1 à 2. . . .	7.779	1.819
	2 à 3. . . .	4.681	1.221
	3 à 4. . . .	3.278	881
	4 à 5. . . .	2.263	759
	5 à 6. . . .	1.863	764
	6 à 7. . . .	1.477	638
	7 à 8. . . .	1.162	591
	8 à 9. . . .	894	611
	9 à 10. . . .	739	501
	10 à 20. . . .	2.985	3.594
	20 à 30. . . .	756	1.824
	30 à 40. . . .	260	1.146
	40 à 50. . . .	135	713
	50 à 75. . . .	148	997
	75 à 100. . . .	81	434
	100 à 200. . . .	58	451
	Plus de 200. . . .	15	417
		44.232	21.150

Dans le district d'Aix-la-Chapelle, ces 44.232 propriétés se partageaient 197.580 hectares, soit 4 1/2 hectares par propriété.

Dans le district de Dantzig, ces 21.150 propriétés formaient une contenance totale de

582.268 hectares, soit 27 1/2 hectares par propriété.

Sous la forme de proportions, on aurait le tableau suivant :

	Aix-la-Chapelle	Dantzig
Très petite propriété (0 à 2 hectares).	52,90 0/0	26,51 0/0
Petite propriété (2 à 6 hectares) . .	27,55	17,14
Moyenne propriété (6 à 50 hectares).	18,87	45,49
Grande propriété (50 à 200 hectares).	0,65	8,89
Très grande propriété (plus de 200 hectares)	0,03	1,97

Tous ces chiffres par eux-mêmes nous indiquent la situation et le font d'autant mieux que le terme de comparaison : le district d'Aix-la-Chapelle, a un régime de propriété analogue à celui de la France.

Au Landtag, à la séance du 22 février 1886, M. Lucius, ministre de l'Agriculture, s'appuyant sur des statistiques récentes, donnait les chiffres suivants pour les provinces de la Prusse.

Les grandes fermes dépassant 100 hectares dans les sept provinces prussiennes à l'est de l'Elbe étaient au nombre de 18.000 et représentaient 42 0/0 de la surface agricole.

Voici les chiffres pour chacune de ces provinces :

	Propriétés dépassant 100 hectares
Poméranie	51 0/0
Posnanie	55
Prusse occidentale	47
Prusse orientale	39
Brandebourg	34
Silésie	16
Province de Saxe	27

Si l'on prend à part la Nouvelle Poméranie citérieure, on trouve que la proportion était encore beaucoup plus forte. Les fermes de 600 morgen (160 hectares) y occupaient (en 1881) 75 0/0 de la superficie des terres et même, avec leurs dépendances, il faut compter 80 0/0. Il restait pour les paysans 15 0/0, 5 0/0 appartenant aux villes.

Pour prendre un point de comparaison, qui fera mieux sentir l'importance de ces chiffres, ajoutons que dans le Hanovre, la Westphalie, la Hesse-Nassau, la province rhénane et la principauté de Hohenzollern, cette proportion n'est plus que de 6 0/0 et descend même quelquefois à 2 0/0.

Le *Reichsanzeiger* des 10, 23 février et 11 mars 1891 publiait quelques tableaux sur la mauvaise répartition de la propriété en Prusse au début de 1891. Voici un de ces tableaux dis-

tinguant la grande, la moyenne, la petite propriété et la propriété parcellaire (1).

Catégories de pro- priétés privées	Nombre		Superficies	
	en chiffres absolus	propor- tion 0/0	en hec- tares	Propor- tion 0/0
Grande pro- priété . .	32.488	2,1	9.673.187	37,9
Moyenne pro- priété . .	182.410	11,7	7.112.150	29,7
Petite pro- priété . .	266.187	17,1	4.509.869	18,9
Propriété parcellaire.	1.078.627	69,1	3.238.236	13,5
	<u>1.559.712</u>	<u>100,0</u>	<u>23.933.442</u>	<u>100,0</u>

Il serait intéressant de comparer ces chiffres avec ceux de la France et particulièrement avec ceux de la grande enquête de 1884. Mais dans les statistiques françaises, les grande, moyenne et petite propriétés ne correspondent pas avec les divisions des statistiques prussiennes. De plus, la comparaison ne pourrait être très concluante, car l'enquête de 1884 en France confond propriétaires et exploitants, ce qui n'est pas du tout la même chose, car il arrive qu'un fermier fait valoir plusieurs propriétés, et réci-

1. On appelle ici grande propriété celle dont le revenu net imposable dépasse 1.500 Marks :

la moyenne propriété, va de 300 à 1.500 M. ;

la petite propriété a un revenu de moins de 300 M. ;

enfin la propriété parcellaire est celle qui n'est pas suffisante pour assurer l'existence du propriétaire.

proquement un propriétaire peut avoir plusieurs fermiers différents. En Prusse, qui dit : exploitant dit presque toujours propriétaire.

Les nombreux chiffres donnés plus haut n'en montrent pas moins clairement la situation de la propriété foncière et la répartition du sol après la loi de 1850 et avant l'organisation des *Reutengüter*.

En quoi cette répartition est-elle défectueuse :

Ce n'est pas le lieu d'examiner ici avec détails les avantages et les inconvénients réciproques de la grande et de la petite propriété. Disons simplement que si la grande propriété se fait souvent remarquer par une culture supérieure à celle des petites tenures, encore faut-il qu'elle remplisse deux conditions : 1° il faut au grand propriétaire des capitaux suffisants ; 2° il faut qu'il soit secondé par une main-d'œuvre de première qualité. Or en Prusse, surtout dans la partie orientale, les capitaux disponibles sont loin d'être en proportion de l'étendue des terres possédées par les grands propriétaires. Quant à la main-d'œuvre, les travailleurs agricoles ayant été expulsés de leurs propres terres, il ne reste plus que des ouvriers inférieurs. Dans ces conditions, l'agriculture ne pouvait prospérer.

Quels sont ces ouvriers agricoles dont nous venons de parler ? On distingue ;

1^o Les domestiques, qui louent leurs services à l'année, sont logés chez le maître, et sont le plus souvent payés en nature. Ils vivent sans initiative, sans espoir d'améliorer leur sort, Ce sont des ouvriers médiocres.

2^o Les journaliers libres qui habitent le village voisin et louent leurs services non plus à l'année, mais au jour et à la semaine, tantôt à l'un, tantôt à l'autre. Ces travailleurs ont une situation plus indépendante, leur salaire est payé en argent. Parfois, ils réussissent à avoir un livret de caisse d'épargne, puis à acquérir un petit lopin de terre s'il s'en trouve un à leur portée.

3^o Les ouvriers nomades, qui vont d'un pays dans l'autre, apparaissent au moment du travail à l'époque de la moisson et disparaissent ensuite.

La situation générale de ces ouvriers agricoles est des plus médiocres. Bien que, depuis quelques années, les salaires aient augmenté considérablement, doublé même, ils ne peuvent conquérir une réelle indépendance que s'ils réussissent à devenir propriétaires. En faire des propriétaires, voilà la question à résoudre ! Or, il est presque impossible pour un ouvrier d'acquérir le moindre arpent de terre et on en a la preuve quand on examine, dans le tableau

donné plus haut (v. p. 153), combien est petite la part de la propriété parcellaire, celle de moins d'un hectare, c'est-à-dire la seule à laquelle puisse espérer l'ouvrier.

En présence d'une telle situation, les travailleurs agricoles ont recours à l'émigration. Ils vont dans les provinces de l'ouest où la vie est moins pénible, ou bien même vont chercher fortune dans l'Amérique du Nord. Dans la période de 1871-1887, la moyenne de l'émigration fut de 120.000 par an. Et en constatant que ce sont les plus énergiques qui partent et que les gens sans initiative, sans volonté, restent dans le pays, on s'explique l'expansion énorme de l'Allemagne à l'extérieur, mais on comprend aussi les plaintes amères des grands propriétaires à l'intérieur.

Voici à ce propos ce que disait le *Jahresbericht des landwirtschaftlichen Provinzialvereins für Posen* (1) :

« Les doléances des agriculteurs augmen-
« tent d'année en année. Dès le commencement
« du printemps, les jeunes ouvriers et ou-
« vrières affluent par centaines et par milliers
« vers les gares de chemin de fer pour aller
« dans le centre et le sud de l'Allemagne cher-

1. Rapport annuel de l'association agricole provinciale de Posen, année 1889, pp. 9 et 10.

« cher du travail agricole ou industriel à des
« salaires plus élevés que ceux qui sont payés
« ici par les agriculteurs. Le plat pays se dé-
« peuple ainsi et nécessairement nos agricul-
« teurs doivent essayer de se tirer d'affaire
« avec les ouvriers moins capables qui restent.
« Ajoutez à cela que les travaux considérables
« entrepris dans la province même pour l'amé-
« lioration des voies de communication, (qu'il
« s'agisse de la construction de chemins de fer,
« de routes, ou de grands travaux de pavage),
« enlèvent à l'agriculture beaucoup de travail-
« leurs auxquels on paie des salaires plus éle-
« vés que pour le travail agricole. Enfin, dans
« les grandes villes, le taux des salaires des
« ouvriers de construction et des manœuvres,
« ceux même des domestiques, ont subi une
« augmentation ; de sorte que pour toutes ces
« raisons les agriculteurs sont forcés d'élever
« de leur côté aussi les salaires. Il est surtout
« difficile de se procurer des servantes pour
« traire les vaches, parce que ces domestiques
« n'acceptent pas de place où elles doivent
« traire... ».

Le Dr Max Sering résume la situation en disant que la législation agraire du xix^e siècle a certainement amélioré la condition des classes moyennes de paysans (en 1865, il y avait

796.265 corvéables et redevanciers rachetés par l'effet de ces lois) ; mais elle a été la cause de la diminution des petites exploitations et elle a consommé « la séparation de la classe des travailleurs de celle des paysans ».

Il est évident que, dans ces conditions, la grande propriété ne pouvait remplir son rôle économique ; le seigneur restait inactif et découragé sur son vaste, trop vaste domaine. Aussi tout le monde était d'accord : gouvernants et économistes, pour réduire la grande propriété, propager la moyenne, et surtout la petite propriété et la propriété parcellaire, afin de fixer les ouvriers agricoles dans les campagnes en leur donnant l'espoir et la perspective de s'élever toujours au-dessus de leur présente condition.

Ce fut le programme que le gouvernement prussien se traça (était-ce dans l'intérêt des paysans ou dans l'intérêt de la noblesse ? nous le verrons) et qu'il essaya de remplir en faisant voter les lois de 1886, 1890-91, 1896 et 1900.

LIVRE IV

La colonisation intérieure de la Prusse et l'organisation des « Rentengüter »

CHAPITRE PREMIER

COMMENT NAQUIT L'IDÉE D'INSTITUER DES « RENTENGÜTER »

Pour remédier à l'état de la propriété rurale, la noblesse et les adversaires des lois libérales de 1850 montrant les mauvais effets du libre commerce des terres, étaient partisans du rétablissement de l'ancienne emphytéose (*Erbpacht* ou *Erbzinsgeld*) : le paysan redeviendrait, comme au temps de la féodalité, le simple possesseur de sa tenure dont il jouirait moyennant le paiement d'une redevance perpétuelle au hobereau, seul véritable propriétaire. Il était difficile d'imaginer un autre système, puisque la

noblesse avait acquis presque toutes les terres.

En tous cas, il importait de reviser les lois de 1850. L'idée de revenir sur ces réformes fut émise par le Dr Miquel, ancien maire d'Osnabrück, alors simple député. M. Miquel était secrètement favorable à l'établissement d'un système analogue à l'ancienne emphytéose.

Compatriote et disciple de Justus Möser, il pensait comme celui-ci que le paysan n'était pas propriétaire de la terre, qu'il n'en était que possesseur, la terre appartenait à l'Etat ou aux seigneurs. Il était en outre admirateur de Rodbertus.

La réforme se serait peut-être fait attendre longtemps encore si M. Miquel n'était devenu député, puis ministre des Finances. Deux fervents collaborateurs l'aidèrent dans sa tâche : le prince de Bismark et M. Lucius, ministre de l'Agriculture.

Le 8 mai 1879, Bismark déclarait au Reichstag que l'abolition de l'emphytéose en 1850 avait été une lourde faute, car cette institution était le seul remède qu'il voyait aux maux de l'agriculture et à l'émigration.

La même année, le Conseil d'agriculture (*Landes Economie Kollegium*) — fondé en 1842, réorganisé en mai 1870 et composé de savants, d'agronomes, et de fonctionnaires nommés par

le ministre de l'Agriculture et siégeant à Berlin — avait invité le ministre de l'agriculture à étudier la question de remédier au regrettable état de choses qui existait en Prusse, de répondre aux exigences de la colonisation intérieure et de venir en aide à la population ouvrière agricole. Peut-être y aurait-il lieu, selon l'avis du Conseil, de reviser la législation en instituant par exemple un système de baux héréditaires, tel que l'emphytéose perpétuelle (*Erbpacht* ou *Erbzinsgeld*). Dans l'esprit des membres du Conseil, cela faciliterait la constitution de biens ruraux en assurant l'existence durable des petites exploitations désormais cultivées par une population agricole fixe.

Pour répondre à cette invitation, le ministre de l'Agriculture, M. Lucius, rédigea un mémoire sur la question :

« Pour se conformer aux vues du Conseil, il
« faudrait créer, disait-il, des biens ruraux dont
« l'acquisition offrirait cette particularité que
« l'acquéreur s'obligerait par contrat à payer
« une redevance annuelle. En outre l'institution
« de ses biens, appelés *Rentengüter*, serait
« caractérisée par ce fait que les intéressés pour-
« raient, en vertu d'une convention librement
« conclue, imposer à chacun des propriétaires
« successifs de ces biens certaines restrictions

« dans le droit d'en disposer. Puis, des stipula-
« tions contractuelles assureraient la perpétuité
« de la redevance, qui ne serait pas rachetable
« et limiteraient également le droit de disposer
« accordé au censitaire (1).

« Par l'application au *Rentengut* des dis-
« positions quelque peu modifiées du *Häfe-*
« *recht* qui, dans plusieurs provinces prus-
« siennes, reconnaît au propriétaire d'un bien
« de paysan la faculté de faire inscrire son do-
« maine sur un registre et d'ouvrir pour cet acte
« une succession privilégiée à son fils aîné, ou à
« défaut de fils à l'aînée de ses filles, la solvabi-
« lité des censitaires serait consolidée d'une
« manière durable et il serait pourvu à la con-
« servation d'une bonne classe agricole.

« Mais le *Rentengut* ne pourrait être insti-
« tué en Prusse qu'à la condition de reviser
« d'abord la loi du 2 mars 1850 dont le § 91 in-
« terdit d'aliéner aucun bien contre paiement
« d'une redevance non rachetable pendant plus
« de 30 années.

« Dans ces conditions, avant de songer à revi-
« ser la législation actuelle, il y aurait lieu
« d'examiner les questions suivantes :

1° « Est-il certain que l'institution des *Ren-*
« *tengüter* soit favorablement accueillie ?

1. C'était la définition même du contrat d'emphytéose.

2° « Cette institution serait-elle propre à fortifier la classe des propriétaires des biens de paysan et à établir une classe de propriétaires ruraux solvables ?

3° « Cette institution contribuera-t-elle à développer la colonisation intérieure ?

4° « La répartition actuelle de la propriété foncière dans le royaume ou dans quelques-unes de ses parties nécessite-t-elle déjà l'institution des *Rentengüter* ? »

Telles furent les conclusions du mémoire que le Conseil d'agriculture mit en discussion dans ses séances des 12 et 13 novembre 1885.

Certains conseillers, comme M. Schmoller, furent partisans de l'institution projetée, mais ils étaient d'avis que l'Etat seul pouvait faire réussir cette entreprise, en aliénant une partie du domaine et en consacrant des capitaux à l'achat de terres là où la grande propriété était encombrante. M. Dankelmann voulait qu'au lieu d'une rente fixe, le contrat stipulât une rente basée sur le prix moyen des récoltes. D'autres voulaient limiter à 90 ans la durée de l'emphytéose.

Le ministre, M. Lucius, répondit à M. Schmoller que l'Etat ne pouvait aliéner une partie de son domaine dans ce but, que d'ailleurs le domaine était la garantie de la dette.

Finalement dans sa séance du 13 novembre

1885, le conseil répondit aux questions du mémoire en affirmant :

1° « Que les *Rentengüter* contribueraient « beaucoup à développer la colonisation intéressante dans les localités marécageuses ou « les bruyères.

2° « Que l'existence de nombreux *latifundia* à l'Est et l'augmentation du morcellement des terres à l'Ouest semblaient bien indiquer la nécessité de créer cette institution ».

Bref à l'unanimité moins 2 voix, le Conseil décida qu'il en accepterait l'organisation d'après les bases du mémoire ministériel.

La presse d'ailleurs se montra très favorable à cette institution et de nombreux articles en firent valoir les avantages, notamment dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* et la *Frankfurter Zeitung*.

De plus, un essai qu'on avait voulu faire sur le domaine de l'Etat venait renforcer les arguments des hobereaux. Deux grands domaines avaient été morcelés, des colons avaient été appelés et avaient reçu un lopin de terre ; pour acquérir ce bien, ils payaient un sixième en entrant, un second sixième dans l'année qui suivait, puis n'avaient rien à verser pendant 5 ans ; enfin, ils acquittaient les quatre sixièmes restants, les 5 années suivantes. Seule-

ment on n'accordait au colon aucun fonds de roulement, aucun crédit pour construire des bâtiments ou acheter du matériel d'exploitation ; de sorte que les résultats de cette colonisation furent peu brillants. Les partisans de l'emphytéose surent en tirer argument. Si on avait employé le bail héréditaire, la colonisation aurait réussi : n'était-ce pas là la cause de son succès dans le Mecklembourg où l'emphytéose avait été rétablie.

L'institution des *Rentengüter* allait peut-être leur donner satisfaction, car c'est une erreur de croire qu'on allait établir une forme juridique nouvelle. L'expression : *Rentengut* sans doute est récente, mais le principe est fort ancien. La majorité des auteurs allemands le considèrent bel et bien comme une « modernisation » de l'emphytéose féodale (1).

On appelle *Rentengut* un « bien acquis en toute propriété moyennant l'obligation de payer annuellement une certaine somme : une rente fixe ». Telle est la définition que donne le mémoire de M. Lucius.

Trois idées se dégagent de ce mémoire :

1° « L'emphytéose n'est pas rétablie : celui qui acquiert un *Rentengut* devient plein pro-

1. Brentano, *Die Agrarreform in Preussen*.

priétaire » (« *Er hat das volle Eigenthum* »).

2° La pleine propriété s'acquiert dès le jour même du contrat.

3° Les contrats peuvent stipuler les deux conditions suivantes :

a) La rente peut-être déclarée rachetable ou non rachetable.

b) Le crédi-rentier peut exiger qu'aucun démeûbrement du *Rentengut* n'ait lieu qu'avec son consentement.

L'emphytéose, certes, n'est pas rétablie ; mais en fait le *Rentengut* dérive de cet ancien contrat. En effet, comme autrefois, le tenancier est attaché à la terre et obligé de payer une rente annuelle et perpétuelle puisqu'elle peut être déclarée non rachetable. En outre le droit de propriété n'est pas complet, puisque le *Rentengutsnehmer* peut être obligé d'obtenir le consentement du crédi-rentier s'il veut aliéner une parcelle de ce bien. Il est vrai que si les deux contrats ont des traits communs, il y a aussi entre eux quelques différences. L'emphytéote n'a qu'un simple droit de possession et d'usufruit et la rente qu'il sert est toujours irrachetable ; tandis que le tenancier d'un *Rentengut* a un droit de propriété presque complet et que la rachetabilité de la rente dépend du contrat de constitution.

Cependant, le gouvernement conservait quelques doutes sur l'accueil qui serait fait à la réforme. Un prétexte politique, le péril polonais, vint à propos la motiver.

Cette remarque nous permet de distinguer deux phases dans l'œuvre accomplie :

1° Dans un but politique, la loi du 26 avril 1886 cherche à faire passer les biens de la noblesse polonaise obérée dans les mains de colons allemands, à germaniser la province de Posen.

2° A cette idée de germanisation la législation de 1890 substitue le désir de créer une classe de petits propriétaires dans toute la Prusse et de la fixer sur le sol.

CHAPITRE II

LA LOI DU 26 AVRIL 1886

L'ancien royaume de Pologne, après trois partages successifs, avait été réparti entre trois Etats : l'Autriche, la Prusse et la Russie. Ces trois groupes de Polonais eurent un sort bien différent. Les sujets de l'Autriche furent de beaucoup les mieux traités. Les Polonais-prussiens également n'eurent pas au début à se plaindre de leur nouvelle patrie. En 1815, Frédéric-Guillaume III leur disait : « Vous êtes « incorporés à mon royaume, sans être obligés « de renier votre nationalité ». De fait, ils furent bien traités et leur tenue fut si correcte que Bismarck lui-même crut bon de faire au Reichstag l'éloge de leur conduite en 1866.

Mais ces bonnes relations ne durèrent pas ; un parti anti-polonais intriguait à la Cour de Berlin. Bientôt des mesures vexatoires furent prises et la langue polonaise fut proscrite des écoles. C'est alors que les Polonais se joignirent

aux Alsaciens-Lorrains et aux Danois pour former un groupe protestataire dans le Reichstag.

Ce fut bien autre chose encore quand on s'aperçut que la race polonaise se multipliait à l'excès et que, refoulant l'élément allemand, elle devenait un grave danger politique à l'est de l'Allemagne.

Le 14 janvier 1886, Guillaume I^{er} s'exprimait ainsi dans son discours du trône au Landtag :

« La manière dont l'élément allemand est
« refoulé par l'élément polonais dans plusieurs
« provinces de l'Est impose au gouvernement
« le droit de prendre des mesures propres à
« assurer l'existence et le développement de la
« population allemande. Dans ce but des projets
« actuellement à l'étude vous seront soumis
« aussitôt qu'ils seront élaborés ».

Désormais le péril polonais existait, mais il est bon d'ajouter que la Prusse a favorisé sa croissance.

Le prince de Bismarck qui avait au cœur la haine de tout ce qui n'était pas allemand, regarda dès maintenant les Polonais comme un danger public, comme les ennemis de la monarchie prussienne et de l'unité de l'empire « L'eau
« et le feu seront unis avant que les Polonais
« et les Allemands s'unissent ». Il importait à tout prix de réduire la puissance de cette

noblesse orgueilleuse, de discipliner ces quatre millions de Polonais que le congrès de 1815 avait légués à la Prusse.

La première victime fut le romancier Kraszewski, enfermé dans la forteresse de Magdebourg malgré son grand âge. Puis le chancelier fit expulser les Polonais étrangers. « Nous voulons nous débarrasser des Polonais étrangers, parce que nous avons assez des nôtres mêmes » disait-il. Sans doute, la plupart d'entre eux étaient de bien inoffensifs commerçants, agriculteurs et ouvriers, mais Bismarck, s'attendant à une guerre avec la Russie, craignait que celle-ci n'eût trop d'intelligences dans la place.

La presse allemande protesta contre ces violences. Le Reichstag lui-même désapprouva ces procédés ; mais Bismarck soutint que cette question ne regardait pas cette Assemblée et, la Prusse seule étant intéressée, il s'adressa aux Chambres prussiennes. Appuyé par celles-ci, le « barbare de génie » maintint les expulsions et même se prépara à étudier la question de réduire le nombre des Polonais indigènes.

Le meilleur moyen était d'exproprier la noblesse polonaise qui, dans la province de Posen, possédait 650.000 hectares de terre. « Ces 650.000 hectares dont je parle, disait Bismarck, si l'on y compte les landes, les bois, les terrains incul-

« tivables, ne donnent en tout, je crois, qu'un
« rapport de 15 M. par hectare, soit une rente de
« 5 thalers. Cinq fois 600.000 feraient 3.000.000,
« ce qui, à 3 0/0, représente un capital de
« 100.000.000 de thalers. Or, on se demande si
« la Prusse, dans son intérêt et dans celui de
« l'Empire allemand, ne pourrait pas au besoin
« être en état de déboursier 100 millions de tha-
« lers pour acquérir les biens de la noblesse
« polonaise ». Et Bismarck trouvait même
« qu'une partie de ces messieurs serait sans
« doute ravie d'acheter des domaines en Gali-
« cie, en Russie ou de placer leurs capitaux à
« Paris ou à Monaco » (*Grande hilarité*).

Cependant, malgré le but si patriotique de l'entreprise, Bismarck ne demanda pas aux Chambres les 100 millions de thalers nécessaires à l'expropriation, il se contenta du tiers, c'est-à-dire 100 millions de marks qui serviraient à racheter 200.000 hectares de terre.

Les propriétés ainsi achetées seraient parcel-
lées et données à des colons allemands qui ne
pourraient épouser des Polonaises. Si les nobles
se permettaient de résister, on saurait bien les
contraindre. D'ailleurs, il n'y aurait pas de
résistances, car on s'arrangerait pour émettre
règlements sur règlements dans le but de dé-
goûter les Polonais de leur maison et de leurs

terres. Et c'est ce qui arriva. Le séjour devint insupportable pour ceux-ci, qui ne demandèrent bientôt plus qu'à quitter ces lieux où les conversations de famille même étaient surveillées. Comme on l'a dit, on s'attendait à voir paraître un règlement ainsi conçu : « Sera puni de ban-
« nissement et d'expropriation quiconque, dans
« la province de Posen, se sera souvenu du
« passé et aura émis sur l'avenir des espérances
« peu prussiennes ».

Enfin, le 8 février 1886 fut présenté au Landtag de Prusse un projet de loi dont les paragraphes fondamentaux étaient ainsi conçus :

« § 1. — Un fonds de 100 millions de marks
« est mis à la disposition du gouvernement
« pour fortifier, par l'introduction de paysans
« et d'ouvriers allemands, dans la province de
« Prusse occidentale et de Posen, l'élément alle-
« mand contre les menées polonaises.

« Ce fonds est destiné : α) à acheter des terres ;
« β) A subvenir aux frais de première instal-
« lation et de première réglementation des néces-
« sités religieuses et scolaires des nouvelles colo-
« nies de moyenne et de petite étendue ou des
« communautés rurales entières qui seront éri-
« gées sur les terres achetées dans ce but ou
« sur d'autres domaines appartenant à l'Etat.

« § 2. — A la transmission des différentes

« parcelles, il y a lieu de fixer l'indemnité due
« à l'Etat par le colon. Cette transmission peut
« se faire au colon à titre de fermage ou à titre
« de propriété ».

Quant aux cinq paragraphes du projet (1), ils stipulent que les indemnités (du § 2) qui sont versées à l'Etat figureront chaque année au budget. — Puis, ils prévoient pour le fonds du § 1 une émission d'obligations. — La procédure devant la juridiction gracieuse, devant le Livre foncier et la Commission de colonisation se fait sans frais de timbre ou autres. — Chaque année un rapport doit être adressé au Landtag sur l'exécution de la loi. — Enfin l'exécution de la loi est confiée à une Commission spéciale dépendant du ministère d'Etat.

Le but politique du projet apparaît clairement ; « il est destiné à combattre les menées polonaises dans les provinces de Prusse occidentale et de Posen ». Au moyen du fonds prévu au § 1, on achètera des terres polonaises qu'ensuite on distribuera par parcelles de moyenne et petite étendue à des colons allemands qui devront en indemniser l'Etat.

Comment se règlera cette indemnité ? Le pro-

1. Ces paragraphes sont devenus depuis les paragraphes 8 12 de la loi du 26 avril 1886.

jet ne parlait pas d'instituer des *Rentengüter* (1) comme mode de transmission au colon, il ne connaissait que le bail à ferme et la vente (§ 2). Mais M. Miquel veillait, et sur ses indications, la Commission parlementaire chargée d'examiner le projet organisa le système des *Rentengüter*, en modifiant comme il suit l'alinéa 2 du § 2 :

« La transmission du bien au colon peut se
« faire à titre de propriété contre paiement d'un
« capital ou *d'une rente*, ou à titre de bail à
« ferme ».

Désormais, il y avait trois modes d'acquisition possibles pour le colon : 1° la vente moyennant le versement d'un capital ; 2° le bail à temps ; 3° la vente moyennant une rente annuelle.

L'institution des *Rentengüter* existait maintenant avec ce double caractère :

1° Que les parties peuvent, par une convention librement conclue entre elles, stipuler certaines restrictions dans la disposition du bien de la part de l'acquéreur ;

1. On ne voulait pas prononcer le mot de *Rentengut* que l'on considérait comme une forme nouvelle de l'emphytéose : il paraissait dangereux de supprimer la loi de 1850, beaucoup de gens étaient attachés aux vieilles traditions de Stein-Hardenberg.

2° Que le rachat dépend du consentement des deux parties.

Tels sont les deux principes contenus dans les cinq articles que la Commission intercala dans le projet du gouvernement.

Ce projet ainsi complété fut adopté malgré l'opposition des Polonais les 6 et 7 avril 1886 par 214 voix contre 110.

Nous reviendrons sur l'exécution de cette loi de 1886 en même temps que sur celle de la loi de 1890 quand nous jugerons les résultats de toute cette législation agraire.

CHAPITRE III

LA LOI DU 27 JUIN 1890

La réforme de 1886 ne concernait que les provinces de Posen et de Westpreussen, mais bientôt de nouvelles propositions tendirent à l'étendre à toute la monarchie.

Dès le 25 septembre 1886, le *Verein für Socialpolitik* dans son assemblée générale, émettait les vœux suivants :

« Il est désirable que le système des *Rentgüter* admis pour la colonisation par l'Etat
« des provinces de Westpreussen et de Posen
« soit étendu par une loi au reste de la monarchie prussienne.

« La création d'un grand nombre de domaines de moyenne et de petite étendue et de
« propriétés parcellaires que le gouvernement a
« entreprises dans les provinces de Posen et de
« Westpreussen n'a pas seulement une importance nationale, mais sociale. Elle doit être

« étendue peu à peu aux autres provinces de
« l'Est, qui souffrent de la même répartition
« vicieuse de la propriété ».

En 1889, des propositions d'étendre la loi de 1886 à toute la monarchie furent présentées par quelques députés au Landtag et par le comte de Frankenberg à la Chambre des seigneurs.

Aussi sur cette pressante invitation, le gouvernement élaborait un nouveau projet de loi, qui reproduisait purement et simplement les §§ 3, 4, 5, 6, 7 de la loi de 1886 avec un court exposé des motifs ayant pour but de montrer que la loi voulait favoriser la colonisation des tourbières et bruyères.

« L'intérêt public, disait cet exposé, est inté-
« ressé vivement aux mesures qui favorisent la
« stabilisation des ouvriers ruraux ; car la pro-
« priété d'un « home » et d'une parcelle de terre
« augmenteront dans la population le contente-
« ment et l'amour de la patrie et éloigneront de
« notre pays des difficultés qui ne sont que trop
« ressenties dans d'autres Etats. A côté de cette
« tâche, le gouvernement a en vue l'exploitation
« des grandes étendues de tourbières et bruyè-
« res, en majeure partie encore incultes, par le
« moyen de la colonisation. Ces terrains occu-
« pent dans la monarchie un espace considéra-
« ble, on les trouve dans toutes les parties du

« pays, surtout en Hanovre, Schleswig-Hols-
 « tein et Prusse orientale. Elles sont en partie
 « propriété du fisc, en partie entre les mains
 « des particuliers. Pour atteindre ce double but
 « le gouvernement croit nécessaire d'introduire
 « l'institution des *Rentengüter*.

La Chambre des seigneurs modifia le projet en ajoutant deux alinéas au § 1 (ancien § 3 de la loi de 1886) et un § 6 qui exemptait de tous frais les contrats concernant les *Rentengüter*, leur inscription au Livre foncier, etc., lorsque la rente convenue était inférieure à 100 M. Ce § 6 ne fut d'ailleurs pas adopté.

Les alinéas ajoutés au § 1 s'exprimaient ainsi :

« Le bien à rente (1) (*Rentengut*) doit être éta-
 « bli libre de toutes dettes hypothécaires ou fon-
 « cières du domaine duquel il est détaché.

« Les dispositions légales destinées à facili-
 « ter la vente des parcelles de terre s'appli-
 « quent aux aliénations faites dans le but de
 « former des *Rentengüter*, avec la restriction
 « que le certificat d'innocuité peut être délivré
 « également pour l'aliénation de grandes parcel-
 « les, lorsque la garantie des créanciers hypo-
 « thécaires n'est pas diminuée ».

Ce projet fut vivement critiqué ; on s'atta-

1. Le mot *Rentengut* figurait maintenant dans la loi.

quait au principe de l'irrachetabilité des rentes ; on eût voulu que le rachat fût la règle ; autrement, c'était faire revivre l'ancienne emphytéose, restaurer la féodalité : le paysan serait attaché à la terre et paierait une prestation en argent. Mais surtout, on reprochait à ce projet de ne pas organiser le crédit, ce qui rendait l'exécution de la loi fort difficile, pour ne pas dire impossible.

Aussi fit-on suivre le projet, de la résolution suivante :

« Qu'il plaise au gouvernement, attendu qu'il
« est impossible aux particuliers d'ériger des
« *Rentengüter* en grand nombre sans argent
« et sans crédit, de présenter au plutôt au Land-
« tag un projet de loi qui rende possible dans le
« sens de la loi du 2 mars 1850 sur l'institution
« des *Rentenbanken* d'accorder des avances
« contre intérêts avec des paiements d'amortis-
« sement sur *Rentengüter*, surtout là où les diè-
« tes provinciales refusent d'ériger des *Landes-*
« *kulturrentenbanken* ».

Cette résolution est l'annonce de la loi du 7 juillet 1891.

Enfin la Chambre des seigneurs approuva le projet le 13 juin 1890 et l'opposition même se déclara forcée par les circonstances de l'accepter avec « ses multiples imperfections ».

CHAPITRE IV

RECONSTITUTION DES RENTENBANKEN

Nous avons vu dans le chapitre précédent que la législation de 1890 avait fait l'objet de nombreuses critiques : le paysan obligé de payer une rente au seigneur se trouvera trop dans la dépendance de celui-ci ; d'ailleurs il lui sera très difficile de verser régulièrement cette rente, et aussi de mettre en train son exploitation ; d'autre part le seigneur endetté avait bien plutôt besoin d'argent comptant que d'une misérable rente. C'étaient là absolument les mêmes motifs qui avaient fait voter la loi du 2 mars 1850 sur les *Rentenbanken*.

Ces raisons firent réfléchir le gouvernement et M. Miquel, ministre des Finances, élaborer un projet destiné à répondre à deux buts :

1° La *Rentenbank* restaurée sur le modèle de la loi du 2 mars 1850 devait accorder au *Rentengutsnehmer* les avances nécessaires pour cons-

truire les bâtiments d'exploitation et se constituer un fonds de roulement ;

2° Le grand propriétaire toucherait de suite le capital de la rente due par le débi-rentier. Le paysan paierait sa rente, qui désormais serait toujours amortissable, à la *Rentenbank* substituée au grand propriétaire.

Le projet devenu la loi du 7 juillet 1891 répondait ainsi directement et complètement aux critiques formulées en 1890. Au surplus, la noblesse y trouvait avantage ; elle espérait bien pouvoir écouler facilement par ce moyen toutes ses mauvaises terres et recevoir de l'argent comptant.

Pour reconstituer les *Rentenbanken* on adopta comme base la loi du 2 mars 1850, à laquelle on apporta quelques modifications ou dispositions nouvelles appropriées aux circonstances.

La Banque peut avancer au paysan la somme nécessaire à la construction de bâtiments d'exploitation. Elle se fait rembourser par annuités. Jamais le capital n'est exigible, excepté les cas où le *Rentengutsnehmer* laisse les bâtiments tomber en ruines ou paie irrégulièrement l'annuité qu'il doit verser à la *Rentenbank*.

Sur la demande motivée de l'acquéreur, il peut être fait remise de tout ou partie des premières annuités qui sont réparties sur les annui-

tés suivantes. Cette disposition était très favorable au paysan, elle lui permettait de lutter avec succès contre des débuts pénibles.

Pour le recouvrement des annuités, la *Rentenbank* jouit des mêmes droits et privilèges qu'en 1850.

Cependant cette loi du 7 juillet 1891 apporta une restriction : la *Rentenbank* ne donne au grand propriétaire qu'à les trois quarts du capital qui lui est dû. L'autre quart est payé par le paysan, soit par la remise d'une somme d'argent, soit au moyen d'une rente non amortissable.

C'est généralement ce dernier mode de libération qui fut adopté, car le propriétaire tenait ainsi le paysan sous sa dépendance et exerçait sur lui un contrôle permanent.

Cette clause, réclamée par la noblesse, était uniquement destinée à favoriser le grand propriétaire.

En paiement des trois quarts du capital qui lui était dû, le crédi-rentier recevait :

Soit 27 fois le montant de la rente annuelle en *Rentenbriefe* 3 1/2 0/0 ;

Soit 23 2/3 fois en *Rentenbriefe* 4 0/0.

Ces *Rentenbriefe* sont comptés pour leur valeur nominale comme antérieurement.

Ainsi, pour une rente de 100 M., le crédi-rentier reçoit à son choix :

Soit $100 \times 27 = 2.700$ M. en *Rentenbriefe* 3 1/2 0/0 rapportant 94,50 M. d'intérêts ;

Soit $100 \times 23 \frac{2}{3} = 2.366,50$ M. de *Rentenbriefe* 4 0/0 rapportant 94,66 M. d'intérêts.

Quant au débi-rentier, il doit payer une annuité (*Rentenbankrente*) qui sera amortie :

Soit en 60 1/2 ans, si le taux de la rente est 4 0/0 ;

Soit en 56 1/12 ans, si le taux de la rente est 4 1/2 0/0.

L'écart entre ces deux taux sert à accélérer la marche de l'amortissement dans le second cas.

Pour les autres dispositions, nous n'avons qu'à nous reporter à la loi du 2 mars 1850.

En résumé, la loi du 7 juillet 1891 a concilié deux intérêts : celui du propriétaire et celui du paysan.

Cependant le premier est beaucoup plus favorisé. Il peut parceller les plus mauvaises terres de son domaine, recourir à l'intermédiaire des Commissions générales et recevoir l'argent comptant sous forme de lettres à rente négociables. Et enfin, surtout, comme il peut stipuler qu'un quart de la rente sera non-amortissable, il tient comme jadis le tenancier dans une grande dépendance.

De son côté, le paysan peut acquérir une parcelle de terre sans capital immédiat, il paiera chaque année une annuité pour éteindre sa dette en $60 \frac{1}{2}$ ou $56 \frac{1}{12}$ ans. En outre, le *Rentenbank* lui accordera quelquefois une avance pour se mettre en train.

Plus tard, la loi du 8 juin 1896 qui, nous le verrons au chapitre suivant, applique la législation de l'*Anerbenrecht* aux *Rentengüter*, chargea la *Rentenbank* de servir d'intermédiaire pour le service de la rente que fait l'*Anerbe* à ses *Miterben* (cohéritiers).

Le principe est toujours le même, à part les quelques différences suivantes :

Le crédi-rentier (c'est-à-dire ici le ou les cohéritiers) reçoit :

Soit $24 \frac{1}{2}$ fois le montant de la rente, payée comme soulte, en *Rentenbriefe* $3 \frac{1}{2} 0/0$;

Soit 26 fois le même montant en *Rentenbriefe* $3 0/0$.

L'*Anerbe* paie à la *Rentenbank* une annuité qui varie suivant les deux cas précédents.

Quand le crédi-rentier a été indemnisé en *Rentenbriefe* $3 \frac{1}{2} 0/0$, le taux de l'annuité est de $5 0/0$.

Quand le crédi-rentier a été indemnisé en *Rentenbriefe* $3 0/0$, le taux de l'annuité est de $4 \frac{1}{2} 0/0$.

Les *Rentenbankrenten* sont amortissables en 35 ans, celles 4 1/2 0/0 en 37 1/12 ans.

On remarquera qu'ici la quote-part de l'amortissement est plus élevée et les périodes plus courtes que dans la loi de 1891. C'est qu'en effet une période d'amortissement trop courte aurait été la source de complications extrêmes ; quand par exemple un *Anerbe* serait tenu de servir une rente que devait son père *Anerbe* lui-même, et ainsi de suite.

Enfin, une dernière loi du 12 juillet 1900 est venue préciser sur un point le rôle des *Rentenbanken* (1).

D'après la loi du 27 juin 1890, les *Rentengüter* doivent être constitués libres des hypothèques et autres charges qui grèvent le domaine dont ils sont détachés.

Avant donc de parceller son domaine, le grand propriétaire devait rembourser ses dettes hypothécaires, s'il en avait, en proportion suffisante pour purger les parcelles qu'il voulait vendre. Or, comment se procurer la somme nécessaire ? Sans doute, il pouvait négocier les *Rentenbriefe*, mais la banque ne délivrait ces lettres que lorsque le *Rentengut* était libre d'hypothèques. Alors le grand propriétaire

1. V. Aal. — *Das preussische Rentengut.*

avait recours à ce qu'on appelait le crédit intermédiaire (*Zwischenkredit*). Il s'adressait à un établissement public ou privé qui lui avançait la somme, c'est-à-dire, en pratique, qu'il lui cédait son droit sur les *Rentenbriefe* que devait lui remettre la *Rentenbank*.

De son côté, le *Rentengustnehmer* aurait eu besoin d'une extension de crédit ; sans doute la banque devait lui fournir des avances nécessaires à construire des bâtiments et à se constituer un fonds de roulement, mais en fait il y avait à ces prêts beaucoup de formalités et on exigeait beaucoup de garanties. Quand le *Rentengut* ne présentait pas ces garanties suffisantes, que faire ? Le paysan également avait recours aux bons offices d'un établissement de crédit intermédiaire.

Les deux parties : propriétaire et acquéreur, pouvaient toujours se procurer des fonds, mais à un taux si onéreux que le gouvernement s'en préoccupa et, le 22 juillet 1899, présenta un projet de loi permettant de prélever 10 millions de M. sur la caisse de réserve des *Rentenbanken* pour faciliter le crédit intermédiaire.

La Commission de la Chambre des députés élargit la portée de ce projet en remplaçant les mots : *crédit intermédiaire*, par le simple mot : *crédit* ; c'est-à-dire qu'elle l'étendit à toute

espèce de *crédit réel*. Mais la Chambre des seigneurs rejeta cette extension du but de la loi et adopta le projet tel qu'il avait été soumis primitivement par le gouvernement ; elle exigea simplement que tous les ans les comptes relatifs au crédit intermédiaire fussent présentés au Parlement. La Chambre des députés céda et approuva. Le projet du gouvernement était devenu la loi du 12 juillet 1900.

A l'heure actuelle, les *Rentenbanken* ne sont chargées que des opérations prévues par les lois de 1891, 1896 et 1900, le rachat des charges foncières ayant été complètement terminé en 1883.

Cette reconstitution de ces banques fut la cause des quelques années de succès qu'obtint le système des *Rentengüter*.

Voici quel était à la fin de l'année 1903 le montant des rentes payées aux *Rentenbanken*, soit pour la rémunération des *Rentenbriefe* que reçoivent les vendeurs de parcelles destinées à former des *Rentengüter*, soit pour la rémunération des prêts faits par la banque pour la dotation originaire (*erstmalig*) du *Rentengut* (bâtimens, etc.).

Montant des « Rentenbankrenten »

Provinces	Pour les « Rentenbriefe »	Pour les prêts	Total
	M.	M.	M.
OEstpreussen. . .	292.415,92	31.505,30	323.921,22
Westpreussen . . .	663.201,45	70.372,49	733.573,94
Posen	346.785,20	24.823,80	371.609,00
Poméranie	484.429,24	26.357,44	510.786,68
Brandebourg. . .	65.373,00	8.463,10	73.836,10
Silésie	230.263,18	3.630,49	233.893,67
Schleswig Holstein .	90.535,90	9.341,60	99.871,50

Du 1^{er} octobre 1850 au 1^{er} avril 1902, les sept *Rentenbanken* ont émis en tout 558.328.995 marks en *Rentenbriefe*, dont 57.802.99 M. concernent la loi sur les *Rentengüter*. Au 1^{er} avril 1902, il y avait encore 303.400.800 M. de *Rentenbriefe* en circulation, dont 54 millions 666 240 M. se rapportant à la loi de 1891.

CHAPITRE V

LOI DU 8 JUIN 1896 QUI ÉTENDIT LE PRINCIPE DE
L' « ANERBENRECHT » AUX BIENS DE COLONISATION ET
AUX BIENS DE RENTE.

On appelle *Anerbenrecht* un ensemble de règles d'origine fort ancienne que la coutume perpétua jusqu'à nos jours, en vertu desquelles l'exploitation paysanne (*Bauernhof*) passait en entier au décès du *de cujus* à un héritier privilégié ou *Anerbe*. Par conséquent, le partage était évité à la mort du paysan, l'héritier privilégié dédommageait seulement ses cohéritiers (*Miterben*) au moyen de soultes.

L'origine de ce droit particulier est, avons-nous dit, fort ancienne. On en attribue généralement la création de ce système d'indivisibilité à l'habitude de la vie en commun. La féodalité favorisa le développement de cette institution, le seigneur avait en effet intérêt à ce qu'un seul individu fut responsable et payât les redevances.

Puis, l'Etat succédant au seigneur, y vit un avantage pour le recouvrement de l'impôt.

Enfin pour conserver la propriété rurale, en arrêter l'émiettement excessif, l'*Anerbenrecht* fut récemment reconstitué par de nombreuses lois depuis 1876. En vertu de cette législation, le *Bauernhof* inscrit par son propriétaire sur un registre spécial appelé *Hæferolle* passait en entier au décès du *de cuius* à un héritier privilégié ou *Anerbe*. D'où cette législation est généralement désignée sous le nom de système des *Hæferollen* dont le caractère dominant était d'être facultatif.

Un autre système est au contraire obligatoire, c'est le *Zwangsanerbenrecht* en vertu duquel certains biens sont forcément indivisibles par héritage.

Enfin dans un troisième système, l'*Anerbenrecht* n'est applicable qu'en cas de succession *ab intestat*. Le propriétaire peut toujours disposer du bien comme il l'entend par testament ; s'il n'y a pas de testament le bien sera le lot d'un seul. C'est ce dernier système que la loi du 8 juin 1896 appliqua aux *Ansiedelungsgüter* et aux *Rentengüter* des lois de 1896 et de 1890-91.

Quel était le but de cette loi de 1896 ? Nous avons vu que durant la vie de l'acquéreur les

Ansiedelungsgüter et les *Rentengüter* étaient protégés contre le démembrement : le grand propriétaire pouvait stipuler dans le contrat qu'aucune vente ne pourrait se faire sans son consentement ; dans tous les cas il fallait l'autorisation des Commissions générales. Mais après la mort du *Rentengutsnehmer* qu'advierait-il du bien partagé entre de nombreux héritiers ? C'était compromettre tout l'effet de la législation agraire de 1886 et de 1890-91. Aussi pour éviter ce morcellement, on fut tout naturellement tenté d'instituer un héritier unique qui dédommagerait en argent ses cohéritiers.

Voici ce que disait l'exposé des motifs du projet de loi : « Aux *Ansiedelungsgüter* et « aux *Rentengüter*, il y a ceci de commun « qu'ils ont été visés par l'Etat ou avec son concours essentiel en vue de résultats déterminés « au point de vue national, social et économique. Ils ont pour but l'établissement des colonies allemandes dans les régions polonaises « et l'accroissement de la classe moyenne paysanne, la fixation des travailleurs agricoles ; « ils ne peuvent naturellement remplir leur « fonction que lorsque leur consistance a été « assurée pour de longues années, en particulier lorsque leur existence n'est pas en question au décès de chacun de leurs titulaires ».

Enfin l'Etat avait sacrifié beaucoup d'argent et il ne voulait pas que ces sommes eussent été dépensées en pure perte.

Le projet de loi était divisé en trois parties :

1° Création de l'*Intestat Anerbenrecht*, appliqué aux *Ansiedelungsgüter* et aux *Rentengüter*.

2° Restrictions à la libre disposition de sa terre par le propriétaire.

3° Tentatives pour limiter l'endettement des paysans.

Mais les critiques les plus vives furent adressées à ce système. On redoutait l'indolence de l'*Anerbe*, héritier privilégié, son incapacité parfois ; on craignait aussi le mécontentement des anciens héritiers que la Social-démocratie pourrait facilement attirer sous sa bannière ; on ajoutait enfin que ce projet blessait les sentiments du paysan qui aimait ses enfants tous également.

Malgré la force de ces arguments, le projet de loi fut adopté à une grande majorité et devint la loi du 8 juin 1896.

Et d'abord quels sont les biens soumis à l'*Anerbenrecht* ?

1° Les *Rentengüter* formés soit par les particuliers, soit par l'Etat conformément à la loi de 1890.

2° Les *Ansiedelungsgüter* constitués en Prusse occidentale et en Posnanie par la loi de 1886.

Ces biens sont d'office inscrits au *Grundbuch* comme *Anerbengüter* par des fonctionnaires faisant partie de la commission de colonisation ou des commissions générales. La radiation s'opère par le même procédé.

Ces biens ainsi désignés par la loi sont transmis intégralement *ipso jure* à un seul héritier *Anerbe* qui doit être descendant du *de cujus*, ou frère, ou sœur, ou descendants d'eux. Toutefois afin d'éviter les inconvénients d'une tutelle, les enfants de l'*Anerbe* prédécédé sont exclus par les frères et sœurs de cet *Anerbe*.

Quand il y a plusieurs héritiers du même degré, c'est le plus âgé.

Autant que possible, on tient compte des coutumes locales pour régler l'ordre successoral qui généralement est le suivant :

- | | | |
|-----------------|---|---|
| | { | ou descendants du sexe masculin; |
| 1° Fils aîné | | à défaut de ceux-ci, la fille aînée du fils aîné. |
| 2° Fille aînée. | | |

Nous arrivons maintenant à la question délicate de l'évaluation de l'*Anerbengut* pour calculer les parts qui reviennent à chacun des cohéritiers. Disons tout de suite que la loi a entendu favoriser l'*Anerbe* au détriment des autres. C'est ainsi que pour évaluer le bien, on ne prendra

pas la valeur marchande (*Verkaufswerth*), ce qui aurait été trop lourd pour l'*Anerbe* ; on prendra pour base le fermage qui pourrait être obtenu (*Ertragswerth*), et, après avoir déduit les impôts, on obtiendra le capital en multipliant par 25 : encore ce capital est-il diminué quand il reste des vieux parents à nourrir.

L'*Anerbengut*, ainsi estimé, quelle sera la part de chacun des héritiers ? D'abord l'*Anerbe* a droit à un préciput qui est égal au tiers de la valeur nette du *Hof*, c'est-à-dire après distraction des dettes. Quand on prélève le préciput, la masse restante est partagée également entre tous les cohéritiers et l'*Anerbe* prend sa part. S'il y a dans la succession des biens ne faisant pas partie de l'*Anerbengut*, ces biens serviront à payer les dettes, s'ils ne suffisent pas, le surplus sera à la charge de l'*Anerbengut*. La loi donc a fait tout ce qu'elle a pu pour empêcher le démembrement du *Hof*.

Un exemple nous fera clairement voir comment se règle la succession :

Supposons quatre fils A, B, C, D.

L'*Anerbengut* sera estimé d'une façon particulière.

L' « <i>Anerbengut</i> » vaut (<i>Verkaufswerth</i>) .	20.000 M.
Les autres biens valent	10.000 »
Les dettes se montent à	15.000 »

On prend le revenu net annuel de l'immeuble, soit 620 M. et on multiplie par 25; on obtient $620 \times 25 = 15.500$ M.

Ce mode d'évaluation est toujours favorable à l'*Anerbe*.

La valeur des autres biens 10.000 M. ne suffisant pas à payer 15.000 M. de dettes, 5.000 M. seront prélevés sur l'*Anerbengut* dont la valeur finale sera ainsi de 10.500 M.

Sur cette somme l'*Anerbe* a droit à un préciput d'un tiers ou $10.500 : 3 = 3.500$ M.

Le reste sera également divisé entre les quatre enfants $7.000 : 4 = 1.750$. Ainsi la part de l'*Anerbe* sera évaluée à $3.500 + 1.750 = 5.250$ M. et celle de chacun des trois autres fils B, C, D, sera de 1.750 M.

On voit combien l'*Anerbe* était favorisé. Dans cet exemple, il reçoit un bien dont la valeur réelle et vénale est de 20.000 M., et il n'a à verser à ses trois frères ensemble qu'une somme de 5.250 M.

Bien plus, l'*Anerbe* jouit d'un autre avantage, c'est la faculté de s'acquitter à l'égard de ses cohéritiers (*Abfindblinge*) non en versant comptant ce capital, mais au moyen d'une rente annuelle. La situation des cohéritiers déjà inférieure s'en trouve aggravée, au lieu de recevoir un petit capital qui leur eût permis de se livrer à un petit commerce ou à une petite industrie, ils

ne reçoivent qu'une maigre rente amortissable sauf convention contraire. Cette rente égale le $\frac{1}{25}$ de la part qui revient à chacun. Dans l'exemple cité plus haut, elle serait de 1750 : $25 = 70$ M.

C'était en effet une faible somme. Aussi pour remédier à cet inconvénient, la loi de 1896 a fait intervenir les *Rentenbanken* de la façon que nous avons vue au chapitre précédent. Chacun des cohéritiers touchera son capital en *Rentenbriefe* facilement négociables et l'*Anerbe* paiera sa rente à la *Rentenbank*. Cette disposition améliorerait un peu la situation des cohéritiers, néanmoins elle était inférieure à celle de l'*Anerbe*. Cependant celui-ci a quelques lourdes obligations : il doit recueillir ses frères et sœurs s'ils tombent dans la misère (*Asylrecht*); en outre il ne peut librement disposer de son bien : pour que l'*Anerbengut* reste dans la famille, on met des obstacles à la vente, si l'*Anerbe* aliène son bien à un étranger moins de vingt ans après la mort du *de cujus*, il doit rapporter son préciput à la masse; enfin les cohéritiers ont un droit de préemption.

L'*Anerbe* n'est pas forcé d'accepter cette qualité et s'il la refuse, il ne perd pas ses droits à la succession.

Nous avons dit que l'*Anerbenrecht* de la loi de

1896 est un *Intestatanerbenrecht*, c'est-à-dire qu'il laisse au propriétaire du *Rentengut* le droit d'en disposer par testament. En fait, on espérait que la loi serait, par sa négligence, applicable dans la plupart des cas. Cependant, le législateur apporta quelques restrictions au droit de tester : c'est ainsi que le propriétaire ne peut partager le *Rentengut* entre ses héritiers sans l'autorisation de la Commission générale.

Le droit du testateur se réduit tout simplement au droit de désigner un autre *Anerbe* que l'*Anerbe* légal.

Cette loi de 1896 eut une importance énorme (1), d'autant plus que la pensée secrète de M. Miquel était de ne la considérer que comme le premier pas vers une législation destinée à étendre l'*Anerbenrecht* à la propriété rurale de l'Empire tout entier.

Ce « monument législatif » est encore à construire.

1. Voir chapitre suivant.

CHAPITRE VI

RÉSULTATS DE CETTE LÉGISLATION AGRAIRE

Les résultats de cette législation agraire de la fin du XIX^e siècle ont été très diversement appréciés : les uns les ont trouvés très satisfaisants, les autres les ont jugés assez insuffisants. Quel avis choisir ?

Pour se prononcer, il faut nécessairement remonter au but que l'on se proposait d'atteindre par cette réforme et comme ce but a différé en 1890 de celui de 1886, nous examinerons à part l'exécution et les résultats : 1^o de la loi de 1886, 2^o des lois de 1890-91.

SECTION I

Loi du 26 avril 1886

La loi de 1886 avait comme objectif de refouler l'élément polonais et d'attirer des colons alle-

mands sur les anciennes terres des nobles polonais.

Elle chargea de l'exécution de ses dispositions une Commission nommée par le ministère d'Etat et appelée : « Commission de colonisation pour la Prusse occidentale et Posen ». Un arrêté du 21 juin 1886 en détermine la composition :

1° Gouverneur de la province de Posen, président; gouverneur de la province de Westpreussen, vice-président.

2° Commissaires délégués des présidents du Conseil des ministres, du ministre de l'Agriculture, du ministre de l'Intérieur, du ministre des Finances et du ministre de l'Instruction publique.

3° D'autres membres nommés pour 3 ans.

Les opérations que fait cette commission sont des plus étendues et des plus compliquées, on peut les ramener à trois groupes :

1° Achats de domaines ;

2° Division en parcelles ;

3° Appel et installation des colons.

En ce qui concerne l'achat des domaines, la loi ordonnait de choisir de préférence des biens polonais, mais la Commission fut loin de pouvoir le faire exclusivement.

Le domaine acheté, il faut d'abord l'améliorer, car il est bien souvent en fort mauvais état ;

ce rôle fut confié à des fonctionnaires rétribués par l'Etat appelés *Gutsverwalter*. Ensuite, on dresse le plan de colonisation et on divise en parcelles, après avoir distrait le terrain nécessaire à construire des monuments publics : églises, écoles, mairies ; car la loi voulait établir de nombreux villages. Dans ce travail la Commission jouit de la plus grande latitude, cependant elle n'agit pas au hasard, elle cherche autant que possible à former des propriétés d'un seul tenant et ensuite à les placer dans la meilleure situation possible au point de vue de l'écoulement des eaux, des voies de communication, etc.

Puis on établit clairement la « valeur juridique des terres », la mitoyenneté, les servitudes, etc.

Mais sur les parcelles ainsi formées, il peut y avoir nécessité d'élever des bâtiments neufs ou du moins d'en réparer d'anciens.

Quelquefois la Commission se charge elle-même de ce soin, quand les colons ne préfèrent pas exécuter eux-mêmes ces travaux. Dans ce dernier cas, la Commission achète des matériaux en gros et les revend aux colons au prix de revient ; et même dans le but de faire profiter les colons du meilleur marché possible, la Commission s'est livrée à des entreprises industriel-

les et a installé de nombreuses briqueteries et autres ateliers.

Le travail préparatoire à la colonisation est ainsi terminé ; il ne reste plus maintenant qu'à appeler des colons. Mais ce recrutement est très difficile ; il faut prendre des Allemands remplissant certaines conditions. Voici comment on procédait.

Toutes les demandes de colonisation doivent être adressées à la Commission, qui aussitôt renvoie un prospectus imprimé contenant tous les renseignements nécessaires à l'exécution de la loi, les conditions de colonisation, etc. A ce prospectus est joint un formulaire que le futur colon devra remplir. Ce formulaire contient des questions sur la famille du colon, l'âge et le nombre de ses enfants, ses capacités agricoles, sa langue maternelle, sa religion, sa nationalité, les fonctions qu'il a exercées jusqu'à ce jour, ses ressources, le nombre d'hectares qu'il veut, s'il veut les acheter ou les prendre à ferme, s'il a du matériel d'exploitation, s'il veut construire lui-même, s'il a des parents ou amis qui désirent un bien de colon, si oui, leurs noms et domiciles.

Ces renseignements doivent être revêtus du visa des autorités locales qui en contrôlent

l'exactitude, car c'est la base qui servira au classement des colons.

Quand il y a un certain nombre de parcelles prêtes, la Commission avise autant d'aspirants colons pris dans l'ordre de classement, mais néanmoins en tenant compte de leurs désirs, de leurs ressources, etc. En même temps, elle leur envoie le plan des parcelles indiquant :

1° Le nombre des parcelles disponibles et la contenance de chacune ;

2° Le prix d'achat de chaque parcelle ;

3° Les ressources dont doit disposer le colon pour les exploiter (*Baarvermøgen*) (1).

4° La somme qui sert de base à la fixation de la rente annuelle que doit payer le colon ;

5° La rente annuelle à payer par le colon à raison de 3 0/0 de la somme précédente (n. 4), avec l'indication des deux ou trois années d'exemption (*Freijahre*) accordées au colon pour lui permettre de se mettre en train ;

6° La somme que le colon doit verser au comptant en entrant en jouissance et qui généralement représente 10 0/0 du *Baarvermøgen* réclamé par le n. 3.

Pour faciliter sa tâche et décentraliser son

1. Le « *Baarvermøgen* », égale le prix des bâtiments à construire ou leur valeur s'ils sont construits, plus la somme nécessaire pour acheter le matériel d'exploitation.

administration, la Commission a établi dans chaque localité un agent intermédiaire, *Ansiedlungsvermittler*, qui, à l'occasion, pourrait fournir au colon les renseignements complémentaires dont celui-ci pourrait avoir besoin. C'est par cet intermédiaire que la parcelle est remise au colon désigné par la Commission, et c'est à lui que le colon verse les sommes stipulées. Le contrat définitif est passé devant le juge.

Quand le colon arrive, il trouve tout en bon état, chemins tracés, terrains drainés, bâtiments confortables, marais desséchés. Le *Gutsverwalter*, ou régisseur du domaine, lui donne des graines, des fourrages et lui prête des attelages pendant un certain temps ; par la suite, ce fonctionnaire lui servira de conseiller et de guide, lui donnera quelques secours de la Commission, etc.

En ajoutant à ces avantages la remise de la rente pendant les premières années, on jugera que le colon sera en bonne situation pour commencer et que l'œuvre si délicate, si compliquée de la Commission ne pourra avoir que de bons effets.

« Il n'existe peut-être pas en dehors des frontières allemandes, écrit le Dr Max Sering, un
« Etat qui serait en situation de confier à une
« autorité publique une administration aussi

« étendue et compliquée, avec la certitude qu'en
« peu de temps les fonctionnaires seront à la
« hauteur de leur mission et la rempliront avant
« tout avec une intégrité parfaite ».

Cependant, malgré les si grands mérites des fonctionnaires prussiens, les résultats de cette colonisation n'ont pas répondu aux espérances des organisateurs.

De 1886 à 1890, la Commission a acheté :

Grands domaines

nobles . . .	40.899 hectares, au prix de 24.281.406 M.	
Biens de paysans .	1.326	— 895.185 »
	<u>42.225</u>	— <u>25.176.591 »</u>

Ce total est réparti de la façon suivante :

Posen . . .	31.715 hectares au prix de 19.459.065 M.	
Westpreussen .	10.500	— 5.717.526 »

De l'ensemble ressort un prix moyen de 596 M. environ l'hectare. La Commission a acheté trop cher, puisque la loi prévoyait que 100 millions de M. rachèteraient 200.000 hectares. Cela n'a rien d'étonnant, car la Commission voulait surtout acheter des biens polonais ; or, sous l'influence de la loi de l'offre et de la demande, ces terres très recherchées ont augmenté de valeur, surtout en Posnamie où l'élément polonais dominait.

Cette élévation du prix d'achat est un grand défaut et, ce qui est plus grave, elle va sans cesse en augmentant.

En 1895, la Commission avait acheté 89.204 hectares coûtant 53.876.587 M., soit un prix moyen de 607 M. l'hectare.

En 1897, 97.689 h. coûtant 59.963.126 M., soit un prix moyen de 614 M.

En 1900, 128.687 h. coûtant 84.760.816 M., soit un prix moyen de 658 M.

Ce total représente :

52.848 h. de biens allemands à 32.437.522 M.
(613 M. l'hectare) ;

78.053 h. de biens polonais à 54.262.904 M.
(695 M. l'hectare).

A cette époque, la Commission avait revendu 62.853 hectares parmi lesquels 57.544 constitués en *Rentengüter*, 3.924 loués et 1.384 payés comptant

Ces chiffres prouvent l'activité de la Commission, mais cette activité coûtait très cher.

De plus, un autre obstacle résultait de ce que les colons habitant des régions trop éloignées ne voulaient pas se hasarder, à cause des frais de transports trop grands, à venir de l'ouest et du sud de l'Allemagne (1). Souvent, ils étaient

1. Il est à remarquer que la Bavière et le grand-duché de Bade n'ont pas envoyé de colons.

obligés de se débarrasser à n'importe quel prix de ce qu'ils possédaient antérieurement. La Commission a cru les déterminer à venir en accordant une indemnité destinée à avancer au colon le prix du transport des voyageurs et d'un wagon de meubles pour la partie qui dépasse 300 kilomètres. C'était encore insuffisant et d'autant plus que cette indemnité n'était qu'une avance et devait être remboursée par annuités.

Quant aux capacités des colons qui sont venus s'installer en Westpreussen et en Posnanie, le Dr Max Sering (1) nous dit : « Lors d'une visite
« faite à un grand nombre de ces colonies, j'ai
« acquis l'impression que la Commission a, en
« général, très bien réussi dans sa tâche difficile de faire un bon choix parmi les aspirants
« colons. C'est précisément dans une entreprise
« de colonisation faite par l'Etat qu'il est dangereux de voir affluer des gens qui ont fait
« de mauvaises affaires ailleurs, qui n'entendent rien à l'exploitation de la terre ou ne
« possèdent pas l'énergie morale nécessaire au
« rude travail de colon. La Commission a su,
« au moyen d'informations détaillées et de
« l'examen personnel de chaque aspirant, écarter avec soin ce danger. Si l'on en excepte

1. *Arbeiterfrage und Kolonisation*, p. 18.

« quelques mauvais éléments, qui sont, malgré
« tout, parvenus à s'introduire parmi les colons,
« on peut dire que les colons sont des exploi-
« tants sérieux ».

C'est un éloge complet, mais certainement un peu exagéré. Car, on ne peut se dissimuler que la Commission a commis de graves fautes. Au début surtout, elle achetait sans examen suffisant, si bien qu'au bout d'un an et demi, on trouva 27.000 hectares achetés impropres à la culture. Elle a acquis beaucoup de biens allemands, chose bonne en soi, mais contraire au but de la loi. Elle a, comme nous l'avons vu, payé beaucoup trop cher. Enfin, elle a commis l'erreur d'effectuer tout d'un coup des constructions fort coûteuses, au lieu de commencer par de petites installations à bon marché ; ce procédé trop ambitieux a causé l'endettement des colons dès leur entrée sur la parcelle : de 1886 à 1890, 89 0/0 de ces colons ont dû abandonner leur exploitation. Parmi les colons restants, les uns se plaignent, les autres sont satisfaits ; M. Blondel, dans son livre sur la crise agraire en Allemagne, donne à ce sujet des exemples contradictoires ; il est impossible de fournir une conclusion nette sur ce point.

En ce qui concerne la fixation des ouvriers agricoles, la stabilisation de la main-d'œuvre

rurale, le succès ne fut pas très grand. La Commission a surtout créé des parcelles de 20 à 25 hectares, créant ainsi une classe moyenne de paysans. Mais au-dessous de 5 hectares, on trouve peu de parcelles ; or, pour qu'un colon soit en même temps ouvrier agricole, il ne lui faut pas une parcelle trop étendue qui l'occuperait complètement toute l'année, il lui faut une petite parcelle de 1 à 2 hectares qui lui laisse assez de jours libres pour aller travailler chez le grand propriétaire. D'ailleurs, l'ouvrier agricole se montrait assez peu empressé d'acheter une petite terre moyennant une rente, il craignait d'être obligé de louer son travail au grand propriétaire en restant attaché à la terre.

Quant au but politique cherché en 1886 fut-il atteint ? D'après M. Brentano (1) la colonisation allemande n'a fait aucun progrès en Pologne. Les 100 millions de M. auront servi à établir 100.000 Allemands et 2.150.000 Polonais ; et, de plus, ces achats nombreux ont augmenté la valeur des biens polonais. Profitant de l'occasion, les nobles polonais ont vendu leur grand domaine très cher à la commission, ont payé leurs dettes et racheter une petite propriété plus à leur convenance et nette de charges.

1. *Die Agrarreform in Preussen.*

En outre cette tentative de germanisation contribua au réveil national de la Pologne (1). Les seigneurs polonais jusqu'alors indolents et prodigues ont montré soudain une grande activité. Sur l'initiative d'un des leurs, le D^r von Kalkstein copiant l'administration prussienne, se fondèrent des sociétés ayant pour but : d'acheter des grands domaines, allemands de préférence, les morceler et y installer des colons polonais. Le gouvernement prussien fit tout ce qu'il put pour entraver l'œuvre de ces sociétés. Ce fut en vain ; alors, de guerre lasse, on changea de tactique et après la retraite de Bismarck, on abandonna le but politique et, regardant les polonais comme des citoyens ordinaires, on ne chercha plus qu'un but économique, créer la propriété paysanne.

Néanmoins, les Polonais sont peu rassurés et depuis quelque temps le gouvernement prussien semble prendre à tâche de les inquiéter par toutes sortes de mesures vexatoires. Il s'est constitué en Prusse depuis environ 10 ans une société pour la germanisation des Marches de l'Est (*Deutscher Oestmarkenverein*) que l'on a surnommée, en réunissant les trois initiales des

1. On se rappelle les incidents de la germanisation scolaire il y a quelques mois.

fondeurs, « H. K. T. ». De là, l'hakatisme et les hakatistes. Depuis quelque temps cette société redouble ses efforts pour faire connaître ce qu'elle appelle le « danger polonais » et le battre en brèche (1)

Il y a quelques jours à peine (mai 1907) on jugeait à Posen le chef d'une maison de banque polonaise, M. Biedermann, poursuivi sur réquisition du procureur du Roi prussien, pour avoir acheté des domaines allemands qu'il revendait ensuite à des Polonais. Pour que les propriétaires allemands consentissent à ce que l'empereur n'a pas craint d'appeler une « trahison envers la patrie », pour mettre à l'aise leur conscience et leur pusillanimité, il avait toute une série d'hommes de paille aux noms bien allemands : le neveu de l'ancien ministre von Thiele lui-même figurait parmi ces intermédiaires.

L'un des vendeurs ayant appris la combinaison, porta plainte contre M. Biedermann, l'accusant d'escroquerie et d'abus de confiance.

Au cours des débats, l'accusé a reconnu les faits, mais il s'est défendu en invoquant l'exemple de la commission de colonisation qui, elle

1. Von Trinski, *Le développement des sociétés de biens en Posnamie et en Westpreussen.*

aussi, essaie d'acheter des propriétés polonaises en présentant des acquéreurs intermédiaires polonais. Le tribunal n'a pas osé voir une escroquerie dans les faits incriminés et a acquitté ; mais le procureur du Roi a interjeté appel contre cet acquittement. L'affaire en est là.

Ce procès nous montre que la lutte se poursuit encore actuellement avec la même ardeur et que la question des Marches de l'Est restera pour le gouvernement prussien un délicat problème dont on ne peut même pas prévoir la solution.

SECTION II

Législation de 1890-91

La loi de 1890 avait posé ce principe que d'une part tout propriétaire peut morceler son domaine et créer des *Rentengüter* et que d'autre part tout individu peut acquérir un *Rentengut*. Mais il fallait, pour que la loi reçût exécution, que les deux parties se connaissent. Il était donc nécessaire de créer un intermédiaire. La loi confia ce rôle aux Commissions générales de la loi du 2 mars 1850 que nous avons déjà vu fonctionner pour le rachat des charges foncières.

Ces Commissions générales diffèrent de la Commission de colonisation de 1886.

D'abord elles sont au nombre de huit, siégeant à :

Bromberg, pour la Prusse occidentale, orientale, et pour Posen ;

Breslau, pour la Silésie ;

Francfort-sur-Oder, pour la Poméranie et le Brandebourg ;

Mersebourg, pour la province de Saxe, les duchés de Schwarzbourg-Sondershausen et Schwarzbourg-Rudolstadt, le duché de Meiningen et la principauté d'Anhalt ;

Hanovre, pour le Hanovre et le Schleswig-Holstein ;

Münster, pour la Westphalie et une partie de la province rhénane ;

Cassel, pour les cercles de Cassel et de Wiesbaden, la principauté de Waldeck et Pyrmont, et la principauté de Schaumbourg-Lippe ;

Düsseldorf, pour l'autre partie de la province rhénane.

Une Commission fut proposée en 1895 pour Königsberg afin de décharger celle de Bromberg, mais le projet n'a pas abouti.

Ensuite, la manière d'agir, la méthode de ces Commissions générales diffèrent de celles de la Commission de colonisation. Cette dernière,

nous l'avons vu, achète elle-même et pour son compte les terres qu'elle veut transformer en *Rentengüter*, elle les parcelle comme elle l'entend et les distribue aux colons de son choix ; de plus, elle ne fait aucun bénéfice, ses recettes doivent simplement couvrir ses dépenses. Ajoutons enfin qu'un capital de 100 millions de M. a été mis à sa disposition par l'Etat.

Les Commissions générales au contraire ne sont que des intermédiaires facultatifs (1) entre les vendeurs et les acheteurs de *Rentengüter*, des sortes de bureaux de placement. De plus elles ne disposent que de leurs propres fonds, elles peuvent même refuser tout crédit de l'Etat. Comme conséquence évidente, la *Rentengutsnehmer* n'est pas dans une situation aussi favorable que le colon : il doit payer une annuité de 4 ou de 3,500/0, tandis que le colon ne paie que 30/0 ; ensuite il n'a pas toujours les remises qu'on accorde aux colons, ses débuts sont beaucoup plus pénibles.

Quant à la procédure suivie, elle est ainsi réglée :

Quand un propriétaire veut procéder au démembrement de son domaine, il en avise la

1. Le propriétaire peut se passer de leur intervention et traiter directement, mais alors il perd les bénéfices de la loi de 1891. C'est pourquoi ce système est peu adopté.

Commission à laquelle il soumet son *Rentengutsprojekt*. Celle-ci désigne un commissaire ayant pour mission d'étudier le travail de démembrement (*Auseinandersetzung*) à effectuer et d'établir un prix. Quand le prix de vente est convenu, des géomètres sont chargés par la Commission de dresser le plan des terrains, de fixer le nombre des *Rentengüter*, leur étendue, etc.

D'autre part, la Commission a recruté des colons. A chacun d'eux elle a adressé un questionnaire à remplir lui demandant :

- 1° S'il appartient à la classe des paysans ;
- 2° S'il a des connaissances agricoles suffisantes ;
- 3° S'il jouit d'une bonne santé et d'une bonne réputation ;
- 4° S'il a la fortune nécessaire pour payer comptant une partie du prix d'achat, plus le matériel d'exploitation.

Si les réponses à ce questionnaire sont favorables, la Commission présente le colon au propriétaire. Quand les deux parties sont d'accord, on rédige le projet de contrat (*Punktation*) base du contrat définitif.

Quand le colon est définitivement installé, le propriétaire reçoit le prix de vente stipulé soit directement de son débiteur, soit par l'intermé-

diaire de la *Rentenbank* si l'une ou l'autre des deux parties en émet le désir. C'est ce dernier mode de paiement qui est le plus souvent employé.

Le premier *Rentengut* fut créé le 1^{er} juillet 1892 par la Commission de Bromberg. Depuis, le succès des *Rentengüter* a été grandissant chaque année. Dès le 1^{er} janvier 1895, on avait morcelé 112.683 hectares et constitué 7.081 *Rentengüter* contenant ensemble 74.298 hectares (3.784 *Rentengüter* formant 40.208 hectares s'étaient formés avec le concours des *Rentenbanken*).

De toutes les Commissions, celle de Bromberg était de beaucoup la plus active.

Dans ces premières années, l'effet des lois de 1890-91 fut donc immense, plus grand que celui de la loi de 1886. Les *Rentengutsnehmer* en effet étaient, au contraire des colons, des gens du pays, entourés de parents et d'amis susceptibles de leur donner aide et conseil; de plus, habitués au milieu et au genre de culture, ils travaillaient avec plus de soin, plus d'amour et plus d'habileté.

Cependant à partir de 1896, l'œuvre des Commissions diminue subitement, le nombre des *Rentengüter* constitués par leur intermédiaire décroît rapidement et devient bientôt complètement nul. Si bien qu'en 1901, M. Max Sering,

pourtant très optimiste, disait : « En somme la création des *Rentengüter* est complètement arrêtée » (1). En même temps, M. Miquel déclarait à la Chambre des députés que la proportion des *Rentengutsnehmer* en retard pour le paiement des annuités aux *Rentenbanken* croissait d'une façon inquiétante.

Quelles furent les causes de ce brusque changement ? Que signifie cette évolution : activité extraordinaire jusqu'en 1896, puis ralentissement, enfin arrêt complet en 1900 ? Ces causes sont de deux ordres :

1° Fautes commises par les Commissions générales.

2° Erreurs du législateur.

Examinons successivement chacun de ces deux points de vue.

Comme la Commission de colonisation, les Commissions générales ont acheté les terrains beaucoup trop cher et les prix sont allés en augmentant rapidement d'année en année. Le prix moyen de l'hectare payé la Commission était en

1896.	. . .	648 M.
1897.	. . .	766
1898.	. . .	774
1899.	. . .	824

1. Discours du professeur Sering au Collège d'économie rurale le 2 février 1901.

Certains ont signalé dans cette progression, l'influence puissante des grands propriétaires, qui essayaient de tirer le plus grand profit possible de la vente de landes ou de bruyères. En tous cas, s'ils n'ont pas usé de pression sur les fonctionnaires de l'Etat, cette méthode les satisfaisait fort. Mais ils ont trop voulu gagner, peu à peu les paysans se sont rebutés et bientôt ne se sont plus adressés du tout aux Commissions générales. Ajoutons que si le colon jouissait d'une situation favorable qui compensait la cherté des terres, rien ne venait faciliter les débuts pénibles de l'acquéreur de *Rentengut* : l'annuité qu'il payait à la *Rentenbank* était plus lourde et aucune remise ne venait alléger le poids des difficultés de la mise en train. Il est donc vrai de dire que l'œuvre des Commissions générales était plus difficile que celle de la Commission de colonisation. Il y avait là une erreur de législation.

La restauration de l'*Anerbenrecht* par la loi de 1896 fut une autre faute. Sans doute il n'y a pas de paysan père de plusieurs enfants qui ne soit ému à la pensée que son petit domaine sera démembré, vendu peut-être après sa mort. Mais aucun ne voudra conserver l'indivisibilité du *Hof* en avantageant l'un de ses enfants aux dépens des autres ; il les aime tous également,

il veut que son petit héritage soit partagé avec justice. Le paysan a peur de l'*Anerbenrecht* et ce sentiment est si fort chez lui qu'on peut dire que c'est la loi de 1896 qui a fait crouler l'institution des *Rentengüter*. Pour y échapper, le paysan s'adresse à des sociétés particulières.

Nous avons déjà vu ce qui se passe en Pologne où des sociétés polonaises se sont créées pour établir des colons polonais; de même dans la Prusse l'initiative privée a vu là, matière à exploiter. Partant de ce principe que les paysans achèteraient plus volontiers des particuliers, plusieurs marchands de biens, israélites la plupart, avaient fait un commerce lucratif en achetant des terres en gros et les revendant en détail. L'un d'eux Heinrichsdorf obtint un grand succès dans le district de Kolberg-Köeslin.

Bientôt de grandes sociétés se fondèrent à Berlin : la *Landbank* et la Banque allemande de colonisation.

La *Landbank* fondée en 1895 a aujourd'hui un capital de 10 millions de M. Elle poursuit une œuvre nationale en recherchant de préférence des colons allemands. Ses affaires sont très prospères.

La Banque allemande de colonisation a été créée pour lutter contre les sociétés polonaises.

Cette société a obtenu d'excellents résultats : ce qui prouve bien que le paysan repousse l'*Anerbenrecht* et que cependant il ne veut pas renoncer à la forme de *Rentengut*.

Déjà plusieurs années se sont écoulées depuis la réforme et le paysan juge plus aisément la situation acquise par les acquéreurs de *Rentengüter*.

Sur les domaines ruraux, il voit le grand propriétaire enrichi, car il s'est procuré l'argent dont il avait besoin soit pour payer ses dettes, soit pour mettre en valeur les terres qui lui restaient et de plus il a toujours une influence considérable sur le *Rentengutsnehmer* car il a stipulé que le quart de la rente ne serait rachetable que moyennant le consentement des deux parties.

Quant aux acquéreurs de *Rentengüter* nous n'avons que des renseignements contradictoires sur leur compte. MM. Quesnel et Blondel en ont interrogé quelques uns au cours de leurs enquêtes en Allemagne ; leurs réponses furent contradictoires. Mais en général leur situation n'est pas brillante.

Beaucoup sont tenus de payer tous les trois mois et à l'avance une rente entre les mains de fonctionnaires, et quand ils songent que cette dette ne sera acquittée que dans 60 1/2 ans, ils

perdent complètement l'espoir de se voir propriétaires, leurs fils mêmes le seront-ils ? Et encore le droit de propriété ne sera jamais complet, car presque toujours le créancier use de la faculté de déclarer un quart de la rente rachetable seulement du consentement des deux parties. En deux mots voici la situation sociale du *Rentengutsnehmer* : il est attaché à la terre par la nécessité de payer *pendant 60 1/2 ans* une grosse annuité, *éternellement* un quart de la rente stipulée.

Sa situation pécuniaire n'est guère plus enviable ; ne profitant pas des avantages du colon, il est obligé d'emprunter à gros intérêts pour monter son exploitation agricole, pour se mettre en train. Bientôt, les dettes s'accumulent et deviennent écrasantes : on a établi que dans la région orientale de la Prusse, le chiffre des dettes atteint jusqu'à 75 0/0 de la valeur du sol.

C'est donc en résumé une condition précaire, sans compter les restrictions au droit de propriétaire et les règles archaïques de la loi de 1896.

En définitive, l'œuvre tentée par le gouvernement prussien a échoué et la responsabilité en retombe sur la classe des grands propriétaires qui s'est servie de sa toute puissance comme d'un instrument de lutte et d'oppression. L'organisa-

tion municipale même, refondue en 1891, s'est ressentie de cette omnipotence de la noblesse. Sans doute on a soustrait les communes à la tutelle du seigneur, mais là se borne l'innovation ; on a négligé d'englober le domaine seigneurial dans les communes ainsi émancipées, le grand propriétaire reste complètement maître sur ses terres distinctes de l'administration municipale. C'est ainsi que dans les sept provinces orientales de la Prusse on trouve actuellement 24.453 communes rurales indépendantes, mais à côté il y a 15.612 domaines non moins indépendants qui sont soustraits à toute organisation municipale.

Les chiffres suivants empruntés à M. Conrad (1) montrent l'importance de cette exception en même temps que le résultat de la réforme agraire dans les sept provinces orientales de la Prusse.

Sur 158 propriétaires ayant chacun plus de 5.000 hectares, 15 appartiennent à des familles régnantes et possèdent ensemble 374.733 hectares (La superficie des sept provinces orientales de la Prusse est d'environ 20 millions d'hectares). Viennent ensuite :

1. « *Die Latifundia in preussischen OEsten* » par le prof. Conrad, dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie*. t. XVI, 2^e livraison.

123 propriétaires nobles avec. . .	1.223.416 h.
10 » bourgeois . . .	82.375
2 sociétés anonymes.	41.573
L'Université de Greiswald. . . .	9.153
Et 6 villes	62.000

Le domaine de l'Etat n'y figure pas.

Les propriétés de plus de 1.000 hectares atteignent environ 5 millions d'hectares ou le quart de la superficie totale ; mais si nous mettons à part le domaine de l'Etat, les grandes propriétés de plus de 1.000 hectares représentent plus du tiers du total restant.

M. Conrad les répartit comme il suit :

Groupes sociaux —	Terres labourables et prairies — H.	Forêts — H.	Totaux —	Revenu net imposable —
Nobles .	1.934.614	1.550.260	3.804.487	33.415.822
Bourgeois	519.802	279.367	880.067	6.552.347
Sociétés anony- mes .	20.359	12.389	35.425	648.242
Eglises, écoles, etc. . .	43.542	21.600	71.441	1.078.559
Villes et commu- nes . .	38.435	74.135	119.392	1.170.973
Divers (1)	5.087	55	6.445	299.786
	<u>2.562.839</u>	<u>1.937.806</u>	<u>4.916.897</u>	<u>43.165.729</u>

1. Non compris les domaines et les forêts de l'Etat.

Tels sont les résultats de cette organisation qu'on appelle en Prusse « décentralisatrice » ou « patrimoniale » ; mais que nous pouvons considérer comme un retour à la *Féodalité*, quoique ce mot dépasse notre imagination de Français au xx^e siècle.

On a cherché bien des remèdes à cette situation, mais tous plus ou moins favorables à l'aristocratie, et cette multiplicité même est une preuve de leur inefficacité. Il faut une réforme radicale, attaquant le mal à sa source. La première transformation à opérer serait de reviser le système électoral, de donner aux paysans la représentation que réclame leur nombre et l'importance de leurs intérêts et surtout, leur faciliter les moyens de se grouper, de se syndiquer. Ensuite, après quelques années d'éducation politique, la situation des classes rurales deviendra moins précaire et la prospérité du pays y gagnera. Nous souhaitons que peu à peu on donne aux paysans prussiens les moyens d'arriver à une propriété libre et indépendante. Ils le méritent. « S'ils ne sont pas à l'avant-garde de
« la civilisation, si leur genre de vie est de nature
« à effaroucher la délicatesse des raffinés, ils ont
« encore une grande vitalité. Et je ne pourrai
« jamais me défendre, en dépit de certaines
« étroitesse d'idées, d'un sentiment de sympa-

« thie à l'égard de ces braves gens dont les ambi-
« tions sont modestes et dont beaucoup n'ont
« d'autre désir que d'entretenir chez leurs
« enfants l'amour, qu'ils sentent déjà un peu
« affaibli du coin de terre qu'ils cultivent, en
« même temps que la culture de certains sou-
« venirs et parfois un long héritage de vertus » (1).

1. Blondel, *Revue d'Economie politique*, 1902.

VU :

Le professeur, président de la thèse,

EDGARD ALLIX.

VU. :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.

BIBLIOGRAPHIE

- BROT. — De l'abolition de l'esclavage ancien en Occident.
GARSONNET. — Histoire des locations perpétuelles.
DE TOCQUEVILLE. — L'Ancien régime et la Révolution.
TAINE. — L'Ancien régime.
CAVAIGNAC. — Formation de la Prusse contemporaine.
— (Revue des Deux Mondes), 15 août 1890, 2 novembre 1892.
BLONDEL. — Réforme sociale, 1^{er} juillet 1891.
— Revue politique et parlementaire, déc. 1899.
— Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne.
KNAPP. — « Die Bauernbefreiung und der Ursprung, der Landarbeiter in den älteren Theilen Preussens ».
EM. DUBOIS. — Réforme sociale, 16 août, 1^{er} septembre 1892.
DE FOVILLE. — Le morcellement.
MAX SERING. — « Die innere Colonisation in östlichen Deutschland ».
FELLNER. — « Das system der Rentengüter ».
BRENTANO. — « Die Agrarreform in Preussen ».
AAL. — « Das preussische Rentengut ».
DICTIONNAIRE DE CONRAD.
— Jahrbücher de Conrad.
— de Schmoller.
STAATSLLEXICON.
— Législation prussienne.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1

LIVRE PREMIER

Les paysans prussiens jusqu'à la fin du XVIII^e siècle

CHAPITRE PREMIER. — De l'esclavage au servage. . .	7
<i>Section I.</i> — Causes générales de la disparition de l'esclavage	8
<i>Section II.</i> — Causes spéciales à l'Allemagne . .	12
CHAPITRE II. — La féodalité et les classes rurales en Allemagne	17
CHAPITRE III. — Les classes rurales en Prusse au XVIII ^e siècle.	32
CHAPITRE IV. — Tentatives de réformes au XVIII ^e siè- cle	42
<i>Section I.</i> — Paysans du domaine royal. . . .	46
<i>Section II.</i> — Paysans des domaines particuliers .	50

LIVRE II

Réformes agraires du commencement du XIX^e siècle

	Page
CHAPITRE PREMIER. — Essais de réformes avant le désastre d'Iéna.	65
<i>Section I.</i> — Réformes concernant le domaine royal	66
<i>Section II.</i> — Réformes concernant les biens nobles	69
CHAPITRE II. — La réforme agraire après la paix de Tilsitt	75
<i>Section I.</i> — Domaines royaux.	85
<i>Section II.</i> — Les biens nobles.	87
CHAPITRE III. — La réforme agraire du ministère de Hardenberg.	94

LIVRE III

L'affranchissement des paysans prussiens

CHAPITRE PREMIER. — La réforme de 1850	116
CHAPITRE II. — Organisation et fonctionnement des « Rentenbanken »	126
<i>Section I.</i> — Rôle et historique des « Rentenban- ken »	126
<i>Section II.</i> — Organisation de « Rentenbanken ». . Leur fonctionnement	132
CHAPITRE III. — Résultats de cette législation	145

LIVRE IV

La colonisation intérieure de la Prusse et l'organisation
des « Rentengüter »

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Comment naquit l'idée d'instituer des « Rentengüter »	159
CHAPITRE II. — La loi du 26 avril 1886	168
CHAPITRE III. — La loi du 27 juin 1890	176
CHAPITRE IV. — Reconstitution des « Rentenbanken ».	180
CHAPITRE V. — Loi du 8 juin 1896 qui étendit le principe de l'« Anerbenrecht » aux biens de colonisation et aux biens de rente.	189
CHAPITRE VI. — Résultats de cette législation agraire	198
<i>Section I.</i> — Loi du 26 avril 1886	198
<i>Section II.</i> — Législation de 1890-1891	211

